

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12847

4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 20 MAI 1986

Les Verts radicalisés

La radioactivité consécutive à l'accident de Tchernobyl semble bien avoir dopé les Verts ouest-allemands, la formation écologiste la plus puissante en Europe occidentale.

A Hanovre, où se tenait le congrès national du parti, comme à Wackersdorf, en Bavière, où les manifestations permanentes contre l'implantation d'une usine de retraitement ont pris, dimanche 17 mai, un tour violent, les « durs » se sont affirmés. En témoigne la résolution adoptée par la majorité des neuf cents députés réunis dans la capitale de la Basse-Saxe, demandant le retrait immédiat de la RFA de l'Organisation atlantique ainsi que la dissolution du service de contre-espionnage ouest-allemand et le désarmement de la police.

Cette radicalisation du mouvement écolo-pacifiste se traduit également par le retour sur le devant de la scène de M^{me} Petra Kelly, égérie mystique du parti, et du général Bastian, qui démissionna il y a deux ans du groupe parlementaire des Verts en raison de son opposition au principe de la rotation des députés.

Les éléments les plus modérés, comme l'avocat Otto Schily ou le ministre de l'environnement de Hesse, M. Joschka Fischer, dont les propos ces derniers mois pouvaient laisser entrevoir une évolution en douceur des écologistes vers une conception plus réaliste en matière de défense et de sécurité, n'ont pas eu cette fois voix au chapitre.

Bien au contraire, ce sont les termes les plus durs qui ont été choisis pour stigmatiser l'OTAN. On doit, selon les Verts, tout faire pour « affaiblir et abolir cette organisation ennemie, principale responsable de la course aux armements et des dangers que court la paix mondiale ».

La formation écologiste répond ainsi sans tarder à l'appel de M. Gorbatchev, dont l'habile retournement dialectique opéré dans son discours sur Tchernobyl amalgamait les dangers du nucléaire civil et du nucléaire militaire. Venant d'un parti en hausse dans les sondages, et dont le score aux élections législatives pourrait être déterminant au mois de janvier prochain, de telles prises de position ne laissent pas d'inquiéter.

Leur diffusion ne se limite pas en effet à la partie de la population ouest-allemande directement influencée par les Verts. Elle joue également un rôle dans le débat interne au Parti social-démocrate, où s'affrontent des hommes comme le ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine, partisan d'un retrait de la RFA de l'Alliance atlantique, et le candidat chancelier, M. Johannes Rau, qui ne cesse de proclamer son attachement à l'OTAN.

Dans ces conditions, le chancelier Kohl paraît bien isolé dans sa mise en cause de l'Union soviétique à propos de l'accident de Tchernobyl. Il est pour le moins maladroit de sa part d'avoir formulé ses demandes de réparation des dégâts causés dans son pays devant un congrès de réfugiés des Sudètes. Cette compromission - la première d'un chancelier fédéral - avec des irrédentistes patentés ne peut que donner des arguments à ceux qui essaient, par un vote au parlement, d'entraîner la RFA dans l'aventure douteuse du neutralisme et du pacifisme.

(Lire nos informations page 9.)

RAID CONTRE L'ANC SUD-AFRICAIN

Pretoria attaque une base des nationalistes au Zimbabwe

L'armée sud-africaine a lancé dans la matinée du lundi 19 mai des opérations de commando contre des installations du Congrès national africain (ANC) au Zimbabwe et au Botswana. Elle a frappé en plein centre de Harare, capitale de l'ancienne Rhodésie, en faisant sauter le siège de l'organisation nationaliste. La Zambie annonce de son côté qu'un « camp de réfugiés » situé à une quinzaine de kilomètres de Lusaka a été bombardé lundi matin. Les militaires sud-africains présentent leur action comme une mesure « antiterroriste » après la découverte d'un important stock d'armes soviétiques près de Johannesburg.

À l'aube, l'armée sud-africaine des « sages » du Commonwealth qui avaient rencontré, dimanche 18 mai en Zambie, des dirigeants du Congrès national africain (ANC) pour une tentative de médiation (le Monde du 17 mai), Pretoria utilise de nouveau la manière forte. En juin 1985, un premier raid contre les installations des nationalistes en exil à Gaborone, capitale du Botswana, située tout près de la frontière entre les deux pays, avait fait plus d'une dizaine de morts et suscité de vives réactions internationales. Le gouvernement américain avait rappelé pour consultation son ambassadeur à Pretoria, considérant que cette action militaire « compliquait les efforts de paix ».

Non seulement l'armée sud-africaine a récidivé au Botswana, mais, fait sans précédent, elle est intervenue jusqu'à Harare, capitale du Zimbabwe, à plus de 500 kilomètres de ses bases.

Le communiqué laconique publié par le général Liebenberg, chef d'état-major de l'armée sud-africaine, précise que les opérations, de type commando, ont été effectuées par de « petites unités ». L'une visait un « centre opérationnel de l'ANC » en plein centre de la ville, l'autre un « lieu de transit pour terroristes ». Le correspondant de l'agence France-Presse à Harare confirme que le bureau principal de l'ANC, au 16 de la rue Angwa, à 500 mètres du commissariat central, a été sérieusement endommagé.

Plusieurs explosions ont été entendues dans la nuit. Les vitres des immeubles voisins de l'objectif principal des commandos ont été soufflées.

J. G.

(Lire la suite page 3.)

NOUVEAUX PROJETS DE LOI SUR LA SÉCURITÉ

Le gouvernement a mis au point son plan contre le terrorisme

Le conseil des ministres du 28 mai devrait adopter plusieurs projets de loi concernant la sécurité. Parmi ceux-ci, un projet de loi relatif à la répression du terrorisme actuellement soumis au Conseil d'État.

Ce texte prévoit, notamment, la possibilité d'une centralisation parisienne des poursuites, la prolongation de la garde à vue à quatre jours, des exemptions ou des remises de peine pour les terroristes ayant collaboré avec la justice et la dissolution des associations étrangères qui se livreraient, « de près ou de loin », à des activités terroristes.

Le projet de loi relatif à la répression du terrorisme, qui comporte dix articles énumérant diverses modifications du code pénal et du code de procédure pénale, s'ouvre sur un avenant paradoxal : la difficulté qu'il y a, juridiquement, à définir... son objet. « Le concept de « terrorisme » est juridiquement incertain, aussi bien en droit international que dans notre droit interne qui n'en donne aucune définition ». Telles sont les premières lignes de l'exposé des motifs de six feuillets qui introduit le projet.

On pourrait évidemment s'en tenir à l'infraction définie par l'article 93 du code pénal, dont l'exposé des motifs reconnaît qu'elle se « rapproche le plus » du concept recherché : cet article punit de la détention criminelle à perpétuité « ceux qui auront commis un attentat dont le but aura été de porter le massacre ou la dévastation dans une ou plusieurs communes ». Mais la volonté politique et l'effet d'annonce recherché imposent que l'on aille au-delà et que l'on s'attache à délimiter plus précisément le terrorisme et sa répression.

Aussi, après avoir souligné que le terrorisme se manifeste par « des atteintes plus ou moins graves aux personnes ou aux biens (meurtres, prise d'otage, destruction par explosif, détournement d'avion...) qui sont déjà réprimées par des dispositions particulières du code pénal », l'exposé des motifs ajoute : « La spécificité du terrorisme tient au contexte dans lequel ces actions sont commises, au mobile idéologique qui anime leurs auteurs, à leur volonté de créer un climat d'insécurité ».

EDWY MUELIN.

(Lire la suite page 6.)

LA GUERRE CIVILE À SRI-LANKA

« Assaut total » contre les Tamouls

De notre envoyé spécial

Colombo. - Trois mille à quatre mille soldats cinghalais soutenus par les petits avions Marchetti et par les hélicoptères de l'armée de l'air srilankaise, sont engagés depuis le samedi 17 mai dans ce qui paraît être la plus grande bataille du conflit ethnique de l'île. L'offensive, qui vise à reprendre aux séparatistes tamouls le contrôle de Jaffna, leur ville-bastion, aurait déjà fait une quarantaine de morts « du côté terroriste », selon Colombo, le nombre des victimes civiles demeurant pour l'instant inconnu.

Il y a quelques semaines, évoquant l'éventualité d'un « assaut total » contre la capitale tamoule du nord, le ministre de la sécurité srilankaise, M. Lalith Athulathmudali, avait admis que l'opération ferait « inévitablement des victimes parmi les civils ». Cepen-

dant, le commandant en chef des opérations, le général Cyril Ranatunga, aurait donné l'ordre à ses hommes d'« exercer le maximum de prudence et de retenue vis-à-vis des populations innocentes ».

Selon des informations inédites, recueillies par téléphone dans la ville encerclée, l'ordre serait pour l'instant assez bien respecté, et le nombre des victimes civiles, très limité. Plus d'un millier de voyageurs tamouls, en route samedi pour Jaffna, ont été invités par les autorités à attendre la fin de l'opération avant de s'y rendre.

Quatrième ville de Sri-Lanka par la population - cent cinquante mille habitants, tous tamouls, les rares Cinghalais ayant fui les lieux depuis longtemps - Jaffna serait, d'après les maquisards, « régulièrement bombardée depuis samedi ». De leur quartier général de Madras, dans

le Tamil Nadu indien, les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (TLET), principale organisation tamoule, du séparatisme faisaient état, lundi matin, de « la destruction de plusieurs écoles, bâtiments publics et résidences privées par l'armée ». Aucune confirmation indépendante de cette assertion n'a pu être obtenue.

Déployée autour de la ville dans quatre directions différentes, l'offensive de la troupe serait appuyée, au nord de la péninsule, selon les maquisards, par « plusieurs vedettes de guerre habituellement ancrées dans le port de Trincomalee ». Ce blocus maritime vise apparemment à empêcher la guérilla tamoule, basée de l'autre côté du détroit de Palk, dans le sud de l'Inde, de venir à la rescousse de leurs camarades encerclés. Selon un communiqué de la défense publié à Colombo, la durée de l'opération,

qui n'est encore officiellement qu'un « mouvement routinier de troupes », initialement estimée à soixante-douze heures, pourrait être « révisée », les soldats cinghalais rencontrant apparemment plus de résistance que prévu.

Bref, ce n'est pas le Blitzkrieg capé, et la bataille pourrait durer assez longtemps. Toujours d'après Colombo, un détachement militaire d'environ un millier d'hommes, en route pour Jaffna, a été attaqué dimanche, à 45 kilomètres de la ville par des maquisards fortement armés. Ces derniers disposent de mortiers et d'un nombre impressionnant de fusils automatiques AK-47, de mitrailleuses légères et lourdes ainsi que d'un stock de mines et de lance-grenades.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 3.)

Les confidences de M. Mitterrand

A la roche de Solutré, le chef de l'Etat se pose en « arbitre » mais n'exclut pas sa démission.

PAGE 20

Tension en République dominicaine

La confusion règne après le scrutin du 16 mai.

PAGE 4

Rapprochement franco-turc

Une évolution que confirme le voyage de M. Giraud à Ankara.

PAGE 3

Encyclopédie sur le Saint-Esprit

Pour le dialogue avec l'Eglise orthodoxe.

PAGE 12

Cannes 86 : l'humour de New-York

L'ironie élégante de Jim Jarmush et l'angoisse insolente de Woody Allen.

PAGES 10 et 11

Le Monde ÉCONOMIE

Nuages sur le nucléaire
La chronique de Paul Fabra
Pages 15 et 16

Débat : Spiritualité (2) • Étranger (3 à 5) • Politique (6 et 7) • Sports (8) • Société (9) • Cannes 86 (10 et 11) • Communication (12) • Économie (17 à 19)

Programmes des spectacles (13) • Radio-télévision (14) • Météorologie (14) • Mots croisés (12) • Loto (12)

« OBÉRON » A L'OPÉRA DE LYON

L'enchantement au sérail

Tout est bonheur dans cet Obéron présenté à l'Opéra de Lyon : la découverte de la musique merveilleuse de Weber, dont on doute qu'elle ait jamais été mieux jouée que par l'orchestre dirigé par John Elliot Gardiner ; la reconquête d'une œuvre féérique, aussi difficile à monter que le *Filte enchanteré*, et depuis trente ans ; enfin, une mise en scène de Jean-Claude Fall jettant le contrapunt des fées et des folles-Bergère de Maurice Lohmann.

On a si bien joué, pourtant, en voyant pendant l'ouverture ces multiples couples en robes et costumes blancs unis et dissimulés que l'on se croirait en scène de Jean-Claude Fall jettant le contrapunt des fées et des folles-Bergère de Maurice Lohmann.

On a si bien joué, pourtant, en voyant pendant l'ouverture ces multiples couples en robes et costumes blancs unis et dissimulés que l'on se croirait en scène de Jean-Claude Fall jettant le contrapunt des fées et des folles-Bergère de Maurice Lohmann.

protecteur, le roi des elfes, Obéron, qui a besoin de découvrir le couple parfait pour se réconcilier avec son épouse Titania, reine des fées.

Mais on est vite rassuré. Avec les plus merveilleuses transpositions scéniques, Jean-Claude Fall jette scintille au grand livre d'images dont deux enfants sur la bord de la scène tournent les pages. Il utilise à merveille les beaux décors de Gérard Didier : les murs noirs dont les trois pans se relèvent et s'abaissent, l'écran où se peint au loin Bagdad avec ses minarets et ses mosquées ; la tapisserie et la balustrade de Rezia ; les gigantesques pharaons d'Abou-Simbel où logent les sirènes et les fées pour l'exquise musique qui doit le destin de l'acte.

Il faudrait dire surtout la grâce de tous ces personnages si pleinement accordés avec une musique dont Gardiner multiplie le savoir en la libérant de toute adhérence historique : ni postromantisme, ni romantisme, ni préromantisme. Certains airs de Huon, de Rezia,

d'Obéron, les ensembles, les chœurs des esprits, planent dans une sorte d'infini musical à côté d'adorables moments d'opérette.

Les dialogues parlés, en anglais, ont été très joliment traités comme une musique, étayant le côté opéra-comique et gardant intact l'enchantement.

On s'égare simplement ici la haute qualité d'une distribution presque entièrement britannique, idéalement fondue dans la vision de Fall et de Gardiner. Avec, surtout, Patrick Power, un Huon frère de Tamino, Neil Jenkins, Obéron à la voix pleine de rêve, Suzanne Murphy, qui, malgré quelque défaillance dans l'air terrible de Rezia, a donné une image bouleversante de ce personnage transfiguré par une musique divine. Et tous les autres, sans oublier les chœurs de l'Opéra de Lyon.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 20, 22, 24, 27, 29 et 31 mai. En coproduction avec l'Opéra de Montpellier.

L'Éducation

EMPLOI LES MEILLEURS BTS ET DUT

NUMÉRO DE MAI 1986

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة من الأصل

حکذا من الالجل

débats

Pourquoi je crois...

Résister au vertige du cycle construction-destruction

par PIERRE MARCILHACY

SPIRITUALITÉ

« L'Esprit souffle où il veut », une phrase de l'Evangile qui remonte à la surface en ce lendemain de Pentecôte. Pierre Marcilhacy nous emmène sur les chemins de sa croyance, et Jacques de Montalais estime que « si Dieu est mort », la raison de vivre de l'homme est dans la quête de la lucidité.

QUE le Seigneur et dame Marie sa mère, que la longue cohorte des saints et martyrs qui bercèrent mon enfance avec à leur tête Pierre, dont on m'a donné le nom, veillent bien me pardonner : je ne comprends rien à l'époque où l'on m'a fait vivre. Ce n'est pas leur faute ni peut-être la mienne.

Je regarde, j'écoute, je lis. J'ai lutté, je lutte encore pour défendre des idées ou des principes qui me semblent justes et honorables et je ne regrette ni la temps ou les efforts passés, ni les déceptions ou les joies.

de la terre. Ou plutôt j'ai peur de comprendre que le « chacun pour soi » est en passe de devenir une règle de vie qui, affreux paradoxe, prétend s'appuyer sur la liberté de tous.

croire et que, ce faisant, j'exerce ma liberté, ou plutôt la part essentielle de celle-ci : celle de ma pensée ou de ce qui m'en tient lieu. Et puis, tout paysan du Danube que je sois, je me sens conforté par la constatation que je ne suis pas le seul. Bien plus, je viens d'apprendre qu'un homme de recherche, de science et de raison reconnaît qu'il y a un être dont la présence ne peut être contestée par ceux-là mêmes qui entendent démontrer son absence. Je ne lui en demande pas davantage.

La lucidité comme absolu

Si Dieu existe, l'humanité a été créée de telle sorte qu'elle fût capable de s'accomplir sans son aide

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

ON en revient toujours au cri de Nietzsche : « Dieu est mort ». C'est à partir de ce moment-là, dit-on volontiers, que tout s'est progressivement dégradé. Or, à l'occasion du dernier synode des évêques, le cardinal Lustiger a pu faire ce remarquable mais terrifiant constat : « La désacralisation n'a pas été une libération. Elle n'a pas délivré l'homme de l'idolâtrie. La cité séculière, qui se dit désacralisée, réinvestit en permanence la puissance d'adoration de l'homme à travers toutes les formes de son désir : le sexe, la drogue, la volonté de puissance, la complicité avec la mort dans le suicide ou l'homicide, l'accumulation de richesses, la violence... Tous les objets du désir de l'homme deviennent des absolus qui le fascinent. »

Aujourd'hui, la différence avec ce long passé est double. D'abord, autrefois, il y avait des valeurs admises dans le moment même où on les enfreignait, bref, des commandements. Dieu existait encore. Seuls quelques braves osaient le nier publiquement. Quand on agissait mal, on le savait.

Mais la permissivité générale provient-elle seulement de ce que l'homme a perdu toutes ses illusions ? Dieu ayant été l'illusion suprême, sans Lui et sans explication de la mort, notre condition devient absurde, dit-on. La vie ne serait-elle vivable que grâce à des songes ? L'histoire semble le confirmer. Mais puisque les hommes, dans leur ensemble, ne demandent qu'à vivre, ils disposent d'un ultime recours : celui de voir clair, celui de discerner par eux-mêmes les moyens de rendre vivable la vie à laquelle ils tiennent. C'est-à-dire la lucidité.

Il est vrai qu'on ne voit vraiment pas pourquoi il faudrait défendre les faibles ou rassasier les affamés si on est soi-même assez fort et repu. D'autant que ce programme passe par un certain renoncement à des avantages personnels. Je ne comprends pas où va le monde tel que ses images me parviennent des quatre coins

La liberté serait-elle donc une illusion ? Qui ne serait tenté de le croire ?

La foi en quelque religion que ce soit constitue, si elle est acquise et conservée dans l'exercice de la liberté de tous et de chacun, un élément de stabilité et permet de donner un sens à ce monde que je ne comprends pas. Bien des événements historiques ou du temps présent viennent contredire cette position, et les exemples des horreurs auxquelles aboutissent les fanatismes religieux donnent à réfléchir. Mais si, comme je le pense intensément, la liberté est un besoin comme la faim ou la soif et que la liberté de croire ou de ne pas croire est le plus impérieux de tous, faut-il rappeler que l'abus de l'assouvissement des besoins matériels de la vie conduit à des dérèglements préjudiciables à la santé physique et morale des hommes. Cependant on ne saurait appliquer cela à l'exercice de la liberté, sinon dans la limite où la liberté des autres en serait offensée.

Cette description ne signifie certes pas qu'il n'y eut point de vices, d'horreurs, de folies, et jusqu'à la tête de l'Eglise, dans les siècles passés. Néanmoins, c'était surtout le privilège, si l'on ose dire, des privilégiés. Et, en somme, il n'était pas nombreux. D'ailleurs, le plus souvent, si l'on examine courtoisement ces hommes-là, on découvre la force, mais aussi son abus. Et puis il y eut le mercantilisme, bénéfique à bien des égards, et méritocratique, mais flétri de ses abus, lui aussi.

Maintenant, et c'est la seconde différence majeure, grâce à l'aisance généralisée que mille techniques ont rendu possible, les privilèges qui trop souvent outrepassaient impunément leurs droits - ces droits acquis, cette égalité des droits, comme on dit aujourd'hui, sans que l'on parle jamais de devoirs, - ces privilèges sont devenus légion.

On objectera que c'est elle qui de nos jours conduit certains jeunes au suicide. Mais la lucidité n'est pas la vraie lucidité qui voit seulement le côté négatif ou inapplicable des choses. Quel que l'on en dise, et que l'on en ait dit, elle ne saurait uniquement en conclure que l'existence est philosophiquement absurde. Car elle induit aussi à éviter qu'elle le devienne pratiquement. Comment se fait-il dès lors qu'elle ne soit même pas parvenue à écarter, au moins dans les pays riches, des conditions de vie si souvent frelatées, stupides ou odieuses ? Celles-là, précisément, qui exaspèrent ou désespèrent.

Il est vrai qu'on ne voit vraiment pas pourquoi il faudrait défendre les faibles ou rassasier les affamés si on est soi-même assez fort et repu. D'autant que ce programme passe par un certain renoncement à des avantages personnels. Je ne comprends pas où va le monde tel que ses images me parviennent des quatre coins

Abdiquer notre liberté ?

D'aucuns diront que croire en Dieu n'est qu'une solution de facilité pour expliquer ce qu'on ne peut comprendre. Je ne pense pas que ce soit si facile et moi-même encore fournissais une réponse aux questions que doit se poser l'être humain.

C'est un tout autre débat qui est vieux comme le monde et qu'on ne saurait aborder sans succomber au vertige, si par préalable on considère que l'univers est le résultat d'un simple cycle de construction-destruction.

Les masses, pendant ce temps-là, se contentaient de vivre... au jour le jour. Les masses, sans même parler des esclaves, étaient les machines de leur époque. Longtemps, il est vrai, cette situation-là fut plus ou moins inéluctable. Cependant, hormis razias ou famines, ces hommes étaient sagement moins malheureux, pour la plupart, que certains de nos contemporains de nos jours. Mais le même état de choses aura duré, avec les ouvriers de l'industrialisation, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle.

Incontournable

Aussi, Dieu étant mort, qui redoute désormais son verdict ? Le pape, à ce point de vue, voyage en vain. On craint le tribunal, bien sûr, quand on le craint encore. Mais il s'agit surtout de l'éviter. Tandis que Dieu était incontournable.

Nous jouissons d'avantages matériels que nos ancêtres ne possédaient pas. C'est d'ailleurs leur excès qui se retourne contre nous. Or la lucidité met le plus souvent en évidence notre intérêt bien compris, et le criminel lui-même, à moins d'être atteint de folie, s'il en avait un peu plus on ne l'effraierait pas en lui, admettrait que son intérêt véritable n'est point de commettre son crime.

COURRIER DES LECTEURS

Libéralisme

Je lis dans le Monde du 8 mai 1986, à la même page : « M. Monory souhaite que les entreprises financent les universités » et que « M. Pandraud envisage un financement privé pour les commissions ». Voilà un rapprochement qui ouvre des horizons insoupçonnés. On pourrait dès lors mettre les commissions dans les universités pour rationaliser l'aide du secteur privé, rapprocher les étudiants de débouchés promis à un bel avenir, tout en assurant le contrôle d'une couche de la population a priori suspecte. Mais pourquoi ne pas aller plus loin encore ? L'administration des impôts n'est pas réputée pour sa productivité. Il serait judicieux de la privatiser en revenant au système des fermiers généraux qui seront certainement plus efficaces. L'administration des prisons devrait être confiée à la mafia (américaine ou italienne au choix) qui possède à la fois les fonds nécessaires et un know-how précieux. Quant à l'armée, comment ne s'est-on pas encore rendu compte que des milices privées seraient infiniment plus efficaces que nos divisions de bidasses récalcitrantes. Le libéralisme c'est aussi le « mercenariat » - à condition que la concurrence soit maintenue, bien entendu !

Je lis dans le Monde du 8 mai 1986, à la même page : « M. Monory souhaite que les entreprises financent les universités » et que « M. Pandraud envisage un financement privé pour les commissions ». Voilà un rapprochement qui ouvre des horizons insoupçonnés. On pourrait dès lors mettre les commissions dans les universités pour rationaliser l'aide du secteur privé, rapprocher les étudiants de débouchés promis à un bel avenir, tout en assurant le contrôle d'une couche de la population a priori suspecte. Mais pourquoi ne pas aller plus loin encore ? L'administration des impôts n'est pas réputée pour sa productivité. Il serait judicieux de la privatiser en revenant au système des fermiers généraux qui seront certainement plus efficaces. L'administration des prisons devrait être confiée à la mafia (américaine ou italienne au choix) qui possède à la fois les fonds nécessaires et un know-how précieux. Quant à l'armée, comment ne s'est-on pas encore rendu compte que des milices privées seraient infiniment plus efficaces que nos divisions de bidasses récalcitrantes. Le libéralisme c'est aussi le « mercenariat » - à condition que la concurrence soit maintenue, bien entendu !

CHARLES LENEN, professeur de droit à l'université de Dijon.

« J'ai une petite fille... »

(...) J'ai une petite fille qui a toujours été élève d'une école publique. Elle est en cinquième. Elle a obtenu les félicitations de conseil de son lycée. Elle a douze ans. On lui apprend, en arabe, la profession de foi musulmane. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

J'ai une nièce. Elle a toujours été élève d'une école publique. Elle est en quatrième. Elle ne sait rien, par contre, du judaïsme ni du christianisme. Et elle ignore ce qu'est la Bretagne !

« MÉMOIRES DE MARIE, FILLE D'ISRAËL »

de Jacqueline Saveria-Huré

Faire parler la mère de Dieu

EN un temps où la tâche n'était pas facile - mais quand, depuis 1967, l'a-t-elle été ? - France Huré fut un excellent ambassadeur de France en Israël. Longtemps après, son épouse en rapporta un livre fort intéressant qui, pour un coup d'essai, est, à bien des égards, compte tenu de l'audace du sujet, un coup de maître. L'idée est superbe puisqu'il s'agit de rien de moins que des Mémoires de celle à qui les chrétiens donnent le titre inouï de mère de Dieu. Des dizaines de milliers d'ouvrages lui ont été consacrés. Mais qui oseraient se proposer de se mettre à la place de cette petite Juive à qui a été réservé ce destin unique dans l'histoire de l'humanité ? A imaginer, en parlant en son nom, ce que furent ses rapports avec ses parents, son mari, son fils et tous ceux qui allaient se rattacher à lui ? Et c'est miracle que jamais, sous la plume de Jacqueline Saveria-Huré, ne vienne la moindre fausse note, la moindre pleurnicherie bonhomme, même si on peut lui faire grief non seulement d'être à l'occasion un peu profane, mais d'être, si l'on ose dire, trop bien. Ce récit est d'une tenue très cultivée, même si sa culture est dénuée de toute prétention, plus cultivée sans doute que ne pouvait être, compte tenu de son âge et de sa condition, la femme du charpentier.

que fournissent la durée de l'occupation romaine et les sursauts de révolte du peuple juif. Avec la constante et émouvante référence à la foi et aux coutumes d'un peuple pour lequel l'auteur ne cache pas sa chaleureuse admiration.

Un peuple dont la mère du Christ partage pleinement l'attachement. « Le travail de ma vie, lui fait dire Jacqueline Saveria-Huré, est une ligne à tout moment brisée... Jésus fut ma joie et mon tourment. » Mais la pseudo-mémorialiste sait traiter les passages les plus dramatiques avec une extrême doigté - la mort de Jésus, par exemple, ne fait l'objet que d'une évocation à posteriori. En revanche, elle ajoute quelques trouvailles de son cru. Le jeune Jésus était par exemple, à l'en croire, un enfant fort batailleur, et elle imagine une rencontre d'une très grande beauté avec la mère de Jésus. « En dénonçant son mariage, dit la pauvre femme, mon fils n'a pas livré l'homme, mais le prophète qui a banni la multitude, qui a cassé la résistance, qui n'a pas su gouverner... Jésus ressuscite ! A-t-il été seulement embrassé sa mère ? » Elle partit enfin, conclut Marie. Je restai cloûée à ma place. Nos douleurs s'étaient mesurées. Cette mère qui pleurait son fils, se souvenant me meurtrissait plus que sa colère... On s'en voudrait d'ajouter ne serait-ce qu'un mot.

Malheureusement, l'intelligence et même le génie se consacrent surtout à l'invention et négligent l'adaptation. En quoi ils ne sont pas lucides. Mais tout se passe un peu partout comme si la lucidité n'existait point. Ce n'est donc pas forcément ou seulement Dieu qui nous manque. Après tout, nous l'inventons peut-être. C'est de ne pas avoir recouru à toutes nos facultés. La lucidité nous le soufflé et tout le monde le présente. Beaucoup d'hommes qui ne croient pas en Dieu n'en sont pas moins hommes. Quelquefois au sens le plus admirable du terme. Ne serait-ce pas la preuve, même si Dieu existe, que l'humanité fut aussi créée de telle sorte qu'elle fût capable de s'accomplir sans son aide ?

En la seule lucidité réside l'amélioration d'innombrables problèmes et conflits, personnels, nationaux ou internationaux, si seulement on l'invoquait partout et qu'à son tour elle devint un absolu. Avec elle, en tout cas, on ne saurait prétendre qu'il s'agit d'une illusion, d'une invention. Car elle n'est pas extérieure à nous. Elle fait partie de notre être.

STU n'y a plus de Dieu, il y a toujours, semble-t-il, le Diable. Raison de plus pour que l'énigme lucidité le paralyse peu à peu.

HENRI ANTONI, (Avocat à la cour de Paris.)

Le plus intéressant et le plus réussi dans ce livre, c'est la manière dont l'auteur replace Marie dans l'Israël de l'époque. Avec la trame événementielle dramatique

A. F.

Éditions de la Table Ronde, 350 p., 115 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75207 PARIS CEDEX 09
Tél : 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Tél : (1) 42-47-97-27

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Jacques Favret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouta.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 930 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 908 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les virements en capitaux d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Tél : MONDEUR 206 136 F.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 216 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 2 400 DL ; Luxembourg, 30 t. ; Norvège, 5 kr. ; Pays-Bas, 2 g. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yémen, 110 m.

étranger

ASIE

« Assaut total » contre les Tamouls

(Suite de la première page.)
Décidé, selon leurs chefs de Madras, à tenir coûte que coûte leurs positions, les séparatistes armés, évalués à environ deux mille dans la région, étaient occupés, samedi, à fortifier leur camp avec des sacs de sable. Dans Jaffna, où ils disposent de plusieurs bases - d'anciennes résidences privées désertées par leurs occupants, ainsi que « d'écoles et des temples fortifiés », selon Colombo, - les militaires soupçonnent sur l'appui des civils en majorité fuyables à la création d'un Etat tamoul indépendant, l'Etat.

Cependant, il y a deux semaines, la ville avait été le théâtre d'affrontements sanglants entre deux groupes séparatistes rivaux, « repoussant » quelque peu l'armée indienne, mais la population locale. Cent cinquante maquisards opposés aux Tigres avaient été massacrés par les hommes du LTET. Il n'est pas exclu que Colombo ait voulu mettre à profit cette guerre fratricide pour lancer son offensive. Mais l'opération, soutenue avec enthousiasme par une forte majorité de l'opinion publique cinghalaise et bouddhiste (1), était inscrite dans les faits depuis de nombreux mois.

« Maintenant, que nous avons pratiquement nettoyé l'Est (de la présence séparatiste), nous disons, il y a quelques semaines, le ministre de la sécurité, nous sommes presque capables de lancer une attaque totale sur Jaffna », la semaine dernière, dans un entretien au Sunday Times, le président J. R. Jayawardene avait menacé « de lâcher les troupes » sur Jaffna si les séparatistes n'acceptaient pas rapidement ses « ultimes propositions » de règlement négocié. Jugées « un peu plus positives que les précédentes », par New-Delhi, les dernières offres sri-lankaises, limitées à une autonomie provinciale pour le nord et l'est de l'île, demeurent inacceptables pour la sécessionniste. Colombo le sait et n'a d'ailleurs pas attendu la réponse officielle des organisations tamoules pour lancer l'offensive.

Probablement déclenchée à la suite des deux attentats à la bombe perpétrés à Colombo par les séparatistes - un dans un avion d'Air Lanka, l'autre dans un bureau de poste de la capitale, faisant au total vingt-huit morts et cent cinquante blessés - l'opération a, en effet, débuté il y a une huitaine. Plusieurs centaines de fonctionnaires tamouls de l'aéroport, de la poste centrale et de la télévision nationale ont été brusquement mis en congé exceptionnel (et payé) pour un mois. Dénoncée par les politiciens tamouls modérés comme « le début de l'apartheid au Sri-Lanka », la mesure, selon les autorités, « a été prise pour protéger les Tamouls eux-mêmes contre le chantage terroriste ».

L'employé tamoul de l'aéroport arrêté, après l'explosion du Trident d'Air Lanka, avait notamment déclaré avoir été contraint par les terroristes à poser la bombe, ces derniers l'ayant menacé, en cas de refus, de massacrer sa famille restée à Jaffna. Nul doute cependant que l'éviction des Tamouls du service public vise aussi à prévenir toute réaction violente de cette minorité, dans le cas où l'offensive contre Jaffna tournerait au massacre.

Jayawardene avait menacé « de lâcher les troupes » sur Jaffna si les séparatistes n'acceptaient pas rapidement ses « ultimes propositions » de règlement négocié. Jugées « un peu plus positives que les précédentes », par New-Delhi, les dernières offres sri-lankaises, limitées à une autonomie provinciale pour le nord et l'est de l'île, demeurent inacceptables pour la sécessionniste. Colombo le sait et n'a d'ailleurs pas attendu la réponse officielle des organisations tamoules pour lancer l'offensive.

Probablement déclenchée à la suite des deux attentats à la bombe perpétrés à Colombo par les séparatistes - un dans un avion d'Air Lanka, l'autre dans un bureau de poste de la capitale, faisant au total vingt-huit morts et cent cinquante blessés - l'opération a, en effet, débuté il y a une huitaine. Plusieurs centaines de fonctionnaires tamouls de l'aéroport, de la poste centrale et de la télévision nationale ont été brusquement mis en congé exceptionnel (et payé) pour un mois. Dénoncée par les politiciens tamouls modérés comme « le début de l'apartheid au Sri-Lanka », la mesure, selon les autorités, « a été prise pour protéger les Tamouls eux-mêmes contre le chantage terroriste ».

L'employé tamoul de l'aéroport arrêté, après l'explosion du Trident d'Air Lanka, avait notamment déclaré avoir été contraint par les terroristes à poser la bombe, ces derniers l'ayant menacé, en cas de refus, de massacrer sa famille restée à Jaffna. Nul doute cependant que l'éviction des Tamouls du service public vise aussi à prévenir toute réaction violente de cette minorité, dans le cas où l'offensive contre Jaffna tournerait au massacre.

PATRICE CLAUDE.

(1) Il y a, au Sri-Lanka, 11 millions de Cinghalais bouddhistes pour 2,8 millions de Tamouls, la plupart hindouistes.

Inde

PÉNITENCE BROSSE EN MAIN

New-Delhi (AFP). - Le chef du gouvernement de l'Etat indien du Pendjab a été condamné à cinq ans de prison pour avoir lancé la police à l'assaut du temple d'Or d'Amritsar, le saint des saints de la religion sikhe.

Cette « pénitence » a été imposée à Surjit Singh Barnala, premier ministre du Pendjab - Etat dont la population est en majorité sikhe - en août 1985, par cinq grands juges de la Cour suprême qui ont reconnu coupable de mauvaise conduite en matière religieuse. Il devra en outre verser 500 roupies dans les caisses du temple d'Or et réclamer vingt-cinq fois une prière. Le chef du gouvernement du Pendjab a commencé, samedi, à effectuer sa « pénitence » dans un temple proche de Chandigarh, la capitale de l'Etat.

DIPLOMATIE

EN VISITE OFFICIELLE EN URSS

M. Felipe Gonzalez souhaite donner un contenu concret à la reprise du dialogue avec Moscou

De notre correspondant

Madrid. - M. Felipe Gonzalez, président de la République, a effectué, ce lundi 19 mai, une visite officielle de cinq jours en Union soviétique, la première d'un chef de gouvernement espagnol depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, en février 1977. M. Gonzalez, qui visitera Moscou et Leningrad, s'entretiendra notamment avec M. Mikhaïl Gorbatchev.

En mai 1984, le roi Juan Carlos avait effectué à Moscou une « visite qualifiée » de part et d'autre, d'« historique » et visant à sceller la normalisation définitive des relations entre deux pays, qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques depuis quatre décennies. Deux ans plus tard, M. Gonzalez entend donner à ces rapports bilatéraux un contenu plus concret, qu'il s'agisse du dialogue politique ou des échanges commerciaux.

Si l'on excepte un rapide séjour à Moscou à l'occasion des funérailles de Constantin Tchernomirski, M. Gonzalez ne s'était plus rendu dans la capitale soviétique depuis décembre 1977. Il présidait, à l'époque, une délégation du Parti socialiste ouvrier espagnol, sorti depuis peu de la clandestinité, et avait signé avec les Soviétiques un communiqué conjoint rejetant « la division du monde en blocs politico-militaires opposés ».

Neuf ans plus tard, les choses ont bien changé. M. Gonzalez entend le voyage à Moscou deux mois à peine après avoir obtenu, non sans difficultés, que les Espagnols ratifient par référendum leur maintien dans l'alliance atlantique. Un maintien dont les Soviétiques, pense-t-on à Madrid, semblent avoir désormais pris leur parti.

M. Gonzalez se rend donc, en URSS, après avoir clairement défini, entre l'appartenance à la CEE et à l'OTAN, les paramètres « occidentaux » de la politique étrangère espagnole. Mais il n'est attendu pas moins montrer à ses hôtes soviétiques un double visage : celui d'un membre à part entière du « club occidental », certes, mais aussi celui d'un pays particulièrement désireux, en son sein, à favoriser le dialogue Est-Ouest. Un rôle que l'Espagne avait déjà joué, rappelle-t-on ici, en réussissant à débloquer la Conférence sur la sécurité et la coopération.

La tension Est-Ouest devrait d'ailleurs occuper une bonne partie des entretiens de la délégation espagnole à Moscou. M. Gonzalez sera l'un des premiers interlocuteurs occidentaux de M. Gorbatchev depuis le bombardement américain contre la Libye, à l'égard duquel Madrid avait émis de nettes réserves. Touchée, certes, par le phénomène du terrorisme, mais géographiquement située dans une zone sensible, l'Espagne compte, avec l'Italie, parmi les pays les plus préoccupés par la nécessité de réduire la tension en Méditerranée. M. Gonzalez a, par ailleurs, l'intention de s'entretenir avec ses homologues soviétiques de la situation en Amérique centrale et de la crise du Proche-Orient.

Les thèmes politiques ne seront pas les seuls abordés. M. Gonzalez se rend à Moscou accompagné de son ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, et d'une délégation d'entreprises de chefs d'entreprise. Il s'agit de relancer un commerce bilatéral aujourd'hui languissant : l'Espagne n'est que le trentième fournisseur de l'Union soviétique et son vingt-quatrième client. L'URSS absorbe à peine 1,8 % des exportations espagnoles et fournit seulement 1,3 % de ses importations. Les relations commerciales, en outre, sont très peu diversifiées : les Soviétiques vendent à Madrid du pétrole et lui achètent des produits sidérurgiques.

La délégation espagnole présentera à ses hôtes plusieurs projets concrets, en matière de matériel ferroviaire, de machines textiles et de traitement des produits alimentaires notamment. Mais on est conscient, à Madrid, de l'importance de l'effort à réaliser pour « se placer » sur un marché où, pour des raisons politiques, les Espagnols arrivent parmi les derniers.

Mort de M^{lle} Claude-Lafontaine ancienne ambassadrice dans les Caraïbes

M^{lle} Françoise Claude-Lafontaine, qui avait été nommée ambassadrice de France auprès de différents Etats des Caraïbes en 1982, après une longue et brillante carrière aux affaires étrangères, est morte vendredi 16 mai, à l'âge de soixante-sept ans.

Uo de ses collègues, M. Jean-Bernard de Vainville, conseiller des affaires étrangères, nous a adressé une lettre dans laquelle il salue sa mémoire en ces termes : « Elle était entrée au Quai d'Orsay en 1945 et avait, dès cette date, été affectée à la direction des affaires économiques, où elle avait la charge des questions touchant à l'aéronautique. Elle y consacra sa vie administrative, car elle ne quitta ce service que deux fois. La première pour occuper, de novembre 1954 à

février 1956, la charge de chef adjoint du cabinet de Pierre Mendès France, la seconde lorsqu'elle fut nommée ambassadrice en 1982. (...) Son action dans le domaine de l'aéronautique civile fut à la fois capitale et exemplaire. La préparation et la négociation de plusieurs centaines d'accords de transports aériens ou leurs amendements l'avaient amenée à connaître parfaitement le monde de l'aviation, où elle avait la réputation, justifiée, d'un professionnalisme jamais pris en défaut. Sa connaissance des dossiers et des hommes lui avait valu l'estime générale. (...) Cette femme d'esprit était avec ses amis d'une fidélité et d'une délicatesse incomparables. Ils ne l'oublieront pas. »

Si Cannes organise un jumping international,* pourquoi aller à Göteborg cet été ?

4.700 chambres d'hôtels.
3.000 appartements.
Gastronomie
33 plages de sable fin.
Sports nautiques.
Centre de voile pour les jeunes.
Tennis.
et 100 événements spectaculaires.

Cannes ose être la ville la plus égoïste de l'été.

Direction du Tourisme de Cannes.
Tél. 93.39.24.53.



CANNES
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.

AFRIQUE

Pretoria attaque une base des nationalistes au Zimbabwe

(Suite de la première page.)
Le raid au Botswana visait un « centre de transit » de l'ANC, dans la banlieue de Gaborone. Les forces sud-africaines ont agi avec le maximum de précautions pour éviter de faire des victimes parmi les civils. Selon des témoins, la capitale a été survolée par des hélicoptères dont les occupants ont largué des tracts demandant à la population de rester chez elle pendant l'opération.

L'annonce de ces raids est intervenue quelques heures après la publication d'un communiqué officiel

relatif à la découverte d'un arsenal clandestin dans une mine désaffectée située à Krugersdorp, près de Johannesburg. Il contenait des fusils AK 47, des grenades, des mines et même un lance-roquettes d'origine soviétique.

« Les pays voisins ne peuvent pas plaider l'ignorance concernant la présence de terroristes sur leur territoire », a dit le général Liebenberg. Il est évident que les mines et les armes russes ne peuvent être introduites en Afrique du Sud que par une seule route, celle qui passe par nos voisins. L'action menée contre les terroristes doit être considérée comme la preuve de notre ferme résolution d'utiliser tous les moyens à notre disposition contre les terroristes, où qu'ils puissent être. »

L'opération d'anticipation menée à Harare est peut-être un exploit militaire. Sur le plan diplomatique, elle comportait un risque dont on peut se demander s'il a bien été calculé tant elle est de nature à embarrasser les pays occidentaux restant bien disposés à l'égard de Pretoria.

J. G.

« Fin de la tournée de M. Aurillac en Afrique centrale. - Le ministre français de la coopération a terminé, le dimanche 18 mai à Brazzaville, sa tournée en Afrique centrale, au Zaïre et au Congo. M. Michel Aurillac a confirmé à ses interlocuteurs que Paris « recense » sa politique de coopération en faveur de « ses amis traditionnels » d'Afrique francophone et que, en dépit des mesures de rigueur budgétaire, son ministère n'a subi aucune réduction de crédit. - (AFP.)

EUROPE

RFA

M. Kohl devant les réfugiés suédois

Le chancelier Helmut Kohl a participé, dimanche 18 mai à Munich, à la traditionnelle réunion annuelle des Allemands des Sudètes - expulsés en 1945 de Tchécoslovaquie. Premier chancelier à assister à cette réunion, qui se déroule chaque année à la Pentecôte, il les a défendus contre l'accusation de « revanchisme ». Devant les quelque cent cinquante mille participants, M. Kohl a déclaré qu'il « était fier de vous [les réfugiés suédois] soupçonner de revanchisme ».

Il a souligné que l'expulsion des Allemands de leurs anciens territoires après-guerre « ne devait pas rester le dernier mot dans l'histoire des relations entre les Allemands et les Slaves ». Tout en qualifiant l'expulsion d'« injustice », il a appelé à la « réconciliation » et à l'esprit de vengeance, en rappelant l'« inviolabilité des frontières actuelles en Europe ». - (AFP).

SELON « NEWSWEEK » ET « THE OBSERVER »

M. Kurt Waldheim serait responsable de l'exécution de prisonniers britanniques

Après une « pause » de quelques jours, qui coïncidait avec une trêve dans la campagne pour le deuxième tour de l'élection présidentielle autrichienne, les accusations relatives au passé nazi de M. Kurt Waldheim reprennent de plus belle.

Le dimanche 18 mai, l'hebdomadaire britannique *The Observer* affirmait que l'unité allemande de contre-espionnage dont faisait partie l'ancien secrétaire général de l'ONU interrogait les commandos britanniques capturés dans les Balkans avant de les envoyer devant un peloton d'exécution.

D'autres précisions sont apportées sur ce sujet par le magazine américain *Newsweek*, qui mentionne, dans son édition du lundi 19 mai, un rapport signé « W » (pour Waldheim) concernant l'interrogatoire d'un commando de sept Britanniques et de trois Grecs capturés en mer Egée.

Le texte conclut qu'un nouvel interrogatoire serait « infructueux ». A la suite de ce rapport, écrit *Newsweek*, les détenus ont été confiés à la police secrète nazie pour « traitement spécial », un autre euphémisme désignant une exécution.

Par ailleurs, le magazine déclare avoir obtenu une copie du dossier établi par une commission de l'ONU en 1948 et récemment consulté par les Etats-Unis et Israël. Il indique que ce contenu laisse entendre que les rapports du lieutenant Waldheim sur l'activité des partisans (Yougoslaves) ont déclenché les représailles lancées contre les populations civiles dans ce pays.

Le document, qui compte sept pages, est daté du 19 février 1948. Il figure notamment les accusations du gouvernement de Belgrade sur la culpabilité de M. Kurt Waldheim pour crimes de guerre. Le magazine américain note cependant qu'aucun élément n'est apporté qui puisse prouver que M. Waldheim lui-même a commis des atrocités.

A Vienne, le porte-parole de M. Waldheim a déclaré qu'« un examen objectif des documents [concernant la disparition des soldats britanniques] apportera à nouveau la preuve que les allégations à son encontre sont infondées ».

Le premier ministre britannique a annoncé que les autorités militaires de Grande-Bretagne avaient les archives, recherchant les preuves d'une éventuelle implication de M. Waldheim dans cette affaire. Cette enquête fait suite à une demande présentée aux Communautés par quarante-cinq députés. - (AFP, Reuters).

Pays-Bas

Publication d'une édition complétée du « Journal d'Anne Frank »

De notre correspondant

Amsterdam. - Les doutes sur l'authenticité du *Journal d'Anne Frank* sont la raison principale de la publication, le mardi 13 mai à Amsterdam, de l'édition scientifique de l'œuvre de la jeune fille juive, morte le 31 mars 1945 dans le camp de concentration de Bergen-Belsen. C'est ce qu'affirment les scientifiques et les archivistes néerlandais responsables de l'édition mise au point par l'Institut d'Etat pour la documentation de guerre (RIOD), à Amsterdam. Parmi les publications accusant le journal d'être un faux, le porte-parole du RIOD a cité notamment les écrits du professeur français Robert Faurisson.

Les recherches des experts ont démontré sans l'ombre d'un doute que c'est bien Anne Frank qui a écrit, entre le 12 juin 1942 et le 1^{er} août 1944, ce qui allait devenir un des plus célèbres documents humains sur la deuxième guerre mondiale.

L'édition scientifique, dont une traduction en français paraîtra l'année prochaine, compte 714 pages, dont une introduction de 193 pages décrivant en détail l'histoire de la famille Frank, qui avait

cherché refuge à Amsterdam pour échapper à l'anti-sémitisme dans leur ville d'origine, Francfort-sur-le-Main. Des graphologues et autres experts du ministère de la justice néerlandais ont étudié le manuscrit original pendant plusieurs années, avant de conclure à la réalisation du livre. Celui-ci juxtapose la « version originale » du journal d'Anne Frank, la révision partielle qu'elle en avait faite pour être publiée après la guerre et la version qu'Otto Frank, le père d'Anne, composa à partir des deux manuscrits.

M. Otto Frank, mort en 1980, a toujours affirmé qu'il avait maintenu l'essentiel des écrits de sa fille pour la publication, mais qu'il avait omis certains passages qu'il jugeait offensants pour des membres de sa famille. Certaines parties supprimées racontaient comment Anne, devenue adolescente, découvrait la sexualité. Le livre publié cette semaine à Amsterdam lève le voile sur la presque totalité de ces passages tenus secrets; cependant, les personnes encore en vie dans l'entourage de la famille Frank se sont opposées à la publication de détails les concernant et les éditeurs en ont tenu compte.

RENÉ TER STEEGE.

A TRAVERS LE MONDE

NOUVELLE-ZÉLANDE

Consultations infructueuses avec Paris

Wellington. - La Nouvelle-Zélande et la France ont tenu en Suisse des pourparlers sur l'affaire du *Rainbow Warrior*, mais aucun accord n'a pu être conclu, a fait savoir, le lundi 19 mai, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange. Ce dernier a précisé que la Nouvelle-Zélande avait été représentée à ces entretiens par M. Chris Babb, secrétaire adjoint aux affaires étrangères. M. Babb avait déjà pris part à des consultations avec la France l'an dernier à New-York. Selon M. Lange, les entretiens avec des représentants français ont été suspendus en raison de l'imposition par la France de sanctions commerciales à l'encontre de la Nouvelle-Zélande, et des propos tenus vendredi par la ministre de la défense, M. Giraud, qui, dans une interview radiodiffusée à Paris, avait fait preuve d'optimisme quant à la libération éventuelle des deux agents français, la commandant Matar et le capitaine Priour. - (AFP, Reuters).

[En l'absence de M. Jean-Bernard Raimond, actuellement en visite à Washington, le Quai d'Orsay se réfère, ce lundi matin, à tout commentaire sur les propos du premier ministre néo-zélandais.]

AFGHANISTAN

Un avion abattu au Pakistan

Parachuter (Pakistan). - Quelques débris d'un avion afghan abattu, samedi 17 mai, alors qu'il violait l'espace aérien pakistanais ont été présentés dimanche à la presse par les autorités pakistanaises. Mais la carcasse de l'appareil - probablement un Sukhoï-22, avion assez moderne d'attaque au sol - intercepté par deux F-16 pakistanais à 25 kilomètres à l'intérieur du Pakistan, n'avait pas encore été retrouvée dimanche soir. Un autre avion afghan a été touché par une roquette, mais a pu regagner l'Afghanistan et les Pakistanais ont perdu le contact radar avec cet appareil. C'est la première fois, depuis le début de la guerre, qu'un incident de ce genre se produit. Dimanche soir, les autorités pakistanaises n'avaient pas encore pu déterminer le type d'appareil et s'il était piloté par un Afghane ou un Soviétique. Des tris durs combats se poursuivent depuis plusieurs semaines du côté afghan de la frontière avec le Pakistan. - (AFP).

CORÉE DU SUD

Affrontements à Kwangju

Kwangju. - A coups de grenades lacrymogènes et par une vague d'arrestations, des milliers de policiers anti-émeutes ont bloqué, le dimanche 18 mai, une marche prévue dans la ville de Kwangju, à 320 kilomètres au sud de Séoul, à l'occasion du sixième anniversaire d'une insurrection armée. Une cérémonie au cimetière de la ville, où reposent cent victimes de la répression attribuée à l'actuel président Chun Doo Hwan, avait été perturbée dans la matinée par l'arrestation d'un groupe de radicaux, scandant des slogans révolutionnaires. Ils ont empêché un représentant de l'opposition modérée de prendre la parole aux cris de : « Tue Chun, la tueur de Kwangju, à bas l'impérialisme américain à japonais ! » Quelques cent vingt jeunes ont été appréhendés, selon la police. Entre six mille et dix mille policiers anti-émeutes avaient été mobilisés, selon des chiffres officiels. Ils ont dispersé à coups de grenades lacrymogènes quelques milliers de personnes. - (AFP).

AMÉRIQUES

République dominicaine

TENSION ET CONFUSION APRÈS LE SCRUTIN DU 16 MAI

Le dépouillement a été suspendu alors que le candidat de l'opposition avait l'avantage

Tension et confusion à Saint-Domingue. Le dépouillement des bulletins de vote, après les élections générales qui ont eu lieu le vendredi 16 mai, a été soudainement interrompu dimanche 18 mai dans la soirée, alors que les derniers résultats officiels connus donnaient l'avantage pour l'élection à la présidence à M. Joaquín Balaguer, ancien président et dirigeant du Parti réformiste social-chrétien (PRSC) sur son principal rival, M. Jacobo Majluta, candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, au pouvoir).

Aucune explication n'a été donnée par les responsables de la commission électorale. En principe, le décompte des voix devait reprendre ce lundi dans la matinée. On a noté un renforcement de la présence militaire dans les rues de la capitale, où la tension avait monté. Dans un communiqué, les forces armées ont invité la population à attendre le résultat officiel des élections dans le calme.

Dimanche, M. Majluta s'était déclaré vainqueur de l'élection présidentielle, estimant, selon les chiffres de son parti, qu'il avait obtenu 40,46 % des suffrages, alors que M. Balaguer n'obtenait que 40,41 % des voix. M. Balaguer avait déclaré de son côté que son parti respecterait les recommandations de la commission électorale, à savoir de ne pas publier de résultats officiels obtenus par ses propres partisans.

Les derniers résultats officiels connus donnaient M. Balaguer bien placé pour remporter l'élection présidentielle. Selon les déclarations de plusieurs membres de la commission électorale, M. Balaguer disposait

lors de la suspension du dépouillement d'une avance de 35 000 voix sur son principal concurrent, et l'on estimait que M. Majluta ne pourrait plus rattraper son retard. Près de 90 % des bulletins avaient alors été dépouillés. Le PRSC de M. Balaguer obtenait, à ce stade du dépouillement, 799 968 suffrages contre 764 509 suffrages au Parti révolutionnaire dominicain.

Le Parti de la libération dominicaine (PLD) de l'ancien président Juan Bosch arrivait en troisième position avec 351 000 voix. Le PLD doublait ainsi son score des dernières élections générales de 1982, où il avait obtenu seulement 9,8 % des voix. Ce très bon résultat de M. Juan Bosch et de son parti, né d'une scission du PRD en 1973, est en tout cas l'un des enseignements essentiels des élections du 16 mai et devrait, en toute hypothèse, permettre à l'ancien président aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, de jouer un rôle d'arbitre entre les deux principales formations, le PRSC et le PRD.

La crainte d'incidents

La suspension du dépouillement et le faible écart séparant M. Balaguer et Majluta faisaient craindre ce lundi des incidents et des troubles, les deux camps s'étant réciproquement accusés de fraude. La campagne électorale elle-même a été marquée par de nombreux incidents et des affrontements ont fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Trois personnes ont été tuées le jour des élections lors d'une

rixe entre partisans du Parti social-chrétien et du Parti révolutionnaire. Aujourd'hui âgé de soixante-dix-huit ans, et presque aveugle, M. Joaquín Balaguer a déjà été élu président de la République dominicaine à trois reprises, de 1966 à 1978, pendant une période de prospérité relative. Ancien collaborateur et ancien ministre du dictateur Trujillo, assassiné en 1961, M. Balaguer, qui s'est toujours obstinément accroché au pouvoir, dispose d'une clientèle dans les classes moyennes et dans les masses paysannes, en dépit de sa fragilité apparente et de son handicap physique.

En mai 1961, après la mort de Trujillo, il avait assuré la direction du pays, permettant aux membres de la famille du dictateur de partir en exil. Exilé lui-même en 1962, M. Balaguer rentra à Saint-Domingue en avril 1965 pendant la guerre civile et remporta en 1966 les premières élections générales libres supervisées par des observateurs de l'Organisation des Etats américains (OEA). Il a été réélu en 1970 et en 1974, mais perdit le pouvoir en 1978 au profit du Parti révolutionnaire dominicain.

Pour tenter de calmer les esprits, l'archevêque de Saint-Domingue, Mgr Nicolas López Rodríguez, a prononcé dimanche soir une allocution radiotélévisée dans laquelle il a affirmé que les élections avaient été « libres et propres ». Il a ajouté que la commission électorale « resterait vigilante », mais qu'elle n'avait pas le pouvoir « d'intervenir dans le déroulement du processus électoral ». - (AFP, Reuters, UPI).

PROCHE-ORIENT

LE SORT DES OTAGES AU LIBAN

« On ne peut rien faire quand Washington brandit la hache de guerre » déclare le président Assad

Le raid américain en Libye et les accusations des Etats-Unis liant la Syrie au terrorisme ont bloqué les efforts entrepris par Damas pour la libération des otages américains au Liban, déclare le président syrien Hafez El Assad dans un entretien publié dimanche 18 mai par le *Washington Post*. Il affirme que son pays a fait des « efforts sérieux » pour obtenir la libération de plusieurs otages américains et français détenus au Liban, mais que ces efforts ont été rendus inopérants par le raid américain du 15 avril dernier.

« On ne peut rien faire lorsque l'administration américaine brandit la hache de guerre [...]. Il est très difficile de traiter la question des otages sans tenir compte des prises de position des Etats-Unis », dit le président syrien. Il ajoute que le groupe qui détient les otages américains au Liban a « rompu tous les contacts » avec la Syrie après le raid sur la Libye.

Le président Assad précise que la Syrie est entrée en relation l'année dernière avec les Hezbollah, groupe libanais pro-iranien, pour obtenir la libération des otages français et américains au Liban. Toutefois, il assure ne pas savoir exactement qui détient les otages et où ils se trouvent. Selon le chef de l'Etat syrien, Damas a « joué un rôle » dans la libération de M. David Dodge, pré-

dent de l'université américaine de Beyrouth, en juillet 1983, et des passagers américains du Boeing de la TWA détourné sur Beyrouth en juin.

M. Assad déclare, d'autre part, qu'il ne se laissera pas intimider par les « menaces » et par les « bombes verbales » du président Reagan, qui a dit ne pas écarter la possibilité de représailles contre la Syrie si sa responsabilité dans des attentats était démontrée. - (AFP, Reuters).

■ Pas de départ des enseignants français. - Le porte-parole du Quai d'Orsay a démenti le samedi soir 17 mai les informations faisant état du départ prochain de tous les enseignants français du Liban. Le Quai d'Orsay n'a donné aucune précision. Cependant, dans une correspondance de son envoyé spécial à Beyrouth, avait annoncé le départ « après les examens du baccalauréat » de tous les enseignants français du Liban, aussi bien du secteur chrétien que musulman (Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest). Par ailleurs, une délégation parlementaire française, composée de M. Jean-François Deniau, ancien ministre et vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et de M. André Bellon, député des Alpes-de-Haute-Provence, se rendra en mission d'information au Liban du 19 au 21 mai.

« CONTRE-ENLEVEMENT »

Beyrouth (Reuters). - Une nouvelle organisation, le Mouvement indépendant pour la libération des personnes enlevées, a revendiqué, dimanche 18 mai, l'enlèvement d'un enseignant chrétien à Beyrouth-Ouest (secteur musulman), afin d'obtenir la libération des milliers de musulmans enlevés depuis le début de la guerre civile au Liban. Une photographie de Nabil Matar, trente-sept ans, était jointe au communiqué annonçant ce « contre-enlèvement ». Le professeur fait partie du corps enseignant de l'université américaine de Beyrouth.

Les professeurs de l'université ont observé de nombreux mouvements de grande depuis l'enlèvement de M. Matar, il y a dix jours. Le communiqué met en garde le personnel de l'université contre les provocations continues peuvent nous conduire à réagir d'une manière négative et à tuer notre peuple.

LA GUERRE DU GOLFE

Bataille pour le contrôle de Mehran

Téhéran (AP, Reuters). - Les forces iraniennes ont « repoussé les Irakiens de cinq kilomètres dans le secteur de Mehran après l'avance qu'ils avaient réalisée samedi dans cette partie du front central », a annoncé dimanche 18 mai Radio-Téhéran. De violents combats se poursuivent dans ce secteur, situé à 170 kilomètres à l'est de Bagdad, a ajouté la radio. Un porte-parole militaire a déclaré que l'avance irakienne s'était produite le long d'une vallée conduisant à la ville frontalière iranienne de Mehran et « n'était pas importante militairement ».

Pour sa part, Bagdad s'efforce de conserver le contrôle de la ville. L'annonce de la « victoire » a été suivie d'une salve de vingt et un coups de canon dans la capitale irakienne. Des habitants sont descendus dans la rue pour tirer des

coups de feu en l'air en signe d'allégresse.

Le commandant du 2^e corps d'armée irakien, le général Diya Ibrahim, a assuré dans un télégramme au président Saddam Hussein que ses forces avaient occupé non seulement Mehran mais les villages environnants de Hermezabad, Husseinabad, Rezandad et Seidbasan. Il a estimé la région conquise à 250 kilomètres carrés. Les chefs des missions diplomatiques à Bagdad ont été informés de la chute de Mehran par les Irakiens.

Par ailleurs, des maquisards du Parti démocratique kurde (KDP), appuyés par les Irakiens, assurent avoir pris, il y a quelques jours, la ville irakienne de Mungesh, à 400 kilomètres au nord de Bagdad, tuant cinquante soldats et membres des forces paramilitaires irakiennes et en faisant prisonniers huit cents autres.

Jordanie

Le roi Hussein fait libérer les étudiants arrêtés lors des violents incidents de Yarmouk

De notre correspondant

Amman. - Le roi Hussein a ordonné, samedi 17 mai, la libération de tous les étudiants arrêtés lors des violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants qui se sont produits, la semaine dernière, sur le campus de l'université jordanienne de Yarmouk (le Monde du 17 mai). Le souverain hachémite a demandé à la direction de l'université d'annuler sa décision de suspendre les examens de fin d'année, qui devraient donc commencer samedi prochain.

Ces mesures de clémence visent de toute évidence à apaiser la vive émotion provoquée dans le royaume par ces incidents, au cours desquels, selon la version officielle, trois étudiants ont été tués et des dizaines d'autres blessés. Depuis vendredi, des témoignages rapportés de bouche à oreille décrivent l'extrême brutalité avec laquelle les forces de l'ordre (il s'agit d'unités spéciales de la police) sont intervenues, dans la nuit de mercredi à jeudi, sur le campus de l'université. Des rumeurs persistantes font, en outre, état de l'engagement de forces de deux à six fois supérieures à celles qu'aurait utilisées le ministère jordanien de l'Intérieur.

Arrestation de dirigeants du PC

Ces rumeurs ne sont sans doute par étrangères à la décision prise, samedi, par le gouvernement jordanien de créer une commission d'en-

quête composée de trois ministres, dont deux de l'éducation supérieure et de la justice.

Toutefois, en dépit de cette volonté de calmer les esprits, les autorités jordanienne ont procédé, ce week-end, à l'arrestation de responsables du PC jordanien, interdit depuis les années 50 - vingt-trois personnes au total, selon une source proche du PCJ. Il s'agit notamment du secrétaire général du parti, M. Fayek Warrad, et des membres du comité central et du bureau politique, dont le docteur Yacoub Zayadine. Trois responsables du Front populaire de libération de la Palestine, l'une des organisations de l'OLP, basées à Damas, ont également été appréhendés, dont l'un à Irbid, la ville voisine de l'université de Yarmouk.

Ces arrestations sont évidemment liées aux événements de la semaine dernière. Le PCJ est en effet, avec les Frères musulmans, l'organisation politique la plus active parmi les étudiants de l'université, où existent également des courants proches du FPLP et du FDLP (Front populaire et Front démocratique de libération de la Palestine). C'est, selon toute vraisemblance, à ces différents mouvements que le gouvernement jordanien fait allusion lorsqu'il accuse des « groupes de fauteurs de troubles » d'être les « instigateurs » des manifestations de Yarmouk.

Y a-t-il exploitation politique des revendications des étudiants, qui avaient déjà exprimé leur mécontentement à plusieurs reprises au cours des Frères musulmans et des autres organisations visées par le gouvernement le nient catégoriquement. Mais c'est, bien évidemment, l'une des questions que l'on se pose à Amman.

EMMANUEL JARRY.

Iran

■ M. Bazargan molesté. - Des hommes armés ont enlevé et malmené, il y a quelques jours, l'ancien premier ministre iranien, M. Mehdi Bazargan, et plusieurs de ses partisans, a annoncé, le dimanche 18 mai, un porte-parole du Mouvement de la liberté, seul groupe d'opposition légale en Iran. Les militants de ce parti se rendaient jeudi au cimetière de Behabad-Zahra, au sud de Téhéran, pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de leur mouvement. Inscrivables ont été accablés par des inconnus qui les ont insultés et leur ont bandé les yeux. Après avoir été conduits en voiture à une citadelle en ruine, ils ont été battus, puis libérés. - (Reuters).

AMÉRIQUES

Nicaragua

Washington incite les dirigeants antisandinistes à surmonter leurs divisions

Les Etats-Unis exercent des pressions sur les chefs de la Contra pour les inciter à surmonter leurs divisions et à mettre sur pied une organisation militairement efficace et politiquement aussi large que possible, capable de menacer sérieusement le régime de Managua.

Réunis à Miami depuis la semaine dernière, les trois principaux dirigeants de l'Union démocratique d'opposition (UNO), MM. Calero, Robelo et Cruz, ont été sermonnés par MM. Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, et Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines. « On vous veut unites », a-t-il dit, « ou vous risquez de ne plus recevoir d'aide du tout ».

L'enjeu pour Washington est important. La Chambre des représentants doit reprendre en juin le débat sur l'aide de 100 millions de dollars à la Contra réclamée par l'administration Reagan. Malgré son insistance personnelle, M. Reagan n'a pas réussi à convaincre tous les congressistes qu'une augmentation substantielle de l'aide américaine à la Contra était la meilleure façon de mettre à la raison les commandants de Managua ou de les inciter à des concessions majeures. Les rapports qui circulent au Congrès sur les exactions et les trafics de toutes sortes commis par des membres de la Contra ne contribuent pas à relever l'image de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), principale organisation armée antisandiniste, dont les bases se trouvent au Honduras.

Les commandos de la FDN poursuivent sans doute au Nicaragua leurs coups de main meurtriers. Ils sont maintenant présents du nord au sud du pays, faisant régner l'insécurité dans des départements comme le Chontales et le Boaco, jusqu'alors épargnés. Mais la FDN reste hors d'état de mettre sérieusement en échec les forces armées sandinistes suréquipées et de mieux en mieux adaptées à la lutte antiguérilla. Au

MANAGUA REFUSE DE NEGOCIER SUR LES ARMEMENTS DEFENSIFS

Managua (AFP). - Le Nicaragua n'est pas disposé à négocier sur les « armements défensifs » utilisés par les troupes sandinistes pour faire face à l'agression américaine », a déclaré, dimanche 18 mai, le président Daniel Ortega. Le chef de l'Etat nicaraguayen a affirmé que le Nicaragua signerait l'Acte de paix de Contadora dès qu'un accord serait conclu sur les questions des armements et des manœuvres militaires. « Nous avons proposé, à Panama, que soient définis les armements offensifs afin de les limiter, mais on ne peut pas négocier les armements défensifs », a-t-il souligné.

M. Ortega s'est, d'autre part, montré très sceptique quant à la signature de l'Acte de paix le 6 juin prochain, ainsi que l'a prévu le groupe de Contadora.

« Une réelle volonté politique de la part de Washington est nécessaire pour parvenir à la paix », a ajouté M. Ortega. Malheureusement, nous constatons que ce n'est pas le cas ».

Les représentants du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) et des cinq pays d'Amérique latine (Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Guatemala, Salvador), réunis à Panama afin de trouver un terrain d'accord sur les questions du contrôle des armements et des manœuvres militaires dans la région, ont décidé dimanche de suspendre leur réunion.

● Huit Allemands de l'Ouest capturés par la Contra. - Des rebelles nicaraguayens ont enlevé huit Allemands de l'Ouest qui travaillaient dans le nord du Nicaragua à la construction de logements pour les paysans déplacés à cause de la guerre, a annoncé dimanche 18 mai le ministre nicaraguayen de la défense. Les huit Allemands sont tombés dans une embuscade tendue sans doute par des membres de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), le mouvement de guérilla anti-sandiniste le plus important. Quatre autres coopérants ouest-allemands ont réussi à s'échapper.

Les rebelles du Misura, un mouvement « contra » indien, avaient capturé l'année dernière une Allemande de l'Ouest, qui avait été par la suite libérée au Honduras.

L'ambassade de la RFA à Tegucigalpa (Honduras) a aussitôt engagé des discussions avec les guérilleros pour la libération des coopérants enlevés. - (AFP, Reuters.)

Rapport de forces

Un argument qui ne manque pas de fondement et qui a du poids. C'est bien pour donner un caractère plus ouvert, plus libéral, à la « branche politique » de la Contra que la création de l'UNO a été encouragée par Washington. L'UNO coiffe en principe tous les groupes, armés ou non, hostiles au sandinisme. La présence à la tête de l'UNO de personnalités comme MM. Robelo et Cruz peut satisfaire les congressistes américains réticents. M. Robelo, un social-démocrate, a combattu la dictature de Somoza et il a même appartenu à la première junte de gouvernement sandiniste avant de se

rallier à l'opposition. A Managua d'abord, puis en exil. M. Arturo Cruz a hésité encore plus longtemps avant de s'engager dans une contestation active. Aux élections générales de novembre 1984, il était le candidat de tous les petits groupes d'opposition démocratique interne. Au dernier moment, il a renoncé. Une décision qui lui a sans doute fait perdre du prestige, mais il reste une personnalité qui compte.

Le vrai problème de l'UNO n'est pourtant pas le manque d'unité mais la disproportion du rapport de forces. MM. Alfonso Robelo et Arturo Cruz sont des politiciens respectables - mais ils sont sans troupes. En revanche, M. Adolfo Calero, le troisième homme de l'UNO, est le principal responsable politique de la FDN.

MM. Cruz et Robelo demandent que les « militaires » de l'organisation soient effectivement placés sous le contrôle du directeur politique de l'UNO. Une exigence que M. Calero doit avoir du mal à faire admettre par le colonel Bermudez, chef d'état-major de la FDN. MM. Cruz et Robelo réclament aussi que l'aide américaine soit directement administrée par les Etats-Unis afin d'éviter des « détournements » et pour que les opérations militaires soient mieux coordonnées. Une requête qui implique une unité de vue, à Washington même.

MARCEL NIEDERGAU.

Brésil

Les grands propriétaires sont organisés militairement contre la réforme agraire

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - Le test n'est sans doute pas décisif, mais il est riche d'enseignement. Voici plus d'une semaine, le 10 mai, des tueurs assassinaient un prêtre connu pour son action en faveur des petits paysans dans le nord de l'Etat de Goiás et défiaient ainsi ouvertement le gouvernement Sarney, qui s'est engagé à faire une réforme agraire d'envergure et à en finir avec la violence dans les campagnes. Aussitôt, le président faisait savoir que le crime ne resterait pas impuni, et mettait apparemment tout en œuvre pour arrêter les tueurs. Une semaine a passé : non seulement les assassins n'ont pas été arrêtés, mais les menaces continuent contre toute tentative de réforme agraire dans le Centre-Ouest brésilien, où les conflits entre les grands exploitants agricoles et les paysans sans terre ont fait de nombreux morts depuis plusieurs années.

Le père Josimo Moraes Tavares était curé de São-Sebastião-de-Tocantins, dans l'extrême nord de l'Etat de Goiás, dans la région connue sous le nom de Bico-do-Papagaio (c'est-à-dire : bec du perroquet), et qui est l'une des plus violentes du pays. Il avait trente-trois ans et il était noir - détail qui a son

importance, comme on devait le savoir par la suite. Il était un membre actif de la Commission pastorale de la terre, un organisme créé par la conférence épiscopale pour venir en aide aux ouvriers agricoles et aux posseiros, paysans qui travaillent la terre en squatters jusqu'à ce que leur situation soit régularisée ou qu'ils soient chassés par les hommes de main des latifundistes.

Depuis longtemps, le père Josimo Moraes était menacé. Les grands propriétaires de l'endroit avaient juré sa perte sous le prétexte qu'il encourageait les posseiros à multiplier les occupations sauvages de domaines agricoles. Le 15 avril dernier, il avait déjà été victime d'une tentative d'assassinat : cinq balles avaient troué la camionnette qu'il conduisait, mais sans l'atteindre. Le 10 mai, alors qu'il entraînait dans les locaux de la Commission pastorale de la terre à Imperatriz, ville proche de sa paroisse sur le fleuve Tocantins, une balle tirée dans le dos le blessa mortellement. L'enquête policière identifia rapidement plusieurs suspects. L'un d'eux est conseiller municipal du PMDB, le parti de centre-gauche au pouvoir, et frère d'un pistoler, c'est-à-dire d'un tueur professionnel, assassiné quelques jours plus tôt par des agriculteurs qui en avaient assez de ses

exactions. « Le prêtre a donc été victime d'une vengeance », s'empressèrent de conclure les autorités policières. « C'est faux », répliqua Dom Luciano Mendes, secrétaire général de la conférence épiscopale. Le père Josimo Moraes a été victime d'une lâche machination. Prétendre autre chose, c'est déformer les faits. Selon le ministre de la réforme et du développement agraire, M. Nelson Ribeiro, il y avait contre le prêtre « une haine orchestrée due en partie au racisme ».

Déjà, le 30 avril dernier, cinq évêques de la région du Centre-Ouest avaient remis personnellement au président Sarney un long rapport détaillant les agissements sanglants des milices armées recrutées par les grands propriétaires terriens pour intimider les petits paysans qui résistaient à toute menace d'expropriation. Ils avaient informé le chef de l'Etat de la tentative d'assassinat réalisée quinze jours plus tôt contre le prêtre. M. Sarney partit ensuite en voyage au Portugal. A son retour, il put mesurer les conséquences de l'inaction gouvernementale : l'Eglise, dont il tient à garder l'appui, mettait les autorités en cause dans le meurtre du prêtre. Une fois de plus, les syndicats agricoles se plaignaient des retards et des hésitations du gouvernement dans l'application de la réforme agraire.

Toute la publicité nécessaire fut donnée aux mesures adoptées sur le champ par le chef de l'Etat : l'envoi sur les lieux du crime du directeur de la police fédérale, M. Romeu Tuma, ainsi que de deux responsables des services secrets. Une action conjointe de l'armée et de la police pour découvrir les meurtriers et faire la lumière sur les conflits en cours dans la région.

L'impunité des tueurs


L'enquête a été d'autant plus rapide que les principaux acteurs de la bataille pour la terre dans le Bico-do-Papagaio sont bien connus. Elle a confirmé ce que l'Eglise et la presse ne cessent de dénoncer depuis de nombreuses années : la complicité de la police et des autorités locales dans les assassinats de travailleurs agricoles et l'impunité totale dont jouissent les tueurs professionnels qui « défendent » les grands propriétaires.

Si la lumière a été faite, en revanche aucun assassin n'a été arrêté. Le directeur de la police fédérale, M. Tuma, dont l'efficacité a été louée dans d'autres affaires, a quitté la région brésilienne et, depuis, il s'occupe d'autre chose : il est parti aux Etats-Unis pour une enquête sur le trafic de drogue. Le ministre de la justice, M. Paulo Brossard, qui était toujours d'une grande rigueur quand il discourtait au Sénat contre le régime militaire, a montré dès le premier jour une tiédeur surprenante : à l'en croire, la police fédérale - placée sous son autorité - n'est pas habilitée pour intervenir dans les conflits ruraux. Ceux-ci sont du ressort du gouvernement, et des polices locales. Autrement dit, il appartiendrait à ces polices de se débattre elles-mêmes puisqu'elles sont, de notoriété publique, complices ou responsables des actes incriminés.

La presse a révélé que les grands exploitants se sont organisés militairement dans tout le Brésil contre la réforme agraire. Ils ont une association, l'Union démocratique rurale, qui utilise les services d'une entreprise dont le nom à lui seul est tout un programme. Cette société, qui loue des hommes de main - souvent d'anciens policiers militaires - s'appelle en effet « La Solution ». Une solution qui est le plus souvent « finale », à en juger par le nombre de meurtres qui lui sont imputés.

M. Sarney est donc défilé, au cœur même de sa politique de réformes, la plus difficile - et celle dont il revendique le plus la paternité - étant la réforme agraire : 430 000 kilomètres carrés de terres à répartir d'ici à 1989 entre un million quatre cent mille familles, soit le quart des bénéficiaires potentiels de la réforme, évalués à environ sept millions de familles. L'objectif est ambitieux. Sera-t-il atteint ? Le meurtre du père Josimo Moraes montre que les partisans de la « contre-réforme » sont puissants et décidés à tout.

CHARLES VANHECKE.



“AVEC LA GAMME DE PRÊTS DU CRÉDIT NATIONAL, J'AI BÂTI UN EMPIRE”

Napoléon Bonaparte

Investir pour exporter. Tout entrepreneur le sait : c'est la principale clef de son expansion. Mais où trouver les moyens qui lui permettront de réussir ?

Au CRÉDIT NATIONAL, le prêt aux entreprises est notre métier.

Premier établissement de prêt à long et moyen terme, le CRÉDIT NATIONAL offre une gamme complète de prêts adaptés aux besoins financiers de chaque demandeur :

prêts à taux fixes ou variables, s'échelonnant de 7 à 20 ans, en francs ou en devises (écus ou dollars), financements en crédit bail...

Pour apporter à chaque cas une solution personnalisée, fiable et performante, le CRÉDIT NATIONAL propose également de nouveaux produits financiers : opérations en fonds propres, évaluation d'entreprises, montage juridique et financier de projets. Le CRÉDIT NATIONAL connaît ses clients. C'est sa force.

Le combat quotidien que mènent les entreprises pour créer de nouvelles richesses est aussi celui du CRÉDIT NATIONAL.

Le CRÉDIT NATIONAL les moyens de la réussite.

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.

SES DÉVELOPPEMENTS sur la sécurité

laquelle aucun juge d'instruction n'est saisi. Policiers et magistrats du parquet, plus dépendants du pouvoir politique par le jeu hiérarchique, voient donc leurs pouvoirs accrus.

Enfin, pour toutes les infractions pouvant donner lieu à une centralisation des poursuites, l'interdiction de séjournar devra être « obligatoirement prononcée pour une durée de deux à dix ans ». Cette disposition impérative, qui s'impose aux tribunaux et ne leur laisse de marge d'appréciation que sur sa durée, est dérogatoire aux principes généraux du droit pénal.

Incitation au repêchage

L'article 9 du projet de loi introduit dans le code pénal des exemptions de peine pour les personnes qui ont collaboré avec la police et la justice. Cette incitation est cependant soumise à des conditions qui tentent d'appeler, de limiter les dégâts de ce système tels qu'on les connaît en Italie, où le repêchage peut intervenir après la condamnation et sans que l'on vérifie forcément la pertinence des informations données. Il faudra donc que les renseignements fournis soient fiables, qu'ils aient réellement permis d'empêcher un attentat ou un assassinat ou qu'ils aient facilité l'identification d'autres coupables avant que le « donneur » soit lui-même sous le coup de poursuites.

Celui qui, « ayant tenté de commettre un acte de terrorisme, évite que l'infraction se réalise, en fournissant des renseignements utiles à la police ou à la justice », est exonéré de peine. De plus, le terroriste qui, « avant les poursuites, dénonce ses complices ou complices ou, même après le déclenchement des poursuites, permet leur arrestation », verra sa peine réduite, en général de moitié ; à vingt ans si la peine maximale prévue par la loi est la réclusion à perpétuité ; à dix ans si le maximum est de vingt ans ; à huit s'il est de quinze ; à cinq s'il est de dix ; à trois s'il est de cinq.

Associations étrangères et activités terroristes

L'article 10 du projet de loi modifie la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées. Désormais, pourront être aussi dissoutes les associations qui, « dirigées en droit ou en fait par des étrangers, se

livraient, sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou dans un pays étranger ». La formulation est floue : ne permet-elle pas, selon l'opportunité politique et le sens donné au mot « terrorisme », la dissolution d'associations étrangères pratiquant le rattachement violent de régimes non démocratiques mais alliés de la France ? On pense évidemment au continent africain ou au monde arabe.

L'exposé des motifs précise cependant que ce n'est que « dans les cas les plus graves » que le gouvernement entend ainsi « disposer des moyens juridiques nécessaires pour mettre fin aux activités des associations étrangères qui se livrent de près ou de loin, à des activités terroristes ». En fait, le projet de loi vise ainsi les conséquences de la loi du 9 octobre 1981, qui a supprimé les règles particulières qui régissaient les associations étrangères depuis un décret-loi de 1939.

Tout en reconnaissant que cette décision « a souvent permis une meilleure insertion des ressortissants étrangers », l'exposé des motifs constate que « l'activité de certaines associations n'a pas été sans poser des problèmes au regard de l'ordre public interne et des relations internationales ». Bref, certaines d'entre elles « ne respectent pas la réserve que l'on peut légitimement attendre des étrangers autorisés à résider en France ».

Le gouvernement ne va pas jusqu'à rétablir le régime de l'autorisation administrative préalable pour ces associations, soulignant que « la liberté d'association, à valeur constitutionnelle », et que, de plus, « les nécessités de l'ordre public n'imposent pas le rétablissement d'un contrôle administratif sur l'ensemble des associations étrangères ». On ne revient donc pas tout à fait en arrière, mais le « terrorisme » est ici entendu de manière extensive, comme l'illustre ce commentaire final de l'exposé des motifs : « Ce texte permettra, notamment, de dissoudre les groupements qui organisent, à partir de la France, des actions de déstabilisation à l'encontre de pays étrangers ».

EDWY PLENEL

Propos et débats

M. Gaudin : trêve de Dieu

La cohabitation, mais désormais « on appelle ça coexistence (...), c'est un peu la repos du citoyen », a déclaré, dimanche 18 mai, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui était l'invité du Forum de RMC. Les Françaises et les Français, finalement, étaient lassés des ritournelles manichéennes. C'est en quelque sorte la trêve de Dieu de la vie politique. Et tout le monde y trouve son compte. Parce que les gens de gauche disent : il y a toujours « Tonton » à l'Elysée. Les gens de la majorité se disent : nos idées sortent à Matignon. Et, en définitive, après le match de catch de ces dernières années, les Françaises et les Français n'ont plus envie de voir Rambo I, II, III, IV, ils en reviennent à l'opérette. (...) Ils font un beau rêve. Je ne serai pas de ceux qui vont aller briser le rêve.

Interrogé, d'autre part, sur la question de savoir si tous les députés UDF « condamnés » par le retour à l'ancien mode de scrutin voteront « leur propre mort », M. Gaudin a affirmé : « Oui, ils voteront le texte ».

M. Pasqua : avant la fin juillet

« Nous nous étions fixés comme objectif que la loi d'habilitation électorale soit votée (NDLR : avant les vacances), que les ordonnances aient été prises et que ce soit fait avant la fin juillet », affirme, dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 18 mai, M. Charles Pasqua. Interrogé sur la rumeur de la majorité, dans l'élaboration du découpage, le ministre de l'Intérieur précise : « Qu'il y ait, avant le débat, un accord entre le RPR et l'UDF sur une proposition commune de découpage, proposition qui sera transmise au ministère de l'Intérieur, certainement. Ce que, par exemple, souhaite M. Giscard d'Estaing, me semble-t-il, c'est que les députés UDF soient rassurés sur leurs circonscriptions futures : cela dépend d'abord d'un accord entre le RPR et l'UDF ».

« Mais cette démarche n'a rien à voir avec le découpage proprement dit. Ce ne sont pas les partis politiques qui « découpent » ! Une fois la loi votée, je demanderai aux préfets de recevoir tous les parlementaires, quelles que soient leurs étiquettes politiques, et d'enregistrer remarques et suggestions, et ils me feront eux-mêmes, dans les quinze jours, leurs propositions de découpage. Ensuite, le ministère de l'Intérieur se mettra au travail ».

M. Lajoie : autorité intacte pour M. Marchais

La décision de M. Georges Marchais de ne plus être candidat présidentiel « n'entraîne en rien son autorité en tant que secrétaire général », a assuré, samedi 17 mai, M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, qui s'exprimait au cours de l'émission « Rétrospective » de FR 3-Pays-de-Loire. « Il n'y aura aucune sanction vis-à-vis de ceux qui expriment une opinion différente, mais ceux qui violent les statuts (...) se mettant en difficulté », d'autre part, a déclaré le secrétaire du comité central du PCF, qui a qualifié le lendemain, à Saint-Nazaire, les « rénovateurs » de son parti de « courants (...) opportunistes plus que (...) rénovateurs ».

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

M^{lle} Laguiller propose son bras aux déçus du PCF

De notre correspondante

Pontoise. — Lutte ouvrière recrute. Et si possible chez les communistes. En l'absence de perspectives électorales, la seizième fête annuelle du mouvement trotskiste, qui s'est déroulée les 17, 18 et 19 mai dans le domaine du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise), avait quelque chose de routinier. L'heure était surtout au bilan, avec deux constats à la clé annoncés dans son discours par M^{lle} Arlette Laguiller, porte-parole du mouvement : une répression insuffisante de LO dans la classe ouvrière et le désengagement de cette même classe ouvrière, qui, face à la crise économique, « n'a même pas le moral pour se défendre contre les licenciements et le chômage, ni pour défendre son pouvoir d'achat ». La solution : « Gagner aux idées communistes révolutionnaires de nouveaux travailleurs » en lorgnant du côté des communistes déçus par la participation au pouvoir du parti de M. Georges Marchais.

Faillite du réformisme

Mais dans ce discours pas un mot sur la cohabitation, tant il est vrai que, pour les dirigeants de LO, « le gouvernement de droite continue dans l'exacte ligne des gouvernements de gauche qui l'ont précédé et qui lui ont défilé le terrain ». Dénonçant les mesures prises par le gouvernement — dévaluation, libération des prix, suppression de l'autorisation préalable de licenciement, « toutes défavorables aux travailleurs », M^{lle} Laguiller a également égratigné la gauche et « les partis réformistes, qui ne peuvent pas, surtout dans les périodes de

crise, mener une politique favorable à la classe ouvrière. « C'est le réformisme qui est failli », a-t-elle affirmé. Les partis réformistes de la classe ouvrière ne sont appelés au pouvoir — les rares fois où ils y sont appelés — que pour servir de palliatif à la bourgeoisie. Oui, la crise est devenue un mode d'existence de la bourgeoisie, comme le chômage est devenu un mode d'existence pour les travailleurs ».

Une des raisons peut-être à cette autre crise, celle qui agit le Parti communiste. « Ne nous associons pas au chœur de ceux qui enterrent déjà le Parti communiste », a précisé M^{lle} Laguiller. Dans le contexte actuel de recul et de glissement à droite, l'éclatement du Parti communiste, à supposer qu'il ait lieu, risque de se faire sur la droite, et les militants ouvriers du Parti communiste, qui paient cher la politique de Marchais, n'ont pas besoin de payer à nouveau en se faisant des illusions sur Juquin et ceux qui se disent réformateurs et qui lorgnent sur le Parti socialiste. Nous ne pouvons que proposer aux militants ouvriers du PC d'agir côte à côte, solidement ».

Et de conclure : « A Lutte ouvrière, nous sommes faibles, c'est vrai, et insuffisamment présents dans la classe ouvrière. Rien que pour cela, nous ne sommes certainement pas encore une véritable organisation prolétarienne. Mais nous devons être capables de nous hisser à la hauteur de nos idées ».

Pendant ce temps, autour du podium où M^{lle} Laguiller prononçait son allocution, la fête remportait son succès, avec ses spectacles et ses stands autant de succès et on annonçait dimanche, plus de quinze mille visiteurs.

JACQUELINE MERLON.

CLOUD

directe avait posé siège d'Interpol

L'avant eu tout d'abord, ont été utilisées après la fusillade. La première bombe, de forte puissance (environ 5 à 6 kilos d'explosif), a été déposée sur le parvis de l'immeuble ; une seconde bombe, de moindre puissance, a fait sauter une voiture garée sur le parking d'Interpol, devant le bâtiment.

symbole

depuis 1984, s'intéresser à la lutte antiterroriste.

Les moyens policiers sont venus plus récemment, après de nombreuses réunions de spécialistes, dont celle qui a rassemblé les patrons des sections antiterroristes de seize pays au mois d'août 1985. La formidable documentation criminelle d'Interpol, avec ses millions de fiches concernant quelque deux millions de personnes, constitue, bien sûr, un moyen privilégié permettant de regrouper les informations et de les analyser. Dans cette optique, depuis quelques mois, les renseigne-

ments ayant trait au terrorisme sont mis en mémoire dans l'ordinateur central d'Interpol. D'autre part, les échanges de renseignements se sont multipliés de pays à pays.

Mais l'essentiel est sans doute la volonté politique affirmée par les dirigeants de l'organisation internationale. L'actuel secrétaire général, M. Raymond Kendall, l'a exprimée à sa manière en souhaitant qu'Interpol publie chaque année à l'intention des Etats membres une affiche représentant les douze terroristes les plus recherchés du moment.

LAURENT GRELSAMER.

A LA SUITE D'UNE MENACE D'ATTENTAT

Haute surveillance sur la Manche

Les mesures de sécurité ont été renforcées depuis le vendredi 16 mai au soir dans les ports britanniques, français, belges et néerlandais assurant une liaison à travers la Manche. À la suite des informations parvenues à Londres sur un possible attentat dans un de ces ports ou sur un ferry-boat pendant le week-end de la Pentecôte. En Grande-Bretagne, où, selon plusieurs organes de presse, Scotland Yard aurait découvert un « complot arabe » pour faire sauter un car-ferry, une cellule de coordination avec les polices étrangères concernées a été mise en place à Maidstone (sud-est du pays) par la police du Kent, dont dépendent les grands ports de Douvres, Folkestone et Ramsgate. Du côté français, la police de l'air et des frontières (PAF) filtre soigneusement les véhicules embarquant pour l'Angleterre à Calais, Boulogne-sur-Mer et Dunkerque, de même qu'à Roscoff (Finistère) et à Saint-Malo (Île-de-Vierge). Les ports belges d'Ostende et de Zeebrugge ainsi que les ports

néerlandais de Rotterdam et Flessingue ont également été mis en état d'alerte.

C'est vendredi soir que la police britannique a averti Paris, Bruxelles et La Haye, par l'intermédiaire d'Interpol, de la possibilité d'un attentat, qui, selon les informations recueillies par les services secrets, pourrait être lié à la menace libyenne de représailles contre la Grande-Bretagne à la suite du soutien apporté par M^{lle} Margaret Thatcher aux raids américains contre Tripoli et Benghazi. Selon le quotidien britannique Daily Mail, les polices des quatre pays recherchent une voiture Volvo blanche. Un véhicule de ce type a été fouillé attentivement, mais sans résultat, samedi à Ostende.

L'état d'alerte va être prolongé dans les principaux ports de la Manche, notamment à Douvres où 30 000 personnes transitent chaque jour, et en France, au moins jusqu'à la fin du prochain week-end.



Pour TWA 40 bougies...



Pour vous des offres à \$ 40

Voici 40 ans que TWA transporte des passagers au-dessus de l'Atlantique. 40 ans d'expérience qui nous ont permis de devenir le N°1 sur l'Atlantique. Un anniversaire exceptionnel, que nous vous invitons à fêter avec nous.

TWA Promenades Américaines vous offre des réductions intéressantes si vous réservez sur un vol transatlantique TWA. Jusqu'au 12 juin, vous profiterez d'une voiture Hertz pour seulement \$40 par semaine (environ 300 francs) et d'une

chambre dans un hôtel Hilton pour \$40 par nuit par personne (minimum 2 personnes, maximum 3 nuits d'affilée).

De quoi profiter agréablement de notre 40^e anniversaire. Pour toutes informations complémentaires, n'hésitez pas à appeler TWA au 47.20.62.11.

Vous prendrez plus de plaisir, vous trouverez plus d'agrément à voyager avec la compagnie qui ouvre la voie vers les U.S.A. et cela depuis 40 ans.

TWA ouvre la voie vers les U.S.A.



sports

BASKET-BALL

Orthez, le bon élan

Pour la première journée du championnat de France, samedi 17 mai, Villeurbanne a battu Orthez 109-95. Victoire de pur prestige puisque l'Élan béarnais d'Orthez (EBO) avait été sacré champion de France 1985-1986 dès la semaine précédente. Ce premier titre

De notre envoyé spécial

Villeurbanne. — Dans la salle des sports de Villeurbanne, Pierre Seillant, président de l'Élan béarnais d'Orthez, serre des mains comme un ministre en visite. Celles des dirigeants villeurbanais, des joueurs, des entraîneurs, des supporters. Les félicitations dégringolent des gradins. Sincères. « Puisque ce n'est pas nous qui sommes champions, autant que ce soit vous », lui lance-t-on, avec des sourires complices. Entre les deux clubs, le courant passe depuis longtemps, chargé d'amitié et d'estime réciproque. « J'ai toujours pris Villeurbanne comme modèle », confie Pierre Seillant, en s'avouant la rencontre pour une fois sans enjeu, entre l'élève et le maître.

Au cours de ce match de gala, offensif et spectaculaire à souhait, les hommes d'Alain Gilles ont certes eu le dernier mot, donnant quelques regrets supplémentaires à leur public, mais le résultat ne pouvait entamer « la joie et la fierté » des Ortheziens. « Nous sommes champions parce que nous avons été les meilleurs », affirme avec force Pierre Seillant, évoquant les onze victoires sur quatorze rencontres et l'invincibilité de son équipe à domicile.

Cet assureur de quarante-cinq ans est déjà un vieux président. Il y a déjà vingt ans que, transfuge du rugby, il s'est découvert une passion pour le basket-ball. Vingt ans qu'il a pris en main les destinées du club,

vingt ans qu'il rêve de « cette récompense suprême ». « Ce titre, dit-il, ne doit rien au hasard. Celo fait dix ans qu'Orthez participe sans interruption aux compétitions européennes. Mais notre mérite est grand, car nous évoluons dans un contexte difficile. Nous sommes seuls, en plein pays d'ovale. Notre adversaire le plus proche est Limoges, à 420 kilomètres. »

L'isolement a du bon. Toute une région est derrière l'équipe. Le public vient de loin, dans la salle de La Moutette, équipée depuis cette année seulement d'un parquet permanent. Ce basket de terroir, qui partageait longtemps l'ancien marché couvert avec les marchands de volaille, avait d'abord fait sourire les équipes visiteuses, puis agacé celles qui y laissent leurs plumes. « Aujourd'hui, estime Pierre Seillant, nous sommes admirés par les petits clubs et respectés par les grands. On ne reverra pas de sitôt une ville de 11 800 habitants remporter une Coupe d'Europe (la Coupe Korac en 1984) et un titre national. Orthez fait du bien au basket français. Notre victoire est une bouffée d'air pur, elle devrait donner des idées à certains. Si Villeurbanne a été un modèle pour nous, je pense que nous pouvons servir de modèle à de petites villes comme Cholet, par exemple, qui accède en Nationale 1 cette année. »

La métamorphose d'Orthez est en effet exemplaire. Équipe régionale et amateur il y a quinze ans, l'Élan s'est adapté progressivement aux nécessités de la compétition de haut

niveau. « C'était marche ou crève, se souvient Pierre Seillant, à l'évocation de l'arrivée du premier professionnel oméricain en Béarn, en 1973. Bagnole, un potronnage comme nous, est mort de n'avoir pas su du pas s'adapter. Bordeaux et Graffenhuden aussi. »

Aujourd'hui, à Orthez comme ailleurs, les Américains, les naturalisés, les presque Français et les anciens étrangers grouillent sous les paniers. Mais l'EBO n'a pas vendu son âme.

Fidélité

« Ce sont les Américains qui s'adaptent à nous, pas l'inverse », insiste Pierre Seillant, fier de préciser que « sur dix joueurs, cinq sont nés en Aquitaine : Alain et Didier Gadou, Frédéric Hufnagel, Pascal Laperche et Christian Ortega. Peu d'équipes peuvent en dire autant. » Grâce aux conceptions de jeu très collectives de l'entraîneur américain George Fischer et à l'ambiance familiale du club, les étrangers sont vite à l'aise. Arrivé il y a douze ans du Cameroun, Mathieu Bissani, valeureux capitaine de trente-cinq ans, se proclame aujourd'hui plus Béarnais qu'Africain. Même itinéraire pour Paul Menderson, un Américain débarqué en 1979, naturalisé depuis, pour qui la vie n'aurait plus le même goût sans les gneulettes d'après-match à l'hôtel-restaurant. Moussa par la place d'Armes. Les vedettes américaines comme Carter et Richards sont « nourris à la sauce béarnaise », selon l'expression du président Seil-

lant, pour qui « la force du club, c'est qu'il n'y a pas de star ».

Fidélité des joueurs donc. Fidélité du public aussi. « La vente des billets représente les deux tiers des ressources du club », indique Pierre Seillant. Fidélité enfin du sponsor, Erorki, un producteur local de fromages de brebis, qui sera invité à faire un geste pour la saison prochaine. En vue de la Coupe d'Europe des champions, Orthez souhaite, en effet, se renforcer avec un ou deux joueurs français (on parle de Haguet et de Szanyiel), dans l'espoir de passer les deux tours préliminaires et de se mesurer aux grandes capitales européennes en poule finale. Il faudrait pour cela que le budget du club puisse passer de 5,5 millions à 7 millions de francs. « Je sais déjà que ce ne sera pas possible », avoue Pierre Seillant, après le refus du conseil régional d'Aquitaine et du conseil général des Pyrénées-Atlantiques de subventionner l'EBO. Pas question non plus d'attendre une aide substantielle de la ville d'Orthez : la subvention municipale de 55 000 F (1 % du budget du club) ne sera que faiblement revalorisée. Pierre Seillant le comprend mieux que quiconque puisqu'il est aussi premier adjoint au maire, chargé des finances.

Pour affronter l'Europe, l'Élan béarnais devra surtout compter sur son public, dans une salle dont la capacité pourrait être portée de quatre mille cinq cents à cinq mille cinq cents places pendant l'été.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS

Rome ouvre le chemin

Le Tchèque Ivan Lendl, numéro 1 mondial, a remporté pour la première fois les Championnats internationaux d'Italie de tennis sur terre battue. Le champion du monde en titre a triomphé dimanche 18 mai, à Rome, sous un soleil très chaud (40 degrés sur le central), de la révélation du tournoi, l'Espagnol Emilio Sanchez, trente-quatrième mondial, en quatre sets (7-5, 4-6, 6-1, 6-1).

Comme à son habitude, Lendl a été long à trouver la bonne cadence. Il a été ainsi mené 3-0 au premier set devant un joueur manquant des points avec un coup droit littéralement volé. Mais le Tchèque a ensuite réglé la longueur de ses puissantes balles et il est bien revenu dans le match pour remporter le premier set avec un break dans le onzième jeu.

Lendl a donné alors l'impression de se diriger vers un succès aisé quand il a réussi à prendre le service de Sanchez dès l'ouverture de la deuxième manche. Or l'Espagnol, profitant d'une légère défaillance physique de son adversaire, est revenu à 4 partout avant de s'adjuger le set sur le service de Lendl.

Curieusement, Sanchez n'a pas profité de l'ascendant qu'il venait de prendre sur le Tchèque. Au contraire, c'est ce dernier qui, en retrouvant toute la puissance et la précision, notamment de ses coups droits, a exécuté son rival, incapable de réagir à ses multiples accélérations.

En gagnant au Foro-Italo, Lendl s'est adjugé sa cinquième victoire sur le circuit 86 après celles enregistrées à Philadelphie, Boca-West, Milan et Fort-Meyers, sans compter son succès dans les Masters 85, à la mi-janvier. Il avait ensuite perdu à Chicago (contre Becker) et Forest-Hills (contre Noah). Son triomphe romain vient à point nommé à un peu plus d'une semaine de l'ouverture des Internationaux de France, au stade Roland-Garros à Paris, où il tentera de récupérer un titre perdu l'an dernier en finale contre le Suédois Mats Wilander.

Sanchez sera aussi un joueur très en vue en France. Ce garçon, qui aura vingt et un ans le 29 mai, a réussi à Rome le plus beau tournoi de sa courte carrière professionnelle en éliminant des joueurs comme l'Allemand de l'Ouest Boris Becker, numéro cinq mondial, et surtout Mats Wilander, numéro deux mondial, grand spécialiste de la terre battue mais, il est vrai, toujours décevant avant le rendez-vous de Roland-Garros.

Vainqueur cette année à Nice et à Munich — des tournois secondaires,

contrairement à celui de Rome, — Sanchez espère être dans les vingt premiers à l'ATP après sa performance romaine et être ainsi désigné tête de série à Paris. Pour les vedettes en place, il vaudrait mieux qu'il le soit car rencontrer ce vélocé Espagnol au premier tour des Internationaux de France, ne serait pas un cadeau même pour les plus cotés sur le circuit.

Yannick Noah, qui a pour sa part perdu le titre italien, a montré pendant une semaine à Rome qu'il avait le potentiel à la fois moral, physique et technique pour aborder le tournoi de Roland-Garros dans les meilleures conditions. Malgré une légère blessure au tendon d'Achille, qui l'a certes perturbé, le numéro un français a eu, en effet, un comportement très satisfaisant sur la terre battue romaine. Il devait d'ailleurs reconnaître que jamais, depuis sa victoire de Roland-Garros en 1983, il n'avait retrouvé un tel niveau de jeu.

Noah-Forget en double

Numéro quatre mondial depuis sa victoire dans le tournoi de Forest-Hills, à New-York, Noah, auparavant finaliste à Monte-Carlo après un succès sur le Suédois Mats Wilander, a été tout prêt de confirmer son statut de favori en battant le Tchèque Ivan Lendl dimanche. La semaine précédente, à New-York, en demi-finales, il a été en possession d'une balle de match, mais la fatigue, une certaine frustration à cause d'une décision qu'il estimait injuste et un retour en force de son adversaire l'ont empêché de renouveler sa performance américaine.

Afin de ne pas hypothéquer ses chances en simple, Noah ne s'alignera pas dans le double de Roland-Garros, qu'il avait remporté en 1984 associé à Henri Leconte. Pourtant, il forme actuellement avec Guy Forget une des meilleures paires du monde. Après avoir gagné à Monte-Carlo, les deux Français se sont imposés à Rome en battant dimanche les vétérans Mark Edmondson et Sherwood Stewart (7-6, 6-2).

Nous formons une équipe de copains. Nous jouons de mieux en mieux. Guy a tendance en simple à perdre sa concentration. Avoir quelqu'un à côté de lui est un bien pour sa confiance. On se complète bien. Mais on peut encore s'améliorer », devait dire Noah.

Toutefois, à Roland-Garros, Forget, qui est actuellement numéro un mondial en double, fera équipe avec son partenaire du début d'année, l'Américain Peter Fleming, ancien équipier de John McEnroe. Quant à Henri Leconte, il jouera à Paris avec... Stewart, qui sera à ses côtés en double pour le reste de l'année 1986.

BOXE

Teofilo Stevenson triple la mise

Les pugilistes cubains ont confirmé leur domination sur la boxe mondiale en remportant sept des douze titres mis en jeu à Reno, lors des championnats du monde qui se sont achevés le 18 mai.

Le héros de cette compétition a été le poids super-lourd Teofilo Stevenson, sacré pour la troisième fois de sa longue carrière. Le triple champion olympique (1972, 1976 et 1980), qui a été du même coup attribué son troisième titre de champion du monde (couronné d'abord en 1974, puis de nouveau en 1978), a démontré à trente-cinq ans que le poids des années n'avait aucune prise sur lui et qu'il possédait encore cette exceptionnelle puissance de frappe.

Il a remporté deux de ses trois combats avant la limite (à chaque fois à la deuxième reprise). Seul le Soviétique Vyacheslav Isakov, vainqueur surclassé aux points (4-1) l'a obligé à disputer trois reprises en demi-finale. Quant à son malheureux adversaire de la finale, l'Américain Alex Garcia, il aura eu au moins la (faible) consolation de tenir quand même sept minutes devant cette véritable machine à frapper qu'est Stevenson, après avoir été expédié par deux fois au tapis dans la deuxième reprise, obligeant ainsi l'arbitre à mettre fin à son supplice. « Je vais me préparer d'ores et déjà pour conquérir un quatrième titre de champion olympique à Séoul », a déclaré le champion cubain. Après cela, il sera toujours temps de penser à la retraite...

CYCLISME

Glaus, le sprinter marathonien

Bordeaux-Paris, nouvelle formule, sans entraîneur, open et... ouvert à tous, a permis au Suisse Gilbert Glaus, ancien champion du monde amateur, de remporter, dimanche 18 mai, la victoire la plus importante de sa carrière professionnelle. Une victoire qui s'est longtemps fait attendre puisque la rouleur helvétique, incorporé à l'équipe Peugeot, est âgé de trente ans.

Déjà vainqueur d'une étape du Tour de France, sur les Champs-Élysées, ce bon coureur, très intermittent, a tiré profit, en la circonstance, de sa pointe de vitesse pour gagner une épreuve de longue haleine, dont la distance frise les 600 kilomètres. Il a en effet battu au sprint Gellipin et Vallot, avec lesquels il s'était départagé en fin de parcours, justifiant ainsi la principale qualité qu'on lui connaît : la rapidité aux arrivées. La prix de cette performance s'élève à 50 000 F et représente un gain de l'ordre de 3 000 F de l'heure ou, si l'on préfère, de 85 F par kilomètre.

Moins heureux, Loïc Le Flohic est resté seul, en tête pendant 440 kilomètres pour la gloire, mais il a renoué avec une tradition des grands marathoniens qui appartient à la légende du Bordeaux-Paris. L'amateur Hervé Desvies, qui fut le meilleur de sa catégorie et de la catégorie de cyclotouristes courageux qui avaient tenté l'expérience, a contribué avec un évident mérite à la construction du derby de la route, qui doit devenir, selon la volonté des organisateurs, une manifestation de masse destinée à promouvoir l'image de la bicyclette. Cependant, la participation est restée relativement modeste par rapport à celle d'un Paris-Roubaix cyclotouriste ou d'un brevet des randonneurs des Alpes qui réunissent plusieurs milliers de concurrents. Dans ces conditions, peut-on parler d'une réussite ? On souhaite que le Bordeaux-Paris soit sauvé, tout en s'interrogeant sur son avenir qui demeure aléatoire.

J. A.

MOTOCYCLISME

Lawson chevauche devant

En l'absence de l'Américain, Freddie Spencer (Honda), toujours écarté des circuits par une tendinite au poignet droit, son compatriote Eddie Lawson (Yamaha) a brillamment remporté, dimanche 18 mai à Monza, le grand prix motocycliste d'Italie dans la catégorie des 500 centimètres cubes. Le champion du monde 1984 a pris le tête dès le départ pour ne plus le quitter pendant les vingt-cinq tours de la course, malgré le retour de son compatriote et coéquipier Randy Mamola. La victoire de Lawson a été complétée par les troisième et quatrième places de l'Américain Mike Baldwin et du Français Christian Serron.

Le course des 250 centimètres cubes a été marquée par un extraordinaire duel entre le Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) et l'Allemand de l'Ouest Armin Meier (Honda) qui l'a finalement emporté. Le Français Jean-François Baldé, dont la Honda était équipée d'une caméra permettant de vivre l'épreuve « de l'intérieur », a terminé troisième.

NATATION

Caron domine Gross

Stephan Caron n'a toujours pas trouvé son maître. Vainqueur, dimanche 18 mai à Monaco, du 200 mètres nage libre au cours duquel il a nagé à côté de l'Allemand de l'Ouest Gross, recordman du monde de la distance, le nageur de Rouen a, du même coup, Michel Marté s'adjugeant pour les championnats du monde.

Au cours de cette course, sans se préoccuper de son rival, Caron réalisait un excellent départ, virait en tête aux 50 mètres (26 s 52 contre 28 s 71 à Gross), se faisait dépasser à la mi-course (55 s 45 contre 55 s 41 à l'Allemand) avant de reprendre l'avantage dans la troisième longueur de bassin. L'écart à l'arrivée étouffe d'une domination importante. Floté à sa ligne de conduite, et comme toujours modeste dans le triomphe, le nageur de Rouen trouvait des circonstances atténuantes au recordman du monde : « Jusqu'aux 150 mètres, j'ai cru qu'il ne place un démarage. Ne voyant rien venir à l'annonce de la quatrième longueur, j'ai su à ce moment que j'avais gagné. Mais il ne faut pas en tirer des conclusions hâtives. Michel n'a pas été battu sur sa valeur. Je pense qu'il est en retard dans sa préparation et qu'aujourd'hui on n'a pas vu le vrai Gross. »

Les événements n'allaient pas tarder à lui donner raison. Quelques minutes après son échec sur 200 mètres, Michel Gross connaissait une nouvelle fois la défaite. Chronométré au 100 mètres papillon en 56 s 82, il était devancé cette fois par l'Italien Fabrizio Rampazzo.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

FRANCE-GRANDE-BRETAGNE
L'équipe de France de décanon a dominé sa rivale britannique par 31 579 points à 31 231, les 17 et 18 mai à Arles. Individuellement, le Britannique Daley Thompson, champion olympique, a réussi le meilleur total (8 667 points), sans approcher son record du monde. Le Français William Monti a terminé deuxième (8 006).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Dernière journée)
*Villeurbanne b. Orthez 109-95
*Limoges b. Monaco 108-95
*Antibes b. Challes 109-96
*Saint-Etienne b. Tours 99-90
Classement final : 1. Orthez, 25 pts ; 2. Villeurbanne, 24 ; 3. Limoges, 22 ; 4. Challes, 21 ; 5. Antibes, Monaco, 20 ; 7. Saint-Etienne, 19 ; 8. Tours, 17.

Jeu à XIII

COUPE DE FRANCE
Le Pontet (Vaucluse) a battu Saint-Estève (Pyrénées-Orientales), 35 à 10, samedi 17 mai à Narbonne, en finale de la Coupe de France.

Natation

RECORD DE FRANCE
Karyn Faure a amélioré le record de France féminin du 1 500 mètres nage libre en réussissant 16 min. 43 sec. 83/100, dimanche 18 mai à Monaco. L'ancien record était détenu par Laurence Bessis en 16 min. 44 sec. 49/100.

Rugby

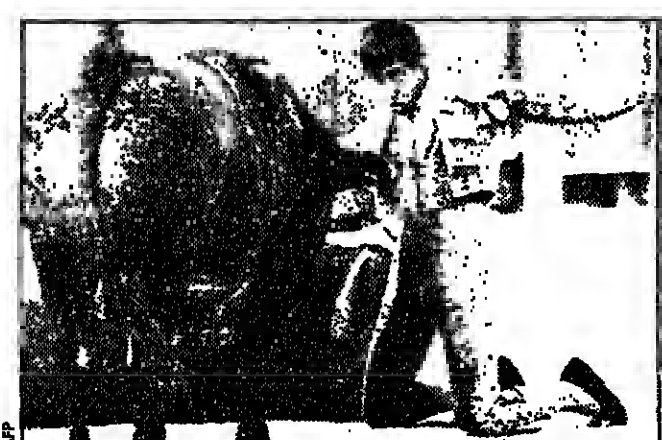
COUPE DE FRANCE (Demi-finales)
A Castelnau : Aurillac b. Hyères 26-15
A Valence : Béziers b. Grenoble 20-15

Volley-ball

FRANCE-BULGARIE
Pour son dernier match de préparation avant le pré-mondial organisé du 20 au 23 mai, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, l'équipe de France a battu la Bulgarie par 3 sets à 0 (15-5, 15-12, 15-11), samedi 17 mai à Marseille.

TAUROMACHIE

La Feria de Nîmes



Le public est venu en masse assister à la traditionnelle Feria de Nîmes, qui s'achève le 19 mai. Les « toros » n'étaient cependant que de modestes bêtes de combat, comme en témoignent l'attitude de ce produit de l'élevage Manolo Gonzales, offert au torero nîmois Christian Montcouquiol, dit Nîmano II.

VOILE

La « Liberté » pour Loizeau et Patrick Tabarly

Paris de Deauville le 4 mai et arrivés au pied de la statue de la Liberté à New-York, lundi 19 à 1 heure 27 minutes (5 heures 27 minutes GMT), les français Eric Loizeau et Patrick Tabarly (frère du double vainqueur de la Transatlantique anglaise en solitaire), à bord du catamaran Roger et Gallet, ont remporté la Course de la Liberté organisée pour commémorer le centième anniversaire du transport par la frégate Isère de la célèbre statue offerte aux Américains par la France.

Cette course de 3 300 miles (6 100 kilomètres) qui réunissait huit multicoques avec deux équipiers à bord, a été dominée par les catamarans de taille moyenne (22 à 23 mètres). Derrière le vainqueur, on retrouve en effet Atlantic Liberté (ex-Crédit agricole de Philippe Jeantou), mené par Bruno Beyron et Denis Hureau et Jean Stalonen de Dominique Marsaudon et Paul Vatin.

Les forts vents rencontrés au départ sur une mer hachée puis une forte dépression après quelques jours de course, n'ont pas permis aux trois maxi-catamarans engagés, Charente-Maritime 2 de Pierre et Philippe Follenfant, Formule Tog de Michael Birch et Walter Greene et Royale de Lot Caradee et Philippe Fagace, habituellement manœuvrés par une dizaine d'équipiers, d'exploiter leur potentiel supérieur de vitesse. Royale a le trimaran à la fois de François Boucher et Jacques Delorme qui a défilé.

Outre une dotation intéressante (900 000 francs de prix dont 200 000 francs aux vainqueurs), la Course de la Liberté aura permis aux navigateurs de tester des modifications de gréments (focs sur enrouleurs) destinés à faciliter les manœuvres dans la perspective de la Route du Rhum, en novembre, où les grands multicoques seront menés par des solitaires.

G.A.

FOOTBALL

Six mesures pour freiner l'inflation des salaires

La santé économique du football professionnel et la surenchère sur les salaires et les transferts, pratiquée par les clubs les plus riches, ont été au centre des débats de l'Assemblée générale de la Ligue nationale de football (LNF), réunie le 17 mai à Toulouse. Président de la LNF, M. Jean Sadoul a proposé six mesures qui ont été adoptées : limita-

tion du nombre de contrats professionnels par clubs, prêtvement sur les recettes des matches de coupe d'Europe ; plafonnement des aides de la Ligue en fonction de la masse salariale ; limitation du remboursement des salaires des internationaux ; relégation immédiate des clubs qui déposent leur bilan en cours de saison.

société

L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

La « Pravda » critique l'insuffisance des informations fournies aux Soviétiques

Pas de trois semaines après l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, les *Levosti* ont annoncé, dimanche 18 mai, qu'une onzième personne — un pompier — est décédé des suites de la catastrophe. Pour sa part, le spécialiste américain des greffes de la moelle osseuse, M. Robert Gale, de retour de Moscou, a indiqué que l'accident avait fait trois morts et quelques trois cents blessés.

A Tchernobyl, la température du réacteur accidenté continue à baisser et s'écroulait pas, samedi soir, 200 à 250 degrés Celsius, et l'on en croit le vice-premier ministre, M. Iev St. Iev. L'heure est maintenant à la décontamination des terres autour de la centrale, qui va demander « d'énormes travaux de recherche scientifique ».

En URSS encore, la *Pravda*, pour la première fois, a critiqué le manque d'informations fournies aux Soviétiques à la suite de l'accident de Tchernobyl. « L'information parvenue tardivement sur la situation réelle de la centrale accidentée », a-t-on pu lire dans le quotidien. « Cela doit nous servir de leçon : il

faudrait faire confiance aux gens », ajoute la *Pravda*. Vingt-deux jours après la catastrophe, « l'insuffisance des renseignements (...) nous a fait perdre du temps ».

Un responsable des Komsozmoles (Jeunesse communiste) de la centrale de Tchernobyl, d'autre part, est limogé pour n'avoir « pas été vu le jour de l'accident » et pour « ne pas avoir participé aux secours », indique la *Komsomolskaya Pravda*.

En Europe occidentale, cinq mille Luxembourgeois ont manifesté à Dudelange contre la mise en service de la centrale de Cattenom (Moselle), à 20 kilomètres de la frontière franco-luxembourgeoise. Un millier de personnes ont fait de même à Strasbourg pour réclamer l'arrêt de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin).

Mais c'est en Allemagne fédérale que la contestation antinucléaire a pris le plus d'ampleur. Cinq cents personnes ont manifesté à Hambourg, où ont été hospitalisés — ont eu effet été blessés, dimanche, lors de manifestations qui avaient rassemblé quelque trois mille cinq

cents manifestants devant le site de la future usine de retraitement des combustibles irradiés de Wackersdorf, dans le sud du pays.

De son côté, le chancelier Helmut Kohl s'est pris, dimanche, au numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Il reprochait à ce dernier d'avoir gardé le silence sur la façon dont l'URSS comptait dédommager les pays occidentaux après les retombées de la catastrophe de Tchernobyl. Dans un message au président du conseil italien, M. Bettino Craxi, le chancelier Kohl demande d'autre part l'organisation d'une conférence internationale sur le nucléaire. Celle-ci porterait sur des mesures communes à prendre pour assurer la sécurité dans les centrales nucléaires du monde entier et étudierait les moyens les plus efficaces de protection contre les émissions radioactives consécutives à des accidents nucléaires.

En France, quatre à cinq mille tonnes de choux-fleurs produits dans le nord-Finistère n'ont pu être vendus et ont été déversés dans les champs où ils vont pourrir, et, à Nice, les ventes de fruits et de légumes ont chuté de 40 % ces derniers jours, nous indiquent nos correspondants régionaux.

DÉFENSE

A DJIBOUTI

Dix-neuf victimes dans l'accident d'un Breguet-Atlantic

Un avion français de surveillance maritime Breguet-Atlantic, temporairement basé à Djibouti, s'est écrasé, dimanche matin 18 mai, contre la montagne du Day, à l'ouest de Tadjourah, à une quarantaine de kilomètres au nord de Djibouti. En début de matinée, lundi 19 mai, les corps de seize des dix-neuf occupants avaient été retrouvés. A propos des trois disparus, les autorités militaires françaises à Djibouti ont précisé qu'il ne restait aucun espoir de les retrouver vivants.

Quatorze membres d'équipage et cinq autres militaires français avaient pris place à bord du Breguet-Atlantic, un bimoteur propulsé par la marine nationale spécialisée dans la surveillance maritime et la lutte anti-sous-marin. Basé en océan Indien depuis le territoire de Djibouti, l'appareil était normalement rattaché à la base de Nîmes-

Garons. Il effectuait une mission de routine. Les conditions atmosphériques étaient mauvaises dans la région. On ignore actuellement les causes de cet accident et une commission d'enquête a été envoyée sur place. MM. François Mitterrand et Jacques Chirac ont fait parvenir un message de condoléances aux familles des victimes et à la marine.

Depuis son entrée en service il y a une vingtaine d'années, le Breguet-Atlantic a enregistré trois graves accidents. A ce jour, la marine nationale peut en déployer trente-trois répartis à Nîmes-Garons (Gard) et à Lan-Bihoué (Morbihan). De ces deux bases, des Breguet-Atlantic sont détachés pour des missions permanentes ou temporaires outre-mer, particulièrement à Djibouti, où la France entretient trois mille hommes.

L'armée américaine commande des réacteurs d'avion à la SNECMA et à General Electric

L'armée de l'air américaine a passé une nouvelle commande de 461 millions de dollars (plus de 3,2 milliards de francs) pour cent quatre-vingt-dix réacteurs à CFM International, filiale commune de General Electric (Etats-Unis) et de la SNECMA (France). Ces réacteurs F-108 (nos militaires du CFM-56-2B), de 10 à 12 tonnes de poids, sont destinés à la « remotorisation » de quarante-trois avions-citernes de l'armée de l'air américaine. Les livraisons commenceront en juillet 1987.

Ce contrat porte à six cent quatre-vingt-onze le nombre total des

motors que CFM International produira pour le programme de « remotorisation » des avions-citernes. A ce jour quarante-cinq KC-135 « remotorisés » sont déjà en service aux Etats-Unis, ainsi que quatre C-135 (FR) et à Lan-Bihoué (Morbihan). De ces deux bases, des Breguet-Atlantic sont détachés pour des missions permanentes ou temporaires outre-mer, particulièrement à Djibouti, où la France entretient trois mille hommes.

CFM International prévoit d'obtenir de nouveaux contrats de « remotorisation » pouvant aller jusqu'à cinq cents appareils supplémentaires, soit plus de deux mille moteurs. Les contrats obtenus sont partagés à égalité entre General Electric et la SNECMA.

Les témoignages des pompiers

De notre correspondant

Moscou. — Les autorités soviétiques ont récemment rejeté, dimanche 18 mai, la demande de dédommagement formulée le même jour à Munich par le chancelier Kohl pour les dommages subis par les agriculteurs ouest-allemands à la suite de la catastrophe de Tchernobyl. Il s'agit d'une exigence « arrogante » et « sans fondement », écrit Tass. L'agence relève avec indignation que le chancelier s'exprimait devant un rassemblement de Sudètes, des Allemands chassés de Tchécoslovaquie par l'armée rouge il y a plus de quarante ans. « Rien n'est plus publié ses déclarations envers le peuple soviétique pour les malheurs, les assassinats, les destruc-

tions et les souffrances infligées à chaque famille par le fascisme allemand. Mais ici rien n'a été oublié », ajoute Tass.

Les *Levosti* ont publié dimanche un reportage à l'hôpital numéro 6 de Moscou, où sont soignés les grands malades irradiés évacués de la centrale de Tchernobyl. Il s'agit surtout de pompiers, dont cinq sont déjà décédés. Le quotidien du soir décrit les transfusions de sang, les transplantations de moelle osseuse, et insiste à la fois sur l'héroïsme tranquille des patients et la propreté de l'hôpital où ils sont traités. Un pompier tchèque âgé de trente ans, Yvan Chavret, raconte ainsi comment avec ses « camarades » il est monté à deux reprises, dans la nuit du 26 au 27 avril, sur le toit du réacteur numéro 4 en feu. Ils ne pouvaient y rester que quinze à vingt minutes chaque fois ; épuisés, ils n'en descendaient que pour s'allonger dans les ambulances.

Un autre pompier, Andreï Polovinkine, fait également l'éloge de ses compagnons ainsi que de son chef, un lieutenant qui « avait parfaitement » qu'il serait lui aussi irradié, mais s'est tenu à monter quand même sur le toit. Les *Levosti* écrivent que les sapeurs n'ignoraient rien des risques qu'ils couraient. On peut légitimement mettre en doute cette affirmation dans la mesure où les pompiers ont été dans les premières heures exposés à des doses mortelles de radiations et ont déversé de l'eau, ce qui a éteint l'incendie du toit mais a provoqué sans doute des dégâts plus importants dans le cœur du réacteur lui-même. Le graphite qui entoure l'uranium brûle en effet au contact de la vapeur. Les premières équipes de pompiers déployées sur place pensaient visiblement avoir affaire à un incendie « ordinaire ». Ce qui explique peut-être que les autorités locales aient tardé à avertir Moscou qu'une catastrophe majeure venait de se produire.

La *Pravda* de ce lundi 19 mai décrit abondamment le nouveau matériel destiné à combattre les conséquences de la catastrophe. Il s'agit notamment d'un bulldozer télécommandé à chenilles pesant 19 tonnes, construit à Tchéliabinsk, dans l'Oural. Cet engin a été livré directement de Tchéliabinsk à Kiev par avion. D'autres appareils télécommandés du même genre devraient être livrés d'urgence.

ENVIRONNEMENT

GREENPEACE

« DÉTOURNE »

UN BATEAU-POUBELLE

« Le *Shirius*, navire de l'organisation Greenpeace, a intercepté vendredi 16 mai, au large de Gibraltar, un bateau-poubelle britannique la *Mediterranean Shearwater*, qui faisait route vers la Grande-Bretagne avec du fuel irradié en provenance d'une centrale nucléaire italienne. Plusieurs militants écologistes sont montés à bord du cargo britannique et ont hissé le pavillon de Greenpeace. Cette action tendait à démontrer la vulnérabilité des transports de matières radioactives face à une éventuelle action terroriste.

« Bracconniers sévèrement condamnés. — Retrait du permis de chasse pour plusieurs années, confiscation des fusils, confiscation d'un véhicule tout terrain, amendes diverses, 75 000 F de dommages et intérêts versés à des associations de chasseurs et de protection de la nature, plus les frais du procès, telle est la sévère condamnation que vient d'infliger le tribunal correctionnel de Valence à un « gang » de vingt-deux braconniers — dont plusieurs maires et présidents de sociétés de chasse — pris en flagrant délit dans le parc naturel du Vercoeur (Drôme). Dans un communiqué, la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature souligne qu'un tel jugement décourage désormais le vandalisme à l'égard de la faune sauvage.

M. CARIGNON VEUT RÉACTIVER LE CONSEIL D'INFORMATION NUCLÉAIRE

M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, a souhaité dimanche 18 mai, au cours de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », que soit réactivé un conseil d'information sur la sécurité nucléaire « comme celui que la gauche a supprimé quand elle est arrivée au pouvoir ».

Institué le 19 février 1978 à la demande de M. Valéry Giscard d'Estaing, le Conseil d'information nucléaire avait pour mission non pas d'informer les Français mais de proposer au gouvernement les mesures permettant de la faire. Composé de dix-huit membres — quatre maires, six écologistes, deux médecins, deux journalistes et quelques personnalités — présidé par le sénateur Simone Veil, alors ministre de la santé et de la famille, le conseil a proposé au gouvernement que le service central de protection contre les radiations ionisantes (SCPRI) publie son rapport annuel et informe les municipalités proches des centrales des mesures de radioactivité prises localement. Ces deux propositions ont été acceptées et mises en œuvre.

Un document expliquant ce que sont les plans ORSECRAD a été publié par le conseil d'information, des colloques ont été organisés sur les autres sujets, puis l'intérêt est retombé et le conseil est entré en léthargie. Le gouvernement de M. Mauroy a cru pouvoir tirer les conséquences de cet état en supprimant l'institution, le 14 octobre 1982. Il rasta donc aujourd'hui à bricoler un nouveau organisme qui ferait la synthèse et la traduction des informations détenues par le CEA, la COGEMA, EDF, le SCPRI et tous ceux qui travaillent sur l'énergie nucléaire, puis les livreraient au public sous une forme claire.

ÉDUCATION

« Démission du doyen de la faculté des sciences de Brest. — Le doyen de la faculté des sciences de Brest, M. Alain Le Bilhan, a rendu vendredi 16 mai sa démission au président de l'Université de Bretagne occidentale (UBO) pour protester contre le projet de loi sur les universités qui est selon lui, « le texte le plus néfaste qui ait jamais régi l'université française ». Faisant référence à la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale (le *Monde* du 12 avril), M. Le Bilhan a notamment exprimé sa crainte de voir les petites et moyennes universités de province transformées en simples « collèges universitaires ».



DEUX FORMULES ÉCONOMIQUES POUR DÉCOUVRIR LES ÉTATS-UNIS DE LONG EN LARGE

Faites plaisir à vos clients en leur proposant des vols Delta Air Lines desservant l'ensemble du territoire américain, ainsi qu'un vol Paris-Atlanta.

Depuis 12 années consécutives, et selon les chiffres officiels du gouvernement américain, Delta Air Lines est la compagnie aérienne, parmi toutes les grandes compagnies américaines, qui reçoit le moins de réclamations pour 100 000 passagers transportés.

De plus, Delta a été élue la première compagnie aérienne suite aux sondages nationaux de 1983, de 1984, de 1985 et de 1986 effectués auprès des lecteurs du *Travel-Holiday Magazine*.

Aujourd'hui, Delta propose de nouvelles formules économiques pour voyager vers plus de 100 grandes villes américaines.

1.

VOYAGES AUX ÉTATS-UNIS

«STANDBY»

DE DELTA AIR LINES

\$379 seulement

Cette formule offre 30 jours de voyages « standby » (sans réservation et dans la limite des places disponibles) à kilométrage illimité sur l'ensemble du territoire continental américain à destination de toutes les villes desservies par Delta. Et cela aux tarifs intéressants de

\$379 pour 30 jours, et de \$449 pour 60 jours (voyage entre la France et les États-Unis non compris).

Ce forfait, vendu exclusivement en dehors des frontières américaines, est proposé aux résidents permanents des pays autres que les États-Unis, le Canada, le Mexique et les Antilles, ainsi qu'au personnel de nationalité américaine employé dans les bases militaires, les ambassades et le département de la défense.

2. TARIF DÉCOUVERTE DES ÉTATS-UNIS DE DELTA AIR LINES \$399 à partir de

Cette formule est valable pour les vols Delta entre 4 villes américaines au choix (sur le territoire continental). Elle est proposée sur quatre tronçons de vol à destination d'un maximum de 4 villes, selon l'itinéraire choisi (avec possibilités de six, de huit et de douze tronçons à des tarifs plus élevés).

Ces billets s'achètent obligatoirement en même temps que le titre de transport aérien à destination des États-Unis, et les voyages doivent commencer avant le 31 mars 1987.

Pour de plus amples renseignements, appelez Delta à Paris au (0) 43.35.40.80, ou contactez le bureau de réservation Delta au 24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS.

DELTA
Gets You There

Pour des informations plus détaillées sur les escales d'avance, la durée du séjour et les autres conditions de voyage, renseignez-vous auprès de Delta. Tous les tarifs sont donnés sous réserve de modification sans avis préalable.

سكننا من الاجل

Cannes 86

DES films, des films, des films en dernier week-end du Festival. Les projections se bousculent, comme s'il s'agissait de rattraper le temps perdu, les occasions manquées. Se succèdent les deux hommages, à Orson Welles et à Simone Signoret, les contes drolatiques des deux pince-sans-rire américains, Jim Jarmusch et

LE DERNIER WEEK-END

Woody Allen, les deux films où l'ex-macédonien cow-boy, Jan Voight, entame sa carrière d'homme mûr et ravagé.

Le cinéma australien, qui n'est plus si flambant qu'avant, envoie une histoire d'aborigènes. Quant aux Soviétiques, imperturbables, ils s'obstinent à exporter les grandes machines historiques de Serge Bondartchouk.

SÉLECTION

L'humour vient de New-York

« Hannah et ses sœurs », de Woody Allen

Woody Allen dit que la vie ne peut être tout à fait mauvaise puisque il y a un Fred Astaire (Je Monde du 17 mai). Nous lui retournons le compliment, la vie est bonne puisque, bon an mal an il y a un film de Woody Allen sur nos écrans.

HANNAH et ses sœurs est une histoire de famille rythmée par l'arrivée sur la table de la salle à manger de trois diables bien dorées. Une par une, une par une, le soir de Thanksgiving. Au cours de ces trois années, Mickey (Woody Allen), divorcé de Hannah (Mia Farrow), aura épousé Holly (Diane Wiest), tandis que Lee (Barbara Hershey), mariée à Frederick (Max von Sydow), aura eu une liaison avec Elliott (Michael Caine), le nouveau mari de Hannah. La mère des trois sœurs (Margaret O'Sullivan)

aura pris quelques cuites, le père (Lloyd Nolan) se sera remis au piano pendant la fête.

Des gens comme les autres, sauf qu'ils sont musiciens, écrivains, comédiens, peintres, et que l'angoisse des salubres, réussis ou ratés, est plus palpable, plus expressive que celle des géomètres.

Avec Hannah, contemporain, familial, new-yorkais, mêlant très intimement des éléments de sa propre vie à la fiction, Woody Allen retrouve la veine de Manhattan ou de Annie Hall, mais rarement il a été plus drôle dans ses aphorismes définitifs, et jamais plus audacieux dans la simplicité.

Utilisant les procédés les plus écoulés, voix off pour « lire » les pensées de ses héros, cartons à l'ancienne pour « changer de chapitre », il fait tout passer, tout ce qui galope dans sa tête et trotte dans la nôtre ; le besoin d'amour, la peur de la mort, et, pourquoi pas, la recherche de Dieu, choses essentielles, existentielles. On ne peut évidemment les supporter que si on les prend au tragique, mais surtout pas au sérieux.

Jim Jarmusch montre l'Amérique qu'on ne connaît jamais, la vraie. Une banlieue de l'univers peuplée d'étrangers qui poursuivent des rêves déracinés, mais ne sont en rien désespérés.

STRANGER Than Paradise (Caméra d'or à Cannes il y a deux ans), devenu aussitôt un « film-culte », révélait le talent d'un cinéaste tout à fait libre, tout à fait indépendant, jetant sur des héros ordinaires un regard mi-indulgent, mi-sévère. Un regard amical, sans excessive compassion. Down by Law plonge à nouveau dans ce monde triste et beau — une Louisiane débarbouillée de son folklore, à la moitié proche du bayon, infestée de calmans obèses, et l'errance drolatique de trois larrons calamiteux. Zack, un disco-jockey à la coupe (le chanteur Tom Waits et sa voix d'insonnie) se fait virer par sa petite amie. Tandis qu'il tâte son biberon de bourbon, un lui propose de

convoier une voiture. Le coffre est habité. Par un cadavre. Piégé.

Jack, un maquereau au rabais (le musicien John Lurie), se voit offrir une nouvelle tapineuse de choix. Dans une chambre d'hôtel sordide, elle est au lit. Il s'approche, les fesses bondissent. La gosse a douze ans. Piégé.

Zack et Jack se retrouvent voisins de châtai au pénitencier. Ils n'ont rien à se dire, juste à se supporter. Quand leur cellule accueille un autre pensionnaire : Roberto, dit Bob, le plus gentil d'entre eux et le seul neurasthénique des trois. Il est très gai, dessine une fenêtre sur le mur de leur prison. Son anglais n'est même pas basique, il est hypothétique. Il tente de communiquer en permanence, avec une bonne volonté irritante comme un urticaire.

Mais c'est lui, Bob, le ringard bavard, qui trouvera l'occasion de faire la belle. Patanquant dans les marais, poursuivi par les chiens, le froid, la faim, les vagabonds iront leur chemin. Comme dans un conte de fées, ils trouveront à la fin une petite cabane dans la forêt où une Blanche Neige immigrée fera cuire les spaghetti du salut. Bob restera à ses

côtés, amoureux et repu. Zack et Jack s'en iront ailleurs, nulle part. Leur route se sépare, s'étaient-ils jamais rencontrés ?

Un humour permanent, légèrement impossible, traverse cette comédie insolite dont les héros sans qualités sont plus proches de Buster Keaton que de Charlie Chaplin. Ils n'appellent pas à la tendresse, ils subissent les coups du sort qu'ils ont eux-mêmes provoqués avec une dignité rigolarde. Ils sont drôles tout le temps. Les deux « yankees » sont puissamment aidés par la présence, dans le rôle de Bob, de Roberto Benigni, un mime étonnant, phénomène explosif d'efficacité roublarde.

Hommage au film de gangsters, à John Huston, à Samuel Fuller, Down by Law est photographié en noir et blanc par Robby Müller, l'opérateur de Wim Wenders. Pénitence somptueuse aux sources du rêve, un bonheur. Down by Law, en fait, est un blues qui, au lieu de dissuader un classique effaré poisseux, dispenserait une allégorie mélancolique. Les trois pieds nichés rouillés de Jim Jarmusch, chantant déjà dans nos mémoires.

DANIELE HEYMANN.

Hommages

Le Festival rend hommage aux grandes figures du cinéma. A Orson Welles et Simone Signoret, partis trop tôt. Mais les images ne meurent pas.

A Simone Signoret

Une caméra enregistre la mémoire des lieux : un coin de Neuilly, où, dans les années 30, une gamine s'amusait à lancer son bêtard dans l'air, la propriété d'Authenil, en Normandie, la pièce où sont gardés les souvenirs d'une vie et d'une carrière, pour la plupart des bobines de films, fictions et documents sur pellicule, dans lesquels on a puisé.

L'hommage à Simone Signoret, produit par le Festival de Cannes et l'hebdomadaire Télérama, refuse la nostalgie et l'émotion. Certains spec-

tateurs ont pu être déçus. Le réalisateur Chris Marker (son nom ne figure pas au générique) a retenu, fixé des moments pas forcément privilégiés — surtout en ce qui concerne les rôles à l'écran — mais pour lui caractéristiques d'une attitude devant l'existence, l'amour, l'histoire du monde et des gens, la justice et, bien sûr, la politique.

Pour lui, Simone était comme ça, il le sait. Il appartenait à la bande du couple Mmmand-Signoret.

J. S.

A Orson Welles

C'est une Oja Kodar belle, émue, et émue qui a présenté l'hommage au Festival de Cannes à Orson Welles, en l'occurrence quarante minutes retrouvées du Don Quichotte (voir le Monde daté 11-12 mai). Certaines séquences étaient muettes, d'autres aveugles, le reste plutôt proche du brouillon sublime. Il est hors de question de juger ou commenter les fragments désordonnés d'une œuvre interrompue. On se souviendra, en revanche, comme d'éclats brisés du génie de Welles, de ces courtes visions de Francisco Reiguera en Don Qui-

chotte dans les rues d'une ville moderne, à cheval sur sa Rossinante étique, son bol de barbillon sur la tête, la lance en poing. Ou le même gentilhomme se baignant dans un tonneau de métal, apostrophant l'univers et sa Dulcinée, tandis qu'en arrière-plan scintille une réclame au néon pour la bière Cerveza Don Quichotte. Sans doute, le projet de Welles était extraordinaire. L'idée que nous pouvons désormais nous en faire ne l'est pas moins. C'est un des privilèges de l'inachevé.

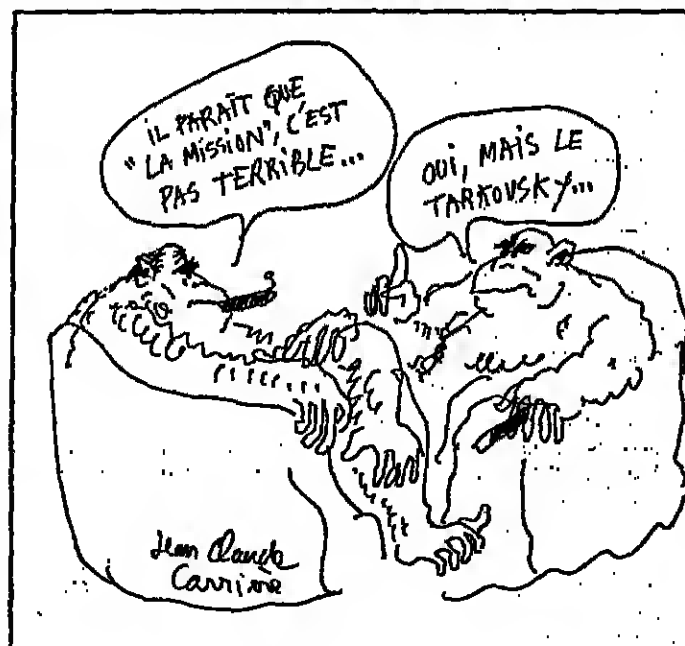
M. B.

L'ouvre-boîtes et les nazis

La troupe entière est remarquable, mais Woody Allen se surpasse dans le rôle de Mickey, l'hypochondriaque aux regards de lémurien traqué par ses propres terreurs. Il est tout bonnement irrésistible. A-t-il une tache noire dans le dos ? C'est sûrement un cancer. Oui, mais la tache est sur la chemise, pas sur la peau. Il désire se convertir. A-t-il la foi ? Il rassure le prêtre : « Je vendrai des œufs de Pâques au début pour aider ». Lui demande-t-on « pourquoi les nazis ont-ils pu exister ? », il avoue : « Comment répondre, je ne sais même pas me servir d'un ouvre-boîtes ».

Il dit aussi : « Le cœur a beaucoup de ressort pour un si petit muscle ». C'est Woody Allen qui a du ressort et un peu de génie.

D. H.



VEILLÉE D'ARMES

JEAN-CLAUDE Carrière, scénariste du film d'Oshima, Max mon amour, avait annoncé secrètement avec lui les cousins de Max, ce championnat dont Charlotte Rampling est l'amoureuse. A la suite de leurs cagares, on les devine producteurs. Comme tout le monde à Cannes, ils attendent, faussement désinvoltes, le résultat du palmarès. Et ils supputent.

SECTIONS PARALLÈLES

« High Speed » et « Qui trop embrasse »

Caméra-espion, caméra-vérité

Dans la section « perspectives du cinéma français », un jeu de miroirs hitecockien (raté) et des jeux de l'amour et du hasard très réussis.

UN film français dont le titre est High Speed, et dont l'action se situe à Francfort, ne peut passer a priori pour insignifiant. Ses auteurs, Monique Dartonne et Michel Keupur se sont, en effet, donné beaucoup de mal pour sortir des sentiers battus, dans cette coproduction avec l'Allemagne.

Une jeune Française, Edith (Mireille Perrier) vient à Francfort achever le montage d'un film de son amie Inge Berg, obligée de se rendre à Berlin. De ce film, elle ne sait rien. En regardant les rushes, elle s'aperçoit qu'un homme âgé, toujours le même, y a été suivi, épé par la caméra. Or Edith elle-même est filmée et photographiée à son insu par un reporter américain surnommé Pulitzer (Bruce Thurman) payé pour l'espionner. Cet espionnage est en rapport avec le film de Inge. On a beau rassembler des souvenirs de cinéphilie (Blow-Up, d'Antonioni, les suspenses hitecockiens), on n'en

comprend pas plus que l'héroïne et on est, comme elle, gagné par l'effacement... A cette conception quelque peu « mégal » du cinéma, on opposera la simplicité rigoureuse, la réalité moderne de Qui trop embrasse, de Jacques Davila, qui traite de l'amour et ses difficultés, de l'union et de la séparation des couples. Sujet bateau ? Non, puisque pour Davila, comme pour les comédiens qu'il a choisis et dirigés, il y avait quelque chose d'essentiel à dire, à filmer, à interpréter : une réaction en chaîne, une ronde des amants. Française (Toni Marshall) renvoie Christian (Michel Gauchet) auquel elle en préfère un

autre. Christian souffre d'un bout à l'autre du film jusqu'à l'obsession. Il se confie à Nathalie (Anne Wiazemsky) avec laquelle il travaille. Mais elle songe surtout à son propre problème : sa relation avec Marc (Andrézej Seweryn). Or Française est quêtée, à son tour par François (Christian Clavier), beau muille inénarrable. Puis elle tombe sur un signa, David (Thierry Ravel).

La construction du scénario, le mouvement et les changements de ton de la mise en scène, évitent le danger des sketches successifs. Ce qui arrive à tous les personnages est le résultat de leurs comportements, de leurs rapports à « l'air du temps », de leur manque de maturité parfois, et surtout des caprices de l'amour considéré comme une aventure permanente. Lorsqu'au bout de la chaîne apparaît la mère de Christian (Micheline Presle), le film glisse vers une sorte de poésie fantastique. Aucun film français d'auteur ne parle aussi bien, aussi intensément, du désir d'absolu dans les sentiments. Et du risque de s'y perdre.

JACQUES SICLIER.

EDITIONS L'Écrit 48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique
RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques
Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM
CANNES 1986

Un Film de **CLAUDE Lelouch**
TOUT A CHANGÉ... SAUF LEURS PASSIONS.

ANOUK AIMEE JEAN-LOUIS TRINTIGNANT RICHARD BERRY
UN HOMME ET UNE FEMME:
VINGT ANS DÉJÀ

EVELYNE BOUX ROBERT HOSSEIN PHILIPPE LEROY-BEAULIEU MARIE-SOPHIE POCHAT JACQUES WEBER CHARLES GÉRARD

Musique France 1 - Une Production Films 13 en Association avec Sica Orange et Solange - Distributeur : Les Éditions de l'Écran - Diffusé par Warner-Columbia Film

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS

Les Flacons de la Séduction

L'art du parfum au XVIII^e siècle

Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p., 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F

3, place de l'Odéon - 75006 Paris
Tél. 43 44 33 15 16

SELECTION
Basilique
Russia
C
BENI
L'ESCAN DU PLANTIER

SÉLECTION

« Runaway Train », d'Andrei Konchalovsky
« Desert Bloom », d'Eugene Corr

La deuxième carrière de Jon Voight

Le beau gigoïole de Macadam Cowboy s'est passablement endurci. Il fait la belle sur un train fou et joue les anciens combattants du côté du Nevada.

UN pénitencier en Alaska, comme une grande force, une médaille d'honneur, la tempête par - 50°C. A l'intérieur, des détenus dangereux et récidivistes, dont Manny (Jon Voight) est devenu l'idole pour s'être déjà évadé deux fois au grand dam de l'affreux gardien-chef monastère. Le monastère a juré d'avoir la peau de Manny, et Manny de mourir libre. Il se fait donc la belle avec un jeune bouffon, Buck (Eric Roberts), en empruntant la canalisation des WC de la prison. Tous deux s'embarquent sur un train, au hasard, dans le chauffeur, cardiaque, meurt s'il la locomotive décalabre.

Konchalovsky, pour son deuxième film américain (après *Maria's Lover*), a repris un scénario d'Alfred Kurosawa, qui traitait dans les temps d'Hollywood depuis longtemps et auquel le maître japonais avait renoncé, sans doute pour ne pas répéter l'histoire du *Chien errant*, en bien des points semblable. La symbolique est la même, celle de la poursuite et du mariage inéluctable du voleur et du gardien.

On ne peut pas dire que Konchalovsky ait traité ce noble sujet sur le mode allusif, Manny et Buck à bord

du train font l'indigent pas mal de services divers. Le gardien-chef hystérique les rejoint en hélicoptère, contre vents et tunnels, et finalement à quoi assistons-nous ? A la lutte sans issue et mortelle du Bien et du Mal. Elle est dure la vie du rail, la langue et la langue, le noblesse de Konchalovsky : la culpabilité embarquée sur le train du Destin et rattrapée par la Justice (elle-même sœur jumelle du Crime...). Il faut vraiment aimer le chemin de fer pour apprécier ces délicatesses géométriques.

Jon Voight, que l'on a connu jadis, dans *Macadam Cowboy*, est ici bien équipé, un œil ravagé, une main broyée. Il est seulement bête dans *Desert Bloom* d'Eugene Corr, et un peu fêlé depuis la guerre. En 1950, il vit à Las Vegas avec Lily (Joseph Williams) et la fille de celle-ci, Rose (Annabeth Gish), treize ans, myope et gauche, dans toute l'ingratitude de son âge, au moment même où le gouvernement décide de procéder aux premiers essais atomiques sur le Nevada.

Entre la jeune fille complexée et l'ancien combattant alcoolique prêt à raser la Côte éclatent quelques scènes et, au loin, des bombes mystérieuses qui font fleurir dans le ciel clair du désert d'étranges champignons de fumée. Un assez bon film passe, une page de l'histoire se tourne, dont on sait, depuis Tchernobyl, qu'elle s'enfonce de l'avenir. Ce qui n'aura pas, hélas, de conséquences immédiates sur le comportement des jeunes filles myopes.

MICHEL BRAUDEAU.

« Boris Godounov », de Sergueï Bondartchouk

Basilique culturelle

Un chef-d'œuvre de la littérature russe adapté par un cinéaste soviétique très officiel. Le peuple fait tapisserie, la musique n'est pas de Moussorgski.

C'EST LA suite de la suite d'Ivan le Terrible, qu'Eisenstein réalisa sous Staline. En 1939, à la mort de Fédor, fils du tsar Ivan, Boris Godounov prit le pouvoir, avec une apparence de légitimité. Le bruit courait qu'il avait fait assassiner l'héritier légitime, le tsarévitch Dimitri. Il devint un tyran. Au début du XVII^e siècle, un jeune

moine échappé d'un couvent, qui prétendait être Dimitri, voulut reconquérir le trône moscovite. Il était appuyé par la Pologne.

Oui, cela aurait pu être la suite d'Ivan le Terrible. Mais, en adaptant le drame en vers d'Alexandre Pouchkine, chef-d'œuvre de la littérature russe, Bondartchouk, cinéaste soviétique très officiel, a laissé à plat cette histoire sanglante de deux imposteurs, dont l'un était un criminel tourmenté, l'autre une marionnette politique qui en vint à croire à la vérité de son mensonge. Entre ces personnages, le peuple (nombreux figurants à la mesure du budget) fait tapisserie. La reconstruction historique en studio s'applique à paraître « vieille Russie » comme la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre s'est appliquée à paraître byzantine. On a soigné les éclairages, ce qui donne des photographies genre illustration de livre d'art.

Sergueï Bondartchouk est aussi acteur. Il joue donc Boris. En se concentrant très visiblement pour mettre en valeur le phrasé, les cadences du texte de Pouchkine. Les autres interprètes étant dirigés selon le même principe, on a l'impression que ce peut être une représentation théâtrale du drame en URSS. Les scènes sobres « de cinéma » qui viennent orner cette basilique culturelle regardée sur la Croisette sont les scènes de chevauchée et de batailles, lorsque Dimitri et son armée entrent en guerre. Là, on retrouve le cinéaste de Guerre et Paix. Pour éviter tout malentendu, il faut préciser que la musique du film n'est pas de Moussorgski.

J. S.

Russia

C'EST le miracle du Canevas que, une fois encore, dans l'entre-lacs des congénérats de l'audiovisuel, le poète parle et nous dit tout. Tout ce qui compte, à mille lieux des préoccupations de notre petit monde. Cette plongée magique dans l'essentiel, Tarkovski nous y avait habitués d'Andrei Roublev au *Stalker* mais il n'a semblé que, avec le *Sacrifice*, la voix était encore plus forte, plus précise, plus bouleversante. Le roi des rois est arrivé à Paris pour le *Miroir*, armenisé, lui et son film, à la biennale d'Etat, et sa première conférence de presse à l'hôtel Raphael : « Si Dieu existe il se fait », nous avait-il dit en introduction. Nous savons bien, nous, que le silence de Dieu, c'est la parole d'Andrei Tarkovski. « Au commencement était le Verbe », dit l'enfant au pied de l'arbre crucifié, et qu'il n'arrivera pas à l'artifice improbable des fleurs.

Quelque part sur la Croisette se promènent ces mineurs du cinéma soviétique dans leurs costumes foncés avec leur film chromé. Ils ne rencontrent plus Tarkovski qui, nous surplombe là-haut, plus haut que le trop gros gâlon des pirates. Pendant vingt ans, dans le dédale de Moscou, le studio d'Etat soviétique, ils se sont affrontés, eux et leurs certitudes, lui, son enfance et son Dieu. Le poète est sublimement en exil, partout malgré la Suède et la « famille » Bergman (Erland Josephson, l'acteur, Sven Nilqvist, le directeur de la photographie) ; il lui manquera pour toujours sa terre, son peuple, « sa Russie ».

« Quels sont ceux qui ont fait tout cela ? », dit Alexandre, le héros du *Sacrifice* : « Lords », les seigneurs.

DANIEL TOSCAN DU PLANTIER.

CHASSE A L'ARC

Jean-Marc Lecaillon
Jean-Pierre Menu

FRANÇOIS SARRAT

GERFAUT CLUB

« Aux frontières de la ville », de Bruce Beresford

Rêve aborigène



Trilby, adolescente hostile au paternalisme, désireuse d'échapper au bidonville et à une promiscuité naturelle pour les siens, odieuse pour elle. Elle oblige son père à louer un pavillon sur un lotissement qui n'est pas seulement réservé aux Blancs.

de pittoresque et d'émotion. Beresford ne prétend pas résoudre le problème de l'intégration des aborigènes dans la société blanche dominante, mais il reste toujours honnête dans la description des communautés. Les préjugés racistes de la petite ville ne sont pas violents. Les bons sentiments du médecin-chef de l'hôpital ou des enseignants peuvent porter des fruits qu'on aurait tort de ne pas cueillir. Reste qu'on voit bien comment et pourquoi les aborigènes, en lieu urbain, sont réduits à des besoins subalternes. Alors, il faut le rêve, l'évasion. Chez Jack, les parties de cartes ; chez Trilby, au-delà d'une revendication vaine culturelle, le désir de la grande ville, d'une vie indépendante. Têtu, fier jusqu'au défi, l'adolescente refuse l'amour d'un boucher, la maternité, l'enlèvement dans les habitudes. Et tant pis pour les contradictions. Elle part. On ne sait pas — no aimerait savoir — si elle réalisera son rêve ou si elle se perdra dans un mirage.

J. S.

Cinéma australien : la nouvelle vague

Finis les Mad Max ! Les Australiens veulent faire des films comme les Européens ou les Américains. Mais sans perdre leur identité.

SORTI début 1986 sur les écrans australiens, un film, *The More Things Change*, déchaîne l'enthousiasme de la critique. Produit et mis en scène par deux femmes, Jill Robb et Robyn Nevin, il étreint l'histoire sans surprise d'un couple et de son petit garçon. Après avoir décidé le grand retour à la terre, l'homme cultive son jardin et s'occupe de l'enfant, la femme travaille à Melbourne dans une grande maison d'édition, pour faire bouillir la marmite. Mais le rêve post-soixante-huitard se heurte à la réalité des années 80. L'expérience dérape sous les yeux d'une jeune fille venue secourir le père au foyer. Elle y gagnera une éducation sentimentale. La critique voit dans ce drame intimiste le troisième souffle du cinéma australien. Les spectateurs français seront sans doute déçus. Le film ne doit rien aux horizons vertigineux du pays continent. Mais il illustre parfaitement les propos des cinéastes de là-bas qui souhaitent montrer que leur pays appartient à la même planète que le monde occidental. Et qu'il est confronté aux mêmes problèmes.

Finis les Mad Max et autres *Picnic on Hanging Rock*. « Nous avons épuisé notre stock de sujets historiques », explique Rea Francis, qui pendant cinq ans dirigea des relations publiques à la très officielle Australian Film Commission. *L'Australie contemporaine est une mine de scénarios. Il suffit de l'exploiter. Bien sûr, certains, en Europe, regretteront l'ancienne production, l'exotisme des antipodes. Mais nous sommes des gens comme vous, avec des soucis identiques. C'est ce que reflètent nos films les plus récents. »* En tout cas, jamais ces derniers n'auront été aussi nombreux à Cannes : vingt et un, si l'on compte ceux qui sont projetés hors Festival. « Notre cinéma est en pleine croissance, pourtant nous sommes encore des enfants par rapport aux Américains et aux Européens », assure Terry Jackman, ancien propriétaire de la chaîne de cinéma Hoyts de Sidney et actuellement l'un des grands agents dans son pays. « Avec 15 millions d'habitants, notre marché est limité, et nos films ne sont pas tous exportables. Aussi 90 % de nos produits sont destinés à la télévision. » Il assure pour le moment le lancement de *Crocodile Dundee*, produit par Paul Hogan et John Corbett, sorti simultanément dans des dizaines de salles du pays. Il espère en faire le plus gros succès australien jamais enregistré.

Mais aspirer à faire du cinéma « comme les autres », cela ne signifie pas qu'il faille pour autant jeter par dessus bord son intégrité culturelle et les qualités qui firent apprécier la nouvelle vague australienne. « Nous devons mûrir sans perdre notre personnalité et notre fraîcheur », affirme Terry Jackman. *The Right Man* (le Bras droit) illustre bien cette ambiguïté, synthèse réussie, sinon totalement convaincante d'un film historique et d'un

thème « au modernisme brillant » : en Nouvelle-Galles du Sud, vers 1860, un jeune et riche propriétaire se voit atteint d'une maladie mortelle. Stérile, il demande à son meilleur ami de lui prêter sa semence pour inséminer la femme qu'il aime. Puisque le père des bébés-éprouvés est un Australien, on considère là-bas que c'est un scénario en or. Ailleurs ? C'est un autre problème. Mais le sujet illustre, jusqu'à la caricature, l'effort déployé par les Australiens pour rattraper leur siècle.

Le crochet par Hollywood

Autre veine, pleine d'avenir : le multiculturalisme. L'ascension rapide de la jeune actrice d'origine polonaise, Gosia Dobrowolska est tout à fait significative. « Il y a cinq ans, son succès aurait été impensable. D'abord à cause de son accent.

Aujourd'hui, on lui demande de le cultiver. Elle fait vibrer les classes moyennes », constate Rea Francis. Les aborigènes choisis par la nouvelle vague sont toujours fort prisés. Mais, en 1986, ils tournent eux-mêmes le dos au passé. Les héros à la peau sombre de *Fringe Dwellers*, de Bruce Beresford, (lire ci-contre) représentent des types universels plutôt que des cas particuliers. « Ce qui nous arrive, déclare Bob Maza, l'un des grands acteurs aborigènes du pays, aurait tout aussi bien pu arriver à des Juifs. » Et lorsqu'on lui demande ce qu'il pense du film de Peter Weir, *la Dernière Vague*, qui évoquait les mythes ancestraux transmis depuis la nuit des temps, il répond : « Cela évoque les contes de fées. »

Ce n'est pas un hasard si Scott Murray, l'un des fondateurs de l'importante revue *Cinema paper* adapte pour son premier long

métrage, et en toute bonne conscience : *le Diable au corps*, de Radiguet. « Ve-t-on reprocher à François Truffaut d'avoir puisé plus de la moitié de ses scénarios dans des romans étrangers ? », demande-t-il. Paradoxalement, si le cinéma australien rompt les amarres avec sa spécificité, il se sent moins adolescent, plus sûr de son identité. A Sydney, on fête sans arrière-pensée le retour de Peter Weir et de Fred Schepisi, qui reviennent au pays après un crochet par Hollywood. Et on laisse repartir sans amertume Bruce Beresford, qui tourne actuellement aux Etats-Unis *Crimes of the Heart*, avec Diane Keaton et Jessica Lange. A l'Australian Commission Film, on se félicite même de ces allées et venues : « Pour eux, y déclare-t-on, c'est un formidable enrichissement. Nous savons qu'ils reviendront. »

SYLVIE CROSSMAN.

L'homme des lumières

La clôture du 39^e Festival, soirée mise en lumière par Jacques Rouveyrolis, l'homme qui éclaire les stars du music-hall.

JACQUES ROUYEYROLIS aime la musique et Johnny Hallyday, Julien Clerc, Renaud, Barbara, Dapardieu, Jean-Michel Jarre ont utilisé ses services ou plutôt, comme il le dit lui-même, « l'on paye pour rêver ». Rouveyrolis transforme un dispositif scénique en un féerique multicolore, imagine des tâches de couleur, crée presque des personnages animés avec des faisceaux lumineux, ne se contente pas d'une lumière synchrone avec la musique : elle est à l'exacte dimension des sentiments et des passions.

Antididacte de quarante et un ans, originaire de Grenoble, Jacques Rouveyrolis aurait pu tout aussi bien faire du ski. Une rencontre avec Michel Polnareff et une collaboration de huit années lui permet d'inventer un métier. Jusqu'à alors, les chanteurs et les groupes se produisaient avec un matériel de lumière rudimentaire. Rouveyrolis apprend à travailler avec un équipement léger, à se servir des optiques, à nuancer un peu le cadre à l'italienne, à tracer des décors dans l'espace. A aller aussi au plus juste, au plus démodé : comme avec Barbara, le temps d'une chanson, au milieu du plateau du Zénith.

Jacques Rouveyrolis est un « charpentier des lumières ». « Chaque projecteur, dit-il, doit jouer le rôle d'un acteur complice. Il ne faut surtout pas se faire devancer par la technique ou s'abriter derrière elle. A vrai dire, il n'y a pas de terme pour désigner un métier encore si neuf. Avec une équipe d'une vingtaine de personnes qui travaillent avec moi depuis cinq ans, je fais des dessins d'éclairage. Tout est écrit. Les plans sont tirés. Mais je ne répète jamais : les rares fois où j'ai essayé de le faire, l'artiste ne donnait pas sa vérité. Or ce que je cherche à magnifier, c'est l'intensité d'un événement, les émotions d'un artiste.

CLAUDE FLÉOUTER.

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

"INSOLITE, DÉLIRANT, ABSURDE, DÉROUTANT, DRÔLE, ANGOISSANT, DÉCAPANT, LE FILM DE MARTIN SCORSESE EST UNE PURE MERVEILLE."

LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

"UNE DES HISTOIRES LES PLUS JUBILATOIRES DU CINÉMA AMÉRICAIN MODERNE... UN FILM SPRINTER, VIRTUEUX ET TOURNEBOULANT."

LIBÉRATION

"TOUT EST BON. RIEN À JETER, NI UNE IMAGE, NI UNE IDÉE... A VOIR ABSOLUMENT DEUX FOIS POUR COMMENCER."

LE JOURNAL DU MONDE

"VOUS AVEZ ADORÉ 'RECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT' VOUS DEVRIEZ CRAQUER AUSSI POUR 'AFTER HOURS'."

PARIS MATCH

"L'INTERPRÉTATION EST EXCEPTIONNELLE"

LE CANAL FRANCE

"A MOURIR DE RIRE. A MOURIR TOUT COURT."

LE JOURNAL

"INCROYABLEMENT DRÔLE ET FOLLEMENT INQUIÉTANT."

ÉVÉNEMENTIEL



UN FILM DE MARTIN SCORSESE

After Hours

(QUELLE NUIT DE GÂMBRE...)

DE GUYTON CROFTON "RECHERCHE SUSAN DÉSESPÉRÉMENT" PRODUCTION DOMINUS FILM - "AFTER HOURS" ROSSANA ARZUFFI - VERA BLOOM - MICHAEL CHONG - GOSIA DOBROWOLSKA - LINDA ROBERTSON - IAN GARE JOHN HEND - MICHAEL JACOBSON - CAROLINE O'NEILL - CHAP DÉCOUVERTE JERRY TOWERS HENRIE LE HOUARDEZ - MICHAEL DE VRIES MICHAEL JACOBSON - DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE MICHAEL BALLHAUS RÉVISOR DE JACQUES MONOD - PRODUCTEUR AMY ROBINSON, GUYTON CROFTON ET ROBERT J. COLEBERRY RÉALISÉ PAR MARTIN SCORSESE

مكتبة من الأصل

COMMUNICATION

LE PROJET DE PRIVATISATION DE TF 1

Les réactions se multiplient

L'annonce de la privatisation de TF 1 continue de susciter des réactions et d'être à l'origine de nouvelles actions, venant s'ajouter à la grève générale de l'audiovisuel du mercredi 21 mai, organisée par la CFTD, la CGT, le SNJ, auxquels vient de se joindre la CGC.

La grève signifie que les programmes seront réduits ou supprimés au service minimal - prévu par la loi de 1982. Ainsi, sur l'ensemble des stations de la radio nationale, il est prévu un programme musical unique de douze heures, coupé de trois flashs d'information. A la télévision, un programme enregistré unique aux trois chaînes sera diffusé de 20 h 30 à 22 heures. Toutefois, Antenne 2 et TF 1 auront la faculté de présenter, chacune, un journal télévisé à 13 heures et à 20 heures, tandis que FR 3 ouvrira un créneau pour les journaux régionaux de 19 h 15 à 19 h 35. Quant aux trois chaînes privées, Canal Plus, la 5, la 6, qui ne pourront présenter leurs programmes en raison de la grève de Télédiffusion de France, elles ont décidé, bien que n'étant pas obligées par la loi, d'assurer la diffusion d'émissions de 19 h 15 à 22 heures.

Un comité, « La télé est à vous », a été créé le jeudi 15 mai par les salariés de TF 1, syndiqués ou non. Il participera en tant que tel à la manifestation du 21 mai et annoncera ce même jour, lors d'une conférence de presse, sa constitution officielle. Ouvert à tous, « La télé est à vous » reçoit toutes les formes de soutien que souhaiteraient lui apporter les téléspectateurs. On peut écrire au 15, rue Cognac-Jay, 75007 Paris. Ce mouvement a

prévu, entre autres, de lancer une pétition nationale s'appuyant sur tous les comités locaux qui pourraient se créer en France et de préparer des séquences d'information à l'antenne pour sensibiliser les téléspectateurs.

Une délégation de Télérama et l'événement du jeudi déposera, mardi 20 mai à 12 heures, à Matignon, les signatures (plus de cent mille) de la pétition « Sauvez le service public » de la radio-télévision que ces deux publications ont lancées en commun le 23 avril dernier.

Un appel à tous les téléspectateurs pour « faire grève de la publicité » en éteignant leur téléviseur de 19 h 55 à 20 heures, le mercredi 21 mai, a été lancé, samedi 17 mai, par le sixième centenaire du Syndicat national des journalistes. La création d'un « collectif de défense du service public de l'audiovisuel » pour coordonner toutes les initiatives contre « la confiscation du patrimoine audiovisuel national », a aussi été décidée lors de ce congrès.

M^{me} Elisabeth Badinter, invitée, dimanche 8 mai, de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, a notamment déclaré à propos de la privatisation de la première chaîne : « Après tout, nous payons tous les ans une redevance et nous sommes un peu propriétaires de cette chaîne. Je trouve cela tout d'un coup et contre notre avis puisque tous les sondages montrent que les Français tiennent au service public ». M^{me} Badinter n'a pas exclu que « la colère des Français » puisse s'exprimer à ce sujet.

A. Rd.

UNE LETTRE DE M. SEYDOUX A M. LÉOTARD

La « 5 » est prête à abandonner ses privilèges cinématographiques

Malgré l'intention affichée par le gouvernement d'annuler son contrat de concession, M. Jérôme Seydoux, PDG de la « 5 », ne renonce pas à obtenir la révision de son cahier des charges. Après l'arrêt du Conseil d'Etat qui interdisait la programmation de films sur la télévision privée, M. Seydoux avait demandé une entrevue à M. François Léotard. Le ministre de la culture et de la communication ayant fait la sourde oreille, M. Seydoux lui écrit pour lui faire part de ses intentions. La « 5 » serait prête à s'aligner sur le régime des chaînes publiques pour la diffusion

des films. Elle renoncerait ainsi aux avantages que lui avait accordés le gouvernement socialiste en matière de délai, de quotas et de grille de programmation.

Il est peu probable que cette démarche modifie les intentions du gouvernement, qui laisse le soin à la Commission nationale de la communication de réattribuer le réseau de la « 5 ». Sans doute M. Seydoux songe-t-il surtout à nourrir son dossier pour le procès qui risque de l'opposer au gouvernement.

L'Oise-Liberté-Dimanche ne survit pas à la disparition de Marcel Dassault. L'hebdomadaire L'Oise-Liberté-Dimanche a fait paraître, vendredi 16 mai, son dernier numéro. Marcel Dassault avait créé ce titre en 1956, lors de son implantation dans l'Oise dont il fut l' élu depuis 1965. Vendu officiellement au prix symbolique de 1 F, l'Oise-Liberté-Dimanche, dont l'objectif était purement électoraliste, était en fait distribué à tous les foyers de la circonscription, puis, depuis l'instauration de la proportionnelle, du département. Les soixante

mille exemplaires de cet hebdomadaire rendaient fidèlement compte des activités des suppléants de Marcel Dassault et des interventions de ses amis politiques au conseil municipal de Beauvais. L'éditorial du dernier numéro précise que le décès de M. Marcel Dassault ne permet plus d'équilibrer l'exploitation de l'Oise-Liberté-Dimanche et que la raison même de son existence a disparu. Les quatre journalistes de l'hebdomadaire pourraient être intégrés à la rédaction de Jours de France.

EDITIONS L'ÉCRIT 48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique

RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques
Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

INTEGREZ LA PREMIERE ECOLE-ENTREPRISE DE COMMUNICATION

UNE ANNEE INTENSIVE DE FORMATION
AUX METIERS DE LA COMMUNICATION MULTIMEDIA
(INFORMATION, PUBLICITE, CREATION DE PROGRAMMES).
APPROCHE THEORIQUE ET TRAVAUX DE COMMANDES.
ADMISSION SUR CONCOURS POUR DIPLOMES
NIVEAU BAC + 4. 30 POSTES SEULEMENT.

Documentation et Inscriptions :
FONDATION POUR LES ARTS ET LES SCIENCES
DE LA COMMUNICATION
BP 67 - 44003 NANTES CEDEX - 40 35 79 80

SCIENCES

A LA RECHERCHE DE NOUVELLES SALLES

EDF ausculte la pyramide de Kheops

La pyramide de Kheops, la plus grande des trois pyramides construites non loin de Guiza n'a pas livré tous ses secrets. Dans cet ensemble, pourtant étudié dans le moindre détail depuis des lustres, deux architectes français, MM. Gilles Dormiou et Jean-Patrice Gordin, ont, en observant certains assemblages de pierres, eu l'intuition de l'existence de cavités inconnues - peut-être de nouvelles salles - construites dans la grande pyramide. Pour vérifier cette hypothèse, l'électricité de France, sollicitée par le ministère des affaires étrangères à la demande des autorités égyptiennes, a apporté un concours décisif.

En association avec la Compagnie de prospection géophysique française, auquel le producteur d'électricité français fait souvent appel pour détecter les cavités souterraines pouvant nuire à la construction de grands ouvrages (barrages hydrauliques, centrales nucléaires, etc.), EDF a pensé appliquer ces techniques d'analyse de la variation du champ de gravité terrestre, pour mettre au jour des structures inconnues dans la grande pyramide de Kheops.

Bien que les chercheurs restent encore prudents sur leur découverte, il semble bien qu'ils aient mis en évidence « une anomalie de densité » dans l'édifice qui pourrait être

caractéristique de l'existence d'une cavité ou d'une salle encore inconnue dans une partie du cloître conduisant à ce qu'on appelle la chambre de la reine. Rien de significatif n'a encore été découvert dans les couloirs menant à la chambre du roi. Mais il faut attendre que soient complètement dépoussiérées les données recueillies pour conclure définitivement.

La présence d'EDF dans ce type de recherche peut surprendre. Mais elle se justifie lorsque l'on sait que la direction des études et recherches d'EDF a, sous l'impulsion de M. Jacques Montluçon, participé depuis deux ans à quelques opérations d'archéologie sous-marine en offrant ses services dans le domaine de l'électrolyse et de la conservation d'objets anciens ayant longtemps séjourné dans l'eau de mer (Le Monde du 16 octobre 1985).

C'est à la suite de ces travaux que s'est nouée avec l'Egypte une coopération plus étroite dont le point d'orgue sera peut-être, dans les jours qui viennent, la découverte de l'épave du Patriote, l'un des bâtiments de la flotte affrétée pour la campagne d'Egypte par Bonaparte et sur lequel l'armée des savants avait embarqué l'essentiel de son matériel scientifique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

LA NAVETTE CONSACREE AUX MISSIONS MILITAIRES

Un strapontin pour les civils ?

La NASA refait-elle des lancements commerciaux quand les trois navettes qui lui restent seront à nouveau utilisables, à partir de l'été 1987 au plus tôt ? La Maison Blanche n'y est pas favorable. Elle voudrait consacrer les missions de la navette à des lancements de satellites militaires et à la préparation de l'IDS, puis à la mise en place de la station spatiale. Il ne serait pas interdit aux navettes d'emporter des satellites civils, mais peu de place leur serait laissée. Et la NASA ne devrait plus prendre de nouvelles commandes.

L'agence spatiale américaine est fortement opposée à cette perspective : son nouvel administrateur, M. James Fletcher, aurait, d'après certaines sources, mis sa démission dans la balance. La NASA a toujours dit que les missions commerciales rentabiliseraient à terme les navettes. Mais cette affirmation, qui n'a jamais convaincu les spécialistes, est devenue insoutenable après l'accident de Challenger. Le carnet de commandes actuel comporte trente et un satellites à lancer jusqu'en 1992, pour un montant total d'environ un milliard de dollars, soit bien moins que le seul coût de remplacement de Challenger. L'ensemble des dépenses engagées

après l'accident et celles qui seront nécessaires pour permettre aux trois navettes qui restent d'être à nouveau opérationnelles sont actuellement estimées à plus de 600 millions de dollars.

Le changement de politique s'inscrirait dans un plan d'ensemble prévoyant la construction d'une nouvelle navette et celle de nouveaux lanceurs lourds inhabités pour l'armée de l'air, 5 à 7 milliards de dollars seraient nécessaires pour ce programme.

Une nouvelle maquette de la station orbitale a été présentée par la NASA à Cap-Canaveral. Moins ambitieuse que la précédente version, elle comportera cinq modules pressurisés au lieu de sept, dont deux construits par l'Europe et par le Japon. Huit personnes pourraient y vivre, quatre plates-formes - deux américaines et deux européennes - s'ajouteraient à cet ensemble, et seraient utilisées pour les expériences ne requérant pas de présence humaine. On prévoit quatorze missions de navettes pour porter en orbite les éléments de la station, qui pourrait entrer en service en 1994, avec seulement les trois modules américains.

M. A.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 4228

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTELEMENT
f. Facile à manœuvrer. - II. Ravitaille certains rayons. - III. Agr. paracaul. - IV. Article étranger. Dans une échelle ou dans un échafaudage. - V. Mesure. A la particularité de nous crisp. - VI. A donc fait ses preuves. - VII. Dignité typiquement britannique. - VIII. Marque d'infériorité. Fait partie des violons. - IX. Réalisateur américain de cinéma. Forme de cœur. - X. C'est le meilleur. Abréviation d'un axe. - XI. Ille. Il bichonne en bouchonnant. Jeu.

VERTICALEMENT
1. S'endort peut-être sur son travail. - 2. Un terme pour un terme. - 3. Service à rendre. Se font avec.

précision ou désignent vaguement quelque chose. - 4. Ce qu'on peut faire lorsqu'on a des lettres. Sans aide. - 5. L'art du raccourci. Démonstratif. - 6. Calife musulman. Assemblage de planches. - 7. Marche toujours jusqu'à être épuisé. - 8. Grande concentration qui permet de remettre de l'ordre dans ses idées. - 9. Se dit d'une chose tout à fait naturelle. Sa lecture demande un certain travail de tête.

Solution du problème n° 4227
Horizontalement
I. Monte-plats. Poil. - II. Abeille. Eunecte. - III. Na. Sœur. Cou. Os. - IV. Glas. Brière. Lui. - V. Oedème. Sue. - VI. Art. Let. Etiole. - VII. Numismates. Aser. - VIII. Erine. Etrille. - IX. Négociant. C. Ur. Ton. Email. - X. Espérez. An. Lai. - XII. As. In. Ce. Noceur. - XIII. Isole. Reg. Li. - XIV. Sat. Epris. Vins. - XV. Eclosion. Foulée.
Verticalement
1. Mangonneau. Aisé. - 2. Obole. Ur. Ressac. - 3. Né. Adamites. Oïl. - 4. Tisserin. Pie. - 5. Elu. Mésententes. - 6. Plébe. Or. Epi. - 7. Leur. Laennec. Ro. - 8. Risette. Serin. - 9. Tê. Euterpe. Es. - 10. Sacre. Siamang. - 11. Noël. Llanos. - 12. Pen. Etals. Vn. - 13. Oc. Ossile. Il. - 14. Hon. Le. Aulse. - 15. Lésinerie. Irisé.

GUY BROUTY.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanent téléphonique / permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

RELIGION

UNE ENCYCLIQUE CONSACREE AU SAINT-ESPRIT

Au cœur du schisme de l'orthodoxie

De notre correspondant

Cité du Vatican. - « Dominum et vivificantem » (« Il est Seigneur et il donne la vie ») : tel sera le titre de la cinquième encyclique de Jean-Paul II, consacrée à la troisième personne de la Trinité, le Saint-Esprit, qui sera rendue publique le 30 mai prochain.

Le pape l'a annoncé le 18 mai à la fin de son homélie dominicale prononcée place Saint-Pierre devant une dizaine de milliers de fidèles : « Je ne voulais pas que s'achève la solennité de la Pentecôte sans en anticiper la nouvelle à la communauté chrétienne ».

Selon la tradition chrétienne, c'est en effet cinquante jours après Pâques que le Saint-Esprit est descendu sur les apôtres. « Dominum et vivificantem » : c'est par cette phrase du Credo, tel qu'il a été défini il y a seize siècles aux conciles de Nicée (325), puis de Constantinople (381), que commence le texte de la nouvelle encyclique. Le pape a tenu à souligner qu'elle sera le dernier élément d'une « trilogie trinitaire » qui avait commencé avec les deux premières encycliques du pontificat consacrées « au fils » (« Redemptor hominis ») ; en 1979, puis « au père » (« Dives in misericordia »), en 1980.

« Je confie ce nouveau texte au Saint-Esprit. Je l'ai préparé avec un profond amour pour lui et pour l'Eglise et j'espère qu'il suscitera

chez les fidèles une plus vive dévotion envers la troisième personne de la Trinité, à qui le Christ a confié la tâche de guider son Eglise à la vérité toute entière », a affirmé Jean-Paul II.

Un nouveau texte pontifical sur le schisme orthodoxe avait en effet porté sur cette question de la définition du Saint-Esprit. Dans leur liturgie, les Eglises d'Orient rappellent que ce « souffle », cet « esprit », vient « du père par le fils ». L'Eglise romaine, en revanche, évoque dans son Credo « le père et le fils » : c'est ce qu'on a appelé la querelle du « filioque ».

Il est probable que le texte de l'encyclique aborde ces divergences sur la structure de la Trinité. Mais, en soulignant l'importance de cette troisième personne de la Trinité, le pape souhaite aussi affirmer le caractère surnaturel et spirituel de l'Eglise, aussi bien vis-à-vis des « mouvements charismatiques » qui trouvent leur inspiration dans ces références à ce « souffle divin » que par rapport aux sectes, dont le développement, notamment dans le tiers-monde, commence à préoccuper le Saint-Siège, comme en témoigne la publication il y a moins d'un mois d'un document consacré à ces « nouveaux mouvements religieux ». (Interim).

LOTTO N° 20 TIRAGE DU SAMEDI 17 MAI 1986

5 13 15 17 26 41 46

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 21 MAI 1986 ET SAMEDI 24 MAI 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	7 4 390 530,00 F
5 BONS N° + complémentaire	25 153 695,00 F
5 BONS N°	2 038 5 925,00 F
4 BONS N°	124 708 95,00 F
3 BONS N°	2 207 315 11,00 F

BONUS DU SAMEDI 140 775

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE, 11,00 F x 2 = 22,00 F

JEU GAGNANT N° 39

LOTTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 LORIENT	CLIMPER	9 ARBEVILLE	VALENCIENNES
2 TOURS	ORLANS	10 MULHOUSE	GUERLIGNON
3 NORT	LIMOGES	11 THIONVILLE	BEZANCON
4 RED-STAR	ROUEN	12 ST-ETIENNE	LYON
5 CAEN	R.C. PARIS	13 LE PUY	GRENOBLE
6 CHALMONT	MONTCEAU	14 ALÈS	MONTPELLIER
7 REIMS	SEDAN	15 MARTIGUES	BÉZIERS
8 BEAUNAIS	DUNKERQUE	16 NIMES	CANNES

Tirage des 7 Numéros de la Chance du Dimanche 18 Mai 1986 : 1 2 5 6 8 9 13

PIERRE GUILLEME

Du désespoir au salut. Les tuberculeux

De la prise en charge à la guérison, de la tuberculose, les causes, les modes de transmission, les traitements, les médicaments, les nouvelles techniques de diagnostic.

Aubier

Le Monde ECONOMIE

Nuages sur le nucléaire

Le nucléaire est-il une énergie d'avenir et qui le restera ? La catastrophe de Tchernobyl, premier accident majeur de sa courte histoire, tombe on ne peut plus mal. Après avoir été un mythe dans les années 50 et le grand espoir des deux décennies suivantes, l'électricité nucléaire traverse, depuis 1979 une crise majeure au niveau mondial. Le secteur commençait seulement à en entrevoir la sortie.

Le désastre soviétique, réveillant les résistances politiques et sociales, remet tout en question et conduit plus que jamais à s'interroger sur la place future du nucléaire dans le bilan énergétique. Toujours marginal, puisqu'il représente moins de 4 % de la consommation mondiale d'énergie - et 15 % de la production d'électricité - il a de très fortes chances de le rester encore longtemps. Au vu des programmes

confiance. Dans les pays développés, les deux chocs pétroliers et la récession économique ont nettement infléchi la croissance de la consommation d'électricité. Ayant tablé sur une progression accélérée et investi en conséquence, de nombreuses compagnies d'électricité se retrouvent menacées ou encombrées de surplus, ce qui compromet leur rentabilité : le nucléaire, comme l'hydroélectricité, supposant des investissements très lourds, il est vital, pour obtenir un coût de revient satisfaisant, de faire tourner les centrales à plein régime. En 1983, selon l'Agence internationale de l'énergie, le surplus de capacité électrique atteignait 90 gigawatts (milliards de watts) sur un total de 1 320 gigawatts dans les pays de l'OCDE.

Moins indispensable, le nucléaire est aussi devenu dans la plupart des cas moins rentable. Contrairement à ce qu'atten-

Après Tchernobyl, l'atome encore plus marginalisé

France, remis dans les cartons. Même dans l'Hexagone, où le choix nucléaire est irréversible et les résultats économiques bien meilleurs qu'ailleurs, le rythme d'engagement des tranches est revenu de six à une par an, et la construction en série de surgénérateurs a été repoussée au siècle prochain.

Les généralisations sont difficiles, chaque programme constitue un cas particulier ; mais aujourd'hui on peut dire grosso

technologie craignant qu'ils n'utilisent l'énergie nucléaire comme base de départ d'une industrie militaire. Il s'agit par exemple de l'Afrique du Sud, du Pakistan, de l'Iran ou de l'Irak.

Le blocage des décisions d'investissement, alors que la consommation d'électricité continue de croître lentement, et l'absence d'alternative évidente au nucléaire pour la production de cette électricité conduisent toutefois l'industrie à reprendre

par les produits pétroliers, surtout le fuel. Ainsi, même en France où le kilowatt nucléaire est l'un des moins chers du monde, EDF estime que la baisse du prix du fuel lui fera perdre cette année un marché potentiel de 1 milliard de kilowatts/heure.

Quant à la catastrophe de Tchernobyl, elle risque de renforcer les réticences des pays développés, même les plus décidés. Le Japon, par exemple, pourrait éprouver des difficultés accrues pour trouver de nouveaux sites. Elle peut aussi affecter les programmes des deux seuls groupes

grammes des autres pays du bloc, faute de capacités de construction.

Dans les pays du tiers-monde, cet accident pourrait aussi avoir des répercussions. Au vu des difficultés soviétiques pour maîtriser la catastrophe, on comprend qu'il est vital, pour tout pays désirant se lancer dans le nucléaire, d'avoir les potentiels techniques et administratifs permettant de faire face à un événement par nature imprévisible. On imagine ce que pourraient être les conséquences d'un tel désastre dans des pays comme l'Egypte, la Turquie, le Pakistan,

« Le problème des pays industrialisés, explique un observateur, est qu'ils ont conçu des outils nucléaires adaptés à leurs propres besoins. Ceux-ci sont pour la plupart déjà satisfaits ou sur le point de l'être. Mais ils n'ont pas pris en compte jusqu'ici les besoins du tiers-monde, qui constitue pourtant le seul vrai marché d'avenir. »

Dans leur ouvrage, écrit avant la catastrophe, MM. Chevallier, Barbet et Benzoni, déjà, mettaient en doute la possibilité pour l'électricité nucléaire d'atteindre la part pourtant modeste de la consommation mondiale - 7 % - que lui attribuaient la plupart des études prospectives pour l'an 2000. « L'aggravation des tensions économiques et sociales internes à la filière nucléaire (...) conduit à s'interroger non pas sur l'avenir de cette énergie, mais sur sa capacité à fournir une alternative satisfaisante à la crise énergétique mondiale », écrivaient-ils.

Des 600 000 mégawatts de puissance prévus au début des années 70, seulement un tiers (220 000 mégawatts) sont aujourd'hui produits. Les constructeurs prévoyaient jusqu'ici, au vu des programmes connus, un doublement de cette puissance à la fin du siècle. « Une vue conservatrice », assuraient-ils. Va-t-elle se révéler optimiste ? En tout état de cause, ce n'est pas demain que le nucléaire débordera le pétrole.

VÉRONIQUE MAURIS.

LES « RÉSERVÉS »

Pays (1)	Réacteurs installés (au 1-1-86)	Réacteurs en construction (au 1-1-86)	Commandes et (projets)
Etats-Unis* (15,5 %)	97	30	2
Allemagne fédérale*	19	7	1 (+3)
Canada* (12,8 %)	17	6	(1)
Suède* (12,3 %)	12	7	(1)
Royaume-Uni* (12,2 %)	38	4	1
Belgique (59,8 %)	8	—	(1)
Suisse (38,8 %)	5	2	—
Finlande (38,2 %)	4	—	(1)
Afrique du Sud (7 %)	2	—	—
Argentine (11,4 %)	2	1	—
Yugoslavie (6 %)	1	—	(1)

* Les pays signalés d'un astérisque ont annulé des réacteurs en commande ou en construction.
(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du nucléaire dans la production électrique de chaque pays.

lançés, ce sera maintenant miracle s'il parvient à plus que doubler à la fin du siècle sa part du « gâteau énergétique ».

Fleuron de la technologie, cette « énergie de l'an 2000 » devait, pensait-on au début des années 70, assurer la relève des sources traditionnelles - charbon, pétrole, gaz - sur le déclin. Les prévisions de l'OCDE, en 1970, avant même le premier choc pétrolier, tablèrent sur une puissance installée, en 1985, de 600 000 mégawatts, soit près de trente fois les capacités alors disponibles. Limité à cinq grandes puissances en 1960 (1), le club des fervents du nucléaire civil s'élargissait rapidement : dix pays en 1965, quinze en 1970, dix-neuf en 1975.

Un coup de foudre

L'envolée des prix du brut, après 1973, donna un coup de foudre décisif aux programmes. Comme l'expliquent les professeurs Jean-Marie Chevallier, Philippe Barbet et Laurent Benzoni dans leur récent manuel *Economie de l'énergie* (2), l'industrie nucléaire, après une première phase consacrée au développement de filières nationales, puis, surtout, soutenues par les Etats, se lance après 1974 et jusqu'en 1979 à la « conquête du marché mondial ». En dix ans, de 1970 à 1980, la capacité installée est multipliée par près de sept.

LES « PERSÉVÉRANTS »

Pays (1)	Réacteurs installés (au 1-1-86)	Réacteurs en construction (au 1-1-86)	Commandes et (projets)
France* (64,8 %)	44	17	2 (+2)
Japon (23 %)	33	11	7 (+13)
Espagne* (22 %)	8	6	3
Taiwan (32 %)	6	—	(2)

* Les pays signalés d'un astérisque ont annulé des réacteurs en commande ou en construction.
(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du nucléaire dans la production électrique de chaque pays.

Toutefois, ce boom est de courte durée. Le nucléaire, porteur d'espoir, n'a pas tenu ses promesses. Après l'accident, pourtant bien maîtrisé, de Three Mile Island en 1979, une remise en cause quasi générale des programmes se développe, particulièrement dans les pays anglo-saxons qui avaient jusqu'à été à l'avant-garde du développement.

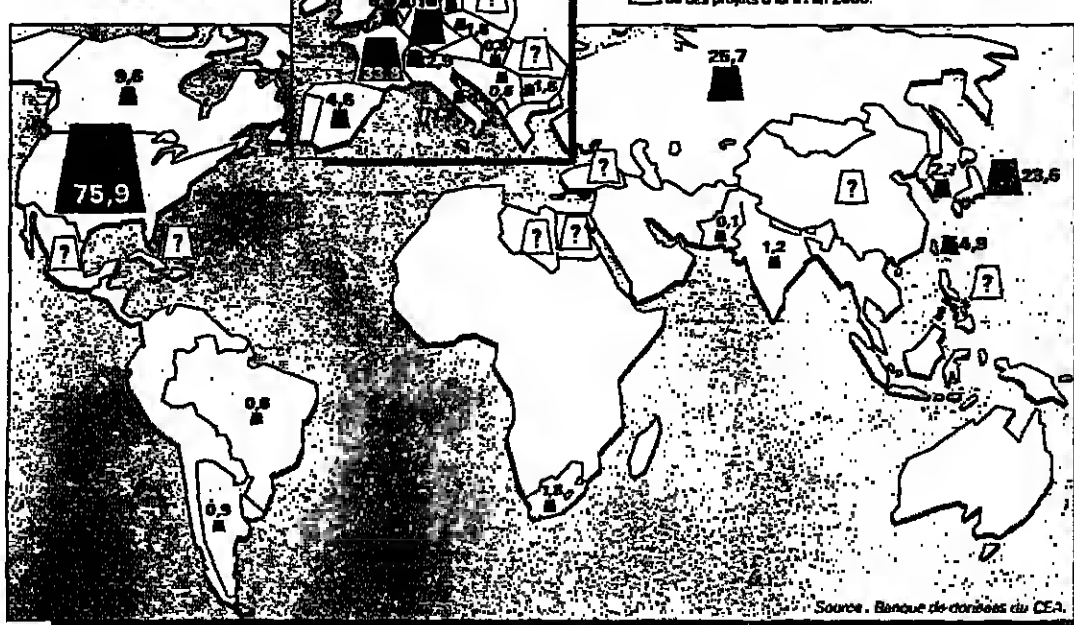
Le nucléaire est confronté à une triple crise : crise de débouchés, crise financière et crise de

confiance. Dans les pays développés, les deux chocs pétroliers et la récession économique ont nettement infléchi la croissance de la consommation d'électricité.

Aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Suède, en Espagne, en Suisse, au Canada, en Belgique, aucune nouvelle commande n'a été passée depuis 1981. On se contente de laisser les programmes en construction courir sur leur erre.

Les projets de réacteurs à neutrons rapides, les surgénérateurs, considérés comme la seconde génération nucléaire, sont, sauf en

Le club du neutron :
10 pays en 1965
19 en 1975
26 en 1985



modo que des quelque trente-cinq pays possédant des centrales nucléaires ou se préparant à en installer, seuls une dizaine, appartenant pour la plupart au Comecon, conservent des programmes très ambitieux. Une partie des autres ont très fortement ralenti ou arrêté leurs programmes. Un tout petit groupe, parmi lesquels la France et le Japon, poursuit encore son effort, mais à un rythme modéré. Enfin restent une

espoir depuis un an. En 1985, pour la première fois depuis treize ans, aucune annulation de commande n'a été enregistrée dans le monde.

Dans un certain nombre de pays, jusque-là plus ou moins échaudés, comme les Etats-Unis, la Suède ou les Pays-Bas, les autorités semblaient prêtes à revenir sur certaines dispositions réglementaires ou politiques entravant le développement du nucléaire

de pays ayant de fortes ambitions : le Comecon et les pays du tiers-monde.

On ne connaît pas encore l'origine de l'accident, mais il a des chances de ralentir un moment le développement de la filière soviétique concernée. Si Moscou décide de reporter tous ses efforts sur l'autre filière, proche des techniques américaine et française, qu'elle a développée, cela risque d'affecter par ricochet les pro-

LES « AMBITIEUX »

Pays (1)	Réacteurs installés (au 1-1-86)	Réacteurs en construction (au 1-1-86)	Commandes et (projets)
URSS (11 %)	51	33	22 (+17)
RDA (12 %)	5	6	(3)
Belgique (30-33 %)	4	3	5
Tchecoslovaquie (14,5 %)	5	11	2
Hongrie (2,5 %)	2	2	2 (+2)
Italie (2,6 %)	7	4	4 (+10)
Corée du Sud (2,7 %)	4	5	(2)
Pakistan (1,5 %)	1	—	(1)
Israël (1,5-2 %)	1	2	—
Inde (3,8 %)	3	3	2 (+2)
Pays-Bas (6,1 %)	2	—	(2)

* Les pays signalés d'un astérisque ont annulé des réacteurs en commande ou en construction.
(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du nucléaire dans la production électrique de chaque pays.

petite dizaine de pays, pour la plupart du tiers-monde, qui souhaitent se doter d'une capacité nucléaire d'ici à la fin du siècle.

Si dans les pays développés, l'essor du nucléaire se heurte encore surtout à l'incertitude planant sur les débouchés et à l'opposition politique, les pays du tiers-monde, eux, sont confrontés à d'autres obstacles, d'ordre essentiellement financier ou structurel. Leur endettement ne permet pas à des pays comme le Brésil, le Mexique, l'Egypte de financer les investissements nécessaires. La Chine même vient, pour des raisons analogues, de repousser le lancement d'un programme jusqu'à présent très ambitieux.

En outre, dans de nombreux cas, la faiblesse des réseaux électriques de distribution et des ingénieurs formés localement n'est guère compatible avec l'installation d'outils aussi puissants et sophistiqués que les réacteurs nucléaires. Enfin, quelques pays sont bloqués pour des raisons politiques, les Etats détenteurs de la

depuis huit ans. Ce « frémissement » mettait un peu de baume au cœur des industries exportatrices mondiales (3) dont, sauf l'Union soviétique - chargée du programme organisé dans le cadre du Comecon, - les carnets de commandes restaient désespérément plats depuis six ans.

Des réticences

Toutefois, la chute des prix du pétrole, la crise financière aggravée du tiers-monde et la catastrophe de Tchernobyl risquent de tuer cet espoir. La plongée récente des cours du brut augmente en effet l'incertitude pesant sur l'évolution à terme de la consommation d'énergie, et sur le poids respectif des différentes sources. Certes, le nucléaire demeure pour la production d'électricité, largement moins cher que le pétrole même à ses prix actuels, et souvent concurrentiel avec le charbon (sauf dans les pays gros producteurs).

Mais au niveau du consommateur final, l'électricité, elle, est désormais vivement concurrencée

LES « CANDIDATS »

Pays	Réacteurs installés (au 1-1-86)	Réacteurs en construction (au 1-1-86)	Commandes et (projets)
Roumanie	—	4	2 (+1)
Pologne	—	2	3 (+1)
Philippines	—	1	—
Cuba	—	2	(2)
Mexique	—	2	—
Chine	—	1	(2)
Turquie	—	—	1
Libye	—	—	1
Egypte	—	—	(1)

(1) Etats-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale.

(2) *Economie de l'énergie*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, 1986, 366 pages, 198 F.

(3) Etats-Unis, Union soviétique, Canada, France, RFA, Suède, Royaume-Uni.

Faites vos séminaires dans un Monument Historique.

625^F

Découvrez le charme unique d'Holiday Inn République. L'hôtel idéal pour vos séminaires (hôtel 4 étoiles, salle pouvant contenir 300 personnes, 16 salles de réunion, équipement audiovisuel très complet).

625 F. Ce prix comprend par personne :
• Hébergement en chambre double (215 F de supplément pour une chambre individuelle)
• Petit déjeuner buffet américain.
• 1 salle de réunion.
• 2 pauses café.
• Déjeuner avec boissons et café compris.
• Offre valable du 1/7/86 au 31/8/86, selon disponibilité et réservation préalable : 10 place de la République - Paris 75011
Tél. : (1) 43 55 44 34 - Téléc. : 210651 Holiday F.

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn
Place de la République, Paris

هكذا من الالاحل

La chronique de Paul Fabra

Le risque dominant

NOS gouvernements ont - ce n'est pas un nouveau phénomène - les yeux fixés sur l'Allemagne fédérale. Ils ont raison dans la mesure où ce pays est notre principal client et notre principal fournisseur, et au-delà des relations purement commerciales, notre partenaire à beaucoup d'égards le plus important. Ils n'ont pas non plus tout à fait tort dans la mesure où ils scrutent l'évolution de la situation économique et financière outre-Rhin, non seulement pour en tirer d'utiles indications concernant la conjoncture, mais aussi pour s'inspirer des décisions qui sont prises à Bonn et à Francfort en ce qui concerne la politique des finances publiques, des taux d'intérêt, etc. S'il faut absolument un modèle, celui-ci, il faut en convenir, n'est pas le plus mauvais qu'on pourrait trouver.

Il n'empêche que les admirateurs du modèle allemand courent le risque qui guette tous les imitateurs. Ce risque est de surestimer la valeur exemplaire de ceux que l'on cherche à égaler. Il est presque impossible de l'éviter, car, en accordant en toutes circonstances le bénéfice du doute à ceux qu'on regarde comme les représentants de la sagesse, on justifie le choix qu'on a fait de régler sa propre action sur la leur.

Bien qu'il ne s'agisse encore que d'estimations provisoires, éminemment révisables, les plus récentes indications chiffrées sur les performances de l'économie allemande ne sont pas aussi bonnes, sauf en ce qui concerne l'inflation - je reviendrai sur ce point capital - que celles que le chancelier Kohl et ses ministres avaient quasi triomphalement annoncées à Tokyo. Le ministre de l'économie, chef du petit parti libéral,

M. Bengemann, avait été à cette occasion jusqu'à dire : « On nous demande de jouer les locomotives, mais c'est inutile puisque nous sommes déjà cette locomotive de l'économie européenne. »

Selon les différents instituts de conjoncture, notamment celui, réputé, de Munich, ainsi que les experts de la Bundesbank, l'activité se serait sensiblement ralentie depuis le début de l'année. Par rapport à la même période de 1985, la croissance na serait que de 2 %. Il est encore trop tôt pour en conclure que la prévision du gouvernement fédéral - équivalente pratiquement à une promesse - d'une croissance de 4 % pour l'année en cours ne sera pas vérifiée.

La question est cependant déjà posée. Elle l'est d'autant plus que l'an prochain sera considérable étant donné la valeur de test politique attachée en Allemagne, comme on l'a déjà rappelé dans cette chronique, à l'élection qui aura lieu au mois de juin en Basse-Saxe. La coalition des socialistes et des Verts sortirait-elle victorieuse des urnes avec une avance confortable que le paysage politique de la République fédérale pourrait s'en trouver transformé.

La perspective, si elle se confirme, d'une majorité à l'échelle nationale des « rouges » et des Verts pourrait, dès ce printemps, faire sentir ses effets sur l'Allemagne, provoquant par exemple un spectaculaire retournement des mouvements de capitaux, qui prendraient à nouveau la direction des États-Unis.

Les raisons mises en avant par les observateurs allemands, et notamment, à leur corps défendant, par les économistes de la Bundesbank, pour expliquer le ralentissement sont peut-être plus intéressantes encore que le phénomène lui-même. La première est la diminution des commandes à l'exportation, celles notamment qui émanent de l'URSS, dont la RFA est le plus important fournisseur capitaliste. On peut penser que le chute du prix du pétrole a déjà fortement réduit les recettes soviétiques en devises.

A deuxième raison enfin reconnue est qu'on assiste actuellement en Allemagne, et pas seulement dans les industries utilisatrices de produits pétroliers, à un extraordinaire renversement des anticipations. Les stocks, dont les variations, comme on sait, jouent un rôle prépondérant dans la cycle économique, ne se gonflent pas, en dépit de l'ineffectuation gouvernementale à l'expansion. On n'avait pas vu depuis au moins deux générations un pareil comportement de la part des industriels et des commerçants de gros : ils diffèrent leurs achats dans l'attente de prix plus bas.

On constate en France, dans plusieurs secteurs, notamment dans la chimie, la même spirale défensionniste. Bien fini est le temps où l'on se précipitait sur les marchandises parce qu'on redoutait de les payer plus cher demain et à un prix encore plus élevé après-demain. On espère aujourd'hui les obtenir à meilleur compte dans les

mois suivants. Cela n'empêche pas les gouvernements de continuer à être obnubilés par l'indice des prix à la consommation.

Les Français sont particulièrement impressionnés de voir les Allemands prévoir pour cette année une inflation zéro, sinon négative. Sans doute feraient-ils mieux de porter leur attention sur les indices de prix de gros plus propres à faire comprendre les réactions des producteurs. Cet indice accuse non seulement en Allemagne mais dans pratiquement tous les pays industrialisés, y compris donc la France, une baisse depuis le 1^{er} janvier qui atteint un rythme annuel 6 à 8 %, parfois davantage.

Imparturbablement, la Bundesbank règle sa politique sur le danger désormais probablement mythique de l'inflation. Elle s'oppose de toutes ses forces - ce qui a impressionné, comme on le sait, Paris - à une nouvelle et significative baisse des taux d'intérêt. C'est globalement qu'il faut juger une politique. Au moment où la coalition conservatrice-libérale a succédé à Bonn au gouvernement socialiste-libéral de Helmut Schmidt, le taux de chômage était en Allemagne de 7,5 %. Il dépasse aujourd'hui 9 %. Cette évolution est d'autant plus dramatique que le risque dominant a changé de signe. La probabilité d'un dérapage inflationniste est désormais faible, celle d'un dérapage déflationniste se fait de plus en plus précise.

Que le défi lancé aux dirigeants européens soit global, leur succès ou leur échec devant être mesurés tant à

l'aune de la stabilité monétaire retrouvée qu'à celle de l'emploi, il est encore moins possible d'en douter si l'on tient compte des derniers développements politico-économiques que l'on constate de l'autre côté de l'Atlantique. Le vote par vingt voix contre zéro, au sein de l'influence commission financière du Sénat, d'un projet de réforme réduisant considérablement la progressivité de l'impôt sur le revenu, qui ne comporterait plus que deux taux, l'un à 15 % et l'autre, pour les hauts revenus, à 27 % (1), a révélé une remarquable évolution au sein du monde politique et de l'opinion publique.

L'existence plus à ce jour, aux États-Unis, d'opposition à l'idée d'une réforme de la fiscalité comportant un abaissement substantiel du taux marginal d'imposition (le taux marginal est celui que l'on paie pour un franc de revenu supplémentaire) ayant pour contrepartie un élargissement de l'assiette de l'impôt par suppression de la plupart des exemptions et déductions (y compris, sauf pour l'achat de l'habitation principale et d'une résidence secondaire, du taux d'intérêt des emprunts). Supposons, ce qui est possible, qu'une telle réforme soit votée dans les mois prochains. N'aurait-elle pas pour conséquence d'accroître l'attrait des États-Unis non seulement pour les capitalistes en quête de placements bon marché (le dollar est bas) et rémunérateurs, mais aussi pour des milliers et des milliers de jeunes cadres salariés allemands, scandinaves, britanniques, et pourquoi pas, français ?

(1) Il est vrai que le projet du Sénat aurait pour conséquence de porter effectivement à 32 % le taux d'imposition pour les revenus élevés entre 75 000 et 150 000 dollars (le taux revenant à 27 % au-delà).

A travers les revues françaises

La théorie économique de M. Raymond Barre

LA littérature scientifique s'enrichit de deux nouvelles publications, la *Revue française d'économie* et les *Annales d'économie et de statistique*.

La *Revue française d'économie* s'ouvre sur un « Entretien avec M. Raymond Barre », dont le titre aurait pu être : « La théorie économique de M. Raymond Barre » (1). Celui-ci reflète à l'efficacité de la politique économique, remise en cause par la théorie des anticipations rationnelles. L'ancien premier ministre n'est pas loin de penser, comme les tenants de cette théorie, que les agents économiques analysent aussi bien que l'État la situation économique.

Il n'en déduit pas pour autant, comme le fait la théorie, que la politique économique est inefficace. Il estime, au contraire, que la politique économique doit être pratiquée sans changement pendant un temps assez long pour persuader les agents qu'il n'y aura pas de retournement de situation et que la politique ne sera pas changée au gré des vents. De ce point de vue, M. Raymond Barre se situe aux antipodes d'une politique de stop and go.

Reste alors à avoir de bons critères d'évaluation de la situation économique. De ce point de vue, l'ancien premier ministre préfère se référer à un ensemble de critères. Il ne lui semble plus possible de s'en tenir à des notions simplistes comme celle « du » taux d'intérêt, comme s'il n'y en avait qu'un seul, ou de « la » masse monétaire, comme si les frontières entre ses différentes composantes n'étaient pas largement des conventions.

Sur le chômage, M. Raymond Barre estime que son importance actuelle résulte de l'inflation des années antérieures. Au début des années 70, les entreprises ont conservé des sureffectifs, trop bien rémunérés, du fait du prolongement de la crise, l'augmentation du chômage a été d'autant plus brutale. Actuellement, estime-t-il, il faudrait relancer l'investissement de capacité, et non l'investissement de rationalisation, car, citant Adam Smith, « l'emploi est limité par le capital ».

Enfin, M. Raymond Barre analyse l'impact du niveau élevé des taux d'intérêt réels. Ce niveau dépend, pour une part, du besoin de financement des administra-

tions, c'est-à-dire du déficit budgétaire ; mais il dépend aussi de la parité monétaire, ce particulier avec le deutchemark. Le développement du système financier avec ses très nombreuses innovations n'est pas sans danger, si le rendement des actifs financiers reste durablement supérieur au rendement des actifs physiques : on aura, en effet, tendance à placer les excédents de trésorerie sur le marché financier plutôt qu'à les investir.

Les femmes et le chômage

M. Edmond Malinvaud analyse, dans la même revue, « Les causes de la montée du chômage » (2). Deux facteurs principaux expliquent l'évolution de la population active : la démographie et le taux d'activité des femmes. Le pur effet de la démographie a fait augmenter la force de travail de 201 000 personnes entre 1975 et 1982, puis de 208 000 entre 1982 et 1984, pour une augmentation totale de la force de travail de 242 000 personnes entre 1975 et 1982, puis de 23 000 personnes entre 1982 et 1984.

Au cours de ces années 1982-1984, le taux d'activité des hommes, quel que soit leur âge, a fait diminuer la force de travail de 280 000 unités. L'augmentation rapide du taux d'activité des femmes démarre en 1967, à l'époque où la situation sur le marché du travail commence à se détériorer. Actuellement, le taux d'activité des Françaises est identique à celui des Américaines, mais la durée du travail est plus importante chez nous. Il en est résulté une augmentation de la force de travail égale à 113 000 personnes entre 1968 et 1975, puis de 156 000 personnes entre 1975 et 1982, enfin de 95 000 personnes entre 1982 et 1984.

Face à une offre de travail par les ménages en croissance rapide, la demande par les entreprises est restée globalement à peu près stable, s'accroissant dans le service et diminuant dans l'agriculture, l'industrie et le bâtiment. Cette quasi-stabilité de l'emploi depuis 1973 s'explique par la baisse de la demande de biens adressée aux entreprises françaises.

Comment caractériser la situation des dix dernières années ? La profitabilité des entreprises a baissé de 1972 à 1976-1977, aug-

ment en 1978-1979, puis est passée par un point bas, soit 1,9 %, en 1981. Elle a de nouveau augmenté jusqu'à atteindre 2,7 % en 1983-1984. Le taux d'utilisation des capacités de production a certes diminué depuis 1974-1979, mais d'un à deux points seulement.

La substitution du capital au travail s'est poursuivie, comme au début des années 60, probablement plus du fait que le travail devenait un facteur de production quasiment fixe que du fait de l'évolution relative des salaires et du coût du capital. Cependant, le facteur essentiel de l'explication de la stagnation de l'emploi depuis 1973 est l'évolution de la demande, intérieure et internationale. Tous les autres facteurs produisent leurs effets beaucoup plus lentement que la demande.

Le directeur de l'INSEE porte une attention toute spéciale au chômage frictionnel. Celui-ci a vraisemblablement augmenté, mais pas pour la raison souvent évoquée d'un décalage croissant entre les structures d'offre et de demande de travail : ce décalage croissant n'est en effet pas prouvé statistiquement. En revanche, deux raisons peuvent expliquer l'accroissement du chômage frictionnel : l'amélioration de la couverture sociale et l'accroissement du dualisme du marché du travail, opposant les travailleurs très qualifiés aux autres.

La revue de l'INSEE a publié, sans nom d'auteur idéologique, un article sur « Le coût des licenciements et son incidence sur l'emploi » (3). Les licenciements ont touché 430 000 personnes en 1984. On constate une grande différence entre les secteurs d'activité et entre les types d'entreprises. C'est dans le secteur du bâtiment et du génie civil que le taux de licenciement a été le plus fort, 7,9 % des effectifs en 1984, contre 4,9 % dans les industries de biens de consommation courante et 4,2 % dans les industries de biens intermédiaires ; au contraire, les organismes financiers et les assurances ont pratiquement assuré la garantie de l'emploi.

Le taux de licenciements décroît très sensiblement avec la taille des entreprises. Sur un total de 430 000 licenciements,

Aux antipodes du stop and go

par DANIEL VITRY (*)

123 000 ont été prononcés à la suite d'un règlement judiciaire ou d'une mise en liquidation de biens. Depuis 1975, ces causes de licenciements ont toujours oscillé autour de 30 % du total.

Combien les licenciements coûtent-ils à l'entreprise ? L'évaluation n'est pas aisée. L'article retient comme coût le salaire versé pendant la période de préavis, estimant que la productivité du salarié pendant cette période est à peu près nulle. Il faut y ajouter les indemnités de licenciement, c'est-à-dire au moins un mois de salaire après dix ans d'ancienneté, ainsi que des coûts dus aux délais administratifs.

Les coûts strictement réglementaires s'élèveraient à 48 000 francs en moyenne par personne licenciée. Il faut cependant ajouter des coûts dus aux refus de l'administration (15 % des demandes ne sont pas acceptées par l'inspection du travail) et au contentieux, c'est-à-dire environ 14 600 francs par personne licenciée.

La suppression de l'autorisation administrative de licenciement

L'INSEE a recherché à chiffrer ce qui pourrait se produire si l'autorisation administrative de licenciement était supprimée le 1^{er} juillet 1986. Ici, il convient de bien distinguer deux types de délais, les délais administratifs, d'un côté, les délais d'ajustement économique, de l'autre. Les demandes de licenciements en cours portent sur 17 000 cas, ce qui se traduirait par autant de licenciements immédiats, puisque le délai administratif serait réduit à zéro. En outre, 41 000 refus de licenciements ont été prononcés par l'inspection du travail, qui se traduirait en quelques mois par autant de licenciements.

Cependant, tous les modèles économétriques intègrent des délais économiques d'ajustement de l'emploi effectif au niveau de l'emploi souhaité par les entreprises. Ces délais varient beau-

coup d'un modèle à l'autre ; ils sont, par exemple, de six à huit trimestres dans l'industrie pour le modèle DMS, mais seulement de quatre trimestres dans le modèle mini DMS, et de douze trimestres pour le modèle Mactric. Ce n'est qu'à supposer ces délais d'ajustement nuls, ce qui n'a pas la moindre justification économique, qu'on aboutit au chiffre de 200 000 licenciements évoqués par certains.

La suppression de l'autorisation administrative aurait deux effets différents. Le premier serait d'alléger les charges des entreprises, à production constante. Le second effet serait de diminuer les revenus et donc les dépenses des 58 000 personnes supplémentaires licenciées en 1986 (17 000 + 41 000). Le modèle de l'INSEE permet d'estimer que la mesure prise permettrait de voir augmenter, toutes choses égales en outre, le PIB de 0,1 % de plus en 1988, 0,2 % en 1989 et 0,3 % en 1990.

En termes d'emplois, cela se traduit, en 1990, par une hausse du chômage de 17 000 personnes par rapport à la situation de référence ; cela se traduit aussi par une hausse de 0,2 % du taux de marge brut des entreprises. Les auteurs soulignent que tous ces calculs font comme si la suppression de l'autorisation préalable de licenciement ne modifiait pas le comportement d'embauche des entreprises ; or il est évident que

celui-ci serait modifié, sans qu'il soit possible d'en chiffrer l'impact.

La seconde publication nouvelle à laquelle nous faisons allusion en commençant cette chronique sont les *Annales d'économie et de statistique* (4) publiées par l'INSEE dans le cadre de l'Association pour le développement et la recherche co économique et en statistique. Son premier numéro est intégralement consacré à l'économie industrielle vue d'un point de vue théorique et fortement formalisé.

Citons par exemple l'article de M. Jean Frayssse sur « L'existence des équilibres de Cournot : un tour d'horizon ». L'auteur s'interroge sur la situation d'une entreprise qui prend en compte la production des autres entreprises du secteur lorsqu'elle cherche à maximiser son profit.

(1) La *Revue française d'économie*, publiée par les Éditions Fayard, sous la direction de Gilles Etillard, Jean-Paul Fitoussi et François Sureau, N° 1, juin 1986.

(2) Edmond Malinvaud : « Les causes de la montée du chômage en France », *Revue française d'économie*, N° 1.

(3) IPECODE : « Le coût des licenciements et son incidence sur l'emploi », *Revue de l'INSEE*, N° 11, mars 1986.

(4) *Annales d'économie et de statistique*, N° 1, janvier-mars 1986, publié par l'INSEE.

CORRESPONDANCE

A propos de l'Asie centrale soviétique

A la suite de l'article publié dans « le Monde de l'économie » du 29 avril, sous le titre « Voyage en Asie centrale soviétique, entre Marx et Mahomet », M^{me} Françoise Barry, qui dirige le CEDUCEE (Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est), nous signale deux études sur cette région parues dans le *Courrier des pays de l'Est* : « Le dualisme du développement », de M^{me} Marie-Agnès Crosnier et Michèle Kahn dans le numéro 276 de cette revue mensuelle ; « Complémentarité et dépendances à l'égard de l'URSS », de M. Hervé Gicquel dans le numéro 277 (31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07).

M^{me} Barry souligne qu'il est possible de trouver dans ces études « un important complément d'information » sur les caractéristiques économiques de l'Asie centrale soviétique « à l'abandon main-d'œuvre que le pouvoir central tend à présent d'insérer dans de petites unités industrielles disséminées dans le pays, alors que la production colonnière de type colonial a provoqué un déséquilibre du développement et une dépendance très lourde ». Elle ajoute : « Mais le niveau de vie relativement élevé, obtenu grâce aux revenus de transfert et à une politique des prix favorable, contribue effectivement à maintenir à l'Asie centrale son statut de vitrine de l'Union soviétique, en tout cas à l'égard du tiers-monde, dont c'est le bus de visite obligatoire, et notamment lorsqu'il s'agit de représenter le monde musulman. »

TRANSPORTS
Un président

ENAGEMENT DU

es potions du

BAGAGE

Economie de

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

47 X 28040 Grenoble

76-42-4

économie

TRANSPORTS

Un président de la RATP bien embarrassant

En apparence, la cause est entendue : M. Claude Quin, dernier communiste à la tête d'une entreprise publique, vit ses derniers jours de président de la RATP. En refusant d'appliquer intégralement le plan d'économies exigées par MM. Edouard Balladur, ministre de l'économie, et Jacques Douffignies, ministre chargé des transports, M. Quin commet un acte d'indiscipline caractérisée qui devrait le faire tomber, à gauche certes, mais tout de même.

En réalité, M. Quin représentera pour le gouvernement au « caduc » de belle taille pendant les deux semaines qui restent, jusqu'au vendredi 30 mai, jour où le conseil d'administration de la RATP donnera tort ou raison à son président. En attendant cette échéance, quatre personnalités vont devoir pratiquer un jeu serré.

Un seul n'a rien à perdre : Claude Quin. Il a su « vendre » son action à une presse qu'il apprécie et qui le lui rend bien. Dans son numéro d'équilibre, qui exaspère autant ses cadres que ses camarades du parti, les syndicalistes de la Régie que les fonctionnaires des finances, il est parvenu à défendre la RATP. Cherchez la dialectique ! Communiste, il prêche la productivité économique, il fonde son action sur le dialogue social. Le gouvernement

socialiste veut-il lui imposer un directeur général ? Il obtient en échange deux cents créanciers d'emplois dans un budget 1986 plus serré. La Rne de Rivoli lui reprend des parts du Fonds de développement économique et social avantageux ! Il lui arrache une augmentation de capital de 1,8 milliard de francs. Scandale par le gouvernement. Chirac d'économiser 80 millions de francs de dépenses, en renonçant notamment à deux cents emplois, et 200 millions de francs d'investissements, il répond : non.

Pour lui, tant que la réforme du financement des transports parisiens ne sera pas engagée, imposer des économies, c'est excessif, annulerait vingt-cinq ans de politique en faveur des transports collectifs. Donc, c'est non ; mais il essaiera de faire quelques sacrifices quand même (le Monde du 15 mai).

Le deuxième protagoniste, lui, a beaucoup à perdre puisqu'il débute : c'est M. Jacques Douffignies, nouveau ministre des transports. Il semble avoir cherché à mettre M. Quin en porte à faux, soit par rapport à ses idées politiques, soit par rapport à son code de conduite des entreprises publiques. Il n'a pas pu prendre en défaut M. Philip Esseg, président de la SNCF nommé par le précédent gouvernement socialiste,

qui a astucieusement présenté de son propre chef un plan d'économies. Tout se passe comme s'il lui fallait, au moins, la tête du dernier président communiste en exercice. Mais il n'a pas eu à éviter certaines contradictions. Lui, le libéral, intervient dans les comptes et même dans la gestion quotidienne d'une entreprise en disant où et comment réaliser des économies et mettre fin à une grève de balayeurs. Il réagit à coup de communiqués pincés qui le placent en position d'infériorité. Et, au bout du compte, c'est lui, le libéral et le vainqueur, qui paraît agressif, et le communiste serin.

Le troisième protagoniste est M. Pierre Méhaignerie, qui, en tant que ministre de l'urbanisme, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, « coiffe » M. Douffignies. Taillé pour la cohabitation, il lui répugne de se livrer à une chasse aux sorcières. Il laisse son ministre délégué s'en débrouiller. Il ne lèvera pas le petit doigt pour sauver la mise de M. Quin, après tout adversaire politique, mais il ne participera pas à l'hallali.

Reste le maire de Paris et premier ministre, M. Jacques Chirac. L'issue de l'empoignade dépendra de lui. Pour le maintien - au moins provi-

REPÈRES

Essence : hausse de la consommation en France

La consommation de carburants a augmenté, en France, au cours des quatre premiers mois de l'année, du fait notamment de la baisse des prix, alors qu'elle avait diminué l'an dernier. De janvier à avril, les ventes d'essence - ordinaire et super - ont progressé de 2,4 %, celles de gasoil de 9,6 % et celles de kérosène de 8,2 %. De même, la demande de fioul domestique s'est accrue de 5,1 %. Seules les livraisons de fioul lourd, pour l'industrie, continuent de diminuer, à un rythme toutefois moins fort que l'an dernier : - 7,2 % au cours des quatre premiers mois de l'année contre - 20 % l'an dernier.

Inflation : baisse en Grande-Bretagne

En rythme annuel, l'inflation est revenue à 3 %, en avril, en Grande-Bretagne, son niveau le plus bas depuis dix-huit ans. Une désescalade, après le taux de 4,2 % enregistré en mars, qui est intervenue en dépit des effets de la hausse des impôts indirects annoncés lors du budget de la mi-mars par le gouvernement de Mme Thatcher. En avril 1985, l'inflation était encore de 6,5 %. Désormais, les analystes prévoient la poursuite du ralentissement de la hausse des prix, grâce notamment à la baisse des prix de l'énergie.

Production industrielle : stagnation en mars

La production industrielle (hors bâtiment) est restée stagnante en mars par rapport à février, selon l'indice général mensuel publié par l'INSEE. En série corrigée des variations saisonnières, cet indice (base 100 en 1970) s'est établi à 133 en mars, c'est-à-dire au même niveau qu'en février, et un point au-dessus de janvier 1986 et de décembre 1985. La moyenne mobile, sur trois mois, de l'indice de la production industrielle (hors BTP) est de 132 pour janvier à mars 1986, ainsi que de décembre à février 1986 et de 133 de novembre à janvier 1986.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AU CHEVET DE LA DATAR

Les potions du Dr Guichard

L'aménagement du territoire va-t-il enfin sortir de la période de flottement qui tarit son image depuis plusieurs années ? Le nouveau ministre en charge de ce secteur, M. Pierre Méhaignerie, le pense en tout cas. Il a rendu publics, le jeudi 15 mai, les noms des personnalités qui, autour de M. Olivier Guichard, à la fois président (RPR) du conseil régional des Pays de la Loire et inventeur, praticien, archiviste et « papa » de l'aménagement du territoire, siègeront à la commission chargée de redéfinir, vingt-trois ans après la création de la DATAR, les objectifs et les moyens d'une politique censée corriger les déséquilibres géographiques. Il s'agit de MM. Emile Arrighi de Casanova, ancien président du comité économique et social de Corse ; Roger Fauriol, directeur de l'ENA ; Jacques Maisonrouge, ancien président d'IBM World Trade Corp. ; Jacques Lesour, ancien président de la SEMA, professeur au Conservatoire des arts et métiers. Un sixième membre représentant la sensibilité rurale sera désigné dans les prochains jours.

La crise, la multiplication des bassins d'emplois sinistrés, la concurrence très vive que se livrent Etats et régions en Europe pour attirer les investissements américains ou japonais, la nouvelle donne de la décentralisation, les contraintes européennes et, à écouter M. Méhaignerie, « l'absence d'orientation politique claire depuis quelques années ont brouillé le message de cette politique ».

De sorte que chez les chefs d'entreprise, parmi les élus locaux et régionaux et à l'intérieur même de la majorité et du gouvernement, beaucoup s'interrogent sur la justification, aujourd'hui, de poursuivre une telle politique et de maintenir en l'état ce qui la symbolise, c'est-à-dire la DATAR.

Définir les priorités

M. Méhaignerie, lui, croit à une politique qui a porté ses fruits et qui veut réussir, se mise à jour moyennant des adaptations, voire des révisions déclinées. « Vous devez définir clairement les priorités », a dit le ministre à M. Guichard, et énumérer aussi les non priorités, ce qui sera évidemment le plus difficile. « Nous essaierons de ne rien considérer comme sacré », lui a répondu M. Guichard, qui a souhaité disposer jusqu'à la mi-octobre pour déposer ses conclusions. D'ici là, toutefois, il aura fallu tracer les principales lignes de force, ne serait-ce que pour les traduire dans le projet de budget 1987.

Ecarter entre deux légitimités et deux logiques : l'efficacité économique et la solidarité géographique - l'aménagement du territoire a besoin d'un bilan général de santé. Au-delà des potions immédiates qui pourraient ordonner le grand docteur Guichard, la commission mise en place peut utilement ouvrir un large débat dans le pays. C'est en ce sens que M. Méhaignerie espère voir « populariser » une politique un peu fanée.

FRANÇOIS GROSCHARD.

L'ARRÊT DES TRAVAUX DU PHARE D'OUessant

« Une remise en cause particulièrement grave » selon M. Le Pen

Après l'arrêt des travaux de construction du grand phare d'Ouessant par le gouvernement, M. Louis Le Pen, qui fut ministre de la mer de 1981 à 1984, a publié le communiqué suivant :

« La remise en cause d'une protection dont la France devait doter ses côtes à l'encontre des « chauffards de la mer » est particulièrement grave. L'implantation de l'aide majeure à la navigation, la décision approuvée par toutes les formations politiques en 1982, devait permettre :

« - de fournir à tout navire, quels que soient ses équipements, un point de repère pour franchir le passage entre l'Atlantique et la Manche ;

« - de repousser plus loin de nos côtes la principale « autoroute maritime » du monde afin d'accroître, en cas d'accident, nos possibilités d'intervention.

« Actuellement, aucun autre système d'aide à la navigation n'est susceptible d'apporter les mêmes sécurités.

« Le recours au repérage par satellite implique l'existence de navires équipés et d'équipages formés. (...) Quant aux économies invoquées, en renonçant aux équipements de prévention, elles apparaissent coûteuses lorsqu'il faudra de nouveau réparer un accident maritime, voire l'imprévisible, ajoute M. Le Pen, qui conclut : « Les Bretons, ainsi que l'ensemble des Français, n'ont pas la mémoire courte. Ils se souviennent du drame écologique que fut l'Amoco Cadiz. Ils sauront, le moment venu, rappeler au gouvernement qu'il vient de priver la France d'un moyen important de protection de son environnement maritime. »

ÉTRANGER

Les prêts au tiers-monde sont devenus un « meilleur risque » estime le FMI

Les conditions d'une reprise des prêts aux pays endettés du tiers-monde - pratiquement « gelés » depuis 1983 - sont réunies. Sur ce thème, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Jacques de Larosière, et le secrétaire adjoint au Trésor américain, M. David Mulford, ont tenté de combattre le scepticisme persistant des banques américaines lors de la convention annuelle de la Banker's Association for Foreign Trade, à Phoenix, en Arizona.

Tous deux ont insisté sur un double phénomène, qui permet aux pays en développement d'apparaître aujourd'hui comme un « meilleur risque » qu'il y a quelques mois : la baisse des prix de l'énergie pour les pays importateurs et la désescalade des taux d'intérêt pour tous faciliteront les remboursements de ces nations endettées. Par ailleurs, les banques ont réussi à accumuler des bénéfices suffisants pour augmenter leurs réserves et se prémunir contre les créances douteuses.

Ce nouvel appel à la concrétisation de l'initiative lancée à l'automne dernier par le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et visant à augmenter l'effort des organisations multilatérales, des gouvernements créanciers et des banques privées, a été reçu assez favorablement. M. de Larosière a souligné que, dans les quinze pays lourdement endettés qui figurent sur la liste du « plan Baker », les « deux tiers » se sont engagés dans des programmes de redressement susceptibles de rassurer les milieux bancaires. Pour sa part, M. Mulford a dénoncé le manque de coopération interbancaire et les réticences des petites et moyennes banques à s'engager à nouveau dans le tiers-monde.

M. Mulford a illustré l'importance de ces appels à l'intérêt bien compris de chacun au travers du cas mexicain. Le gouverneur de la Banque centrale du Mexique, M. Miguel Mancera, a déclaré à

Phoenix, le 17 mai, que son pays espérait aboutir bientôt à un accord avec le FMI sur un programme global de redressement économique tenant compte de la chute probable de 8 milliards de dollars de recettes pétrolières cette année. Mais le secrétaire adjoint au Trésor américain n'a pas caché son inquiétude face à l'immobilisme des banques créancières, qui ne semblent pas avoir suffisamment préparé leur participation à une nouvelle opération de sauvetage financier, essentiel au Mexique, dès que l'hypothèque FMI sera levée.

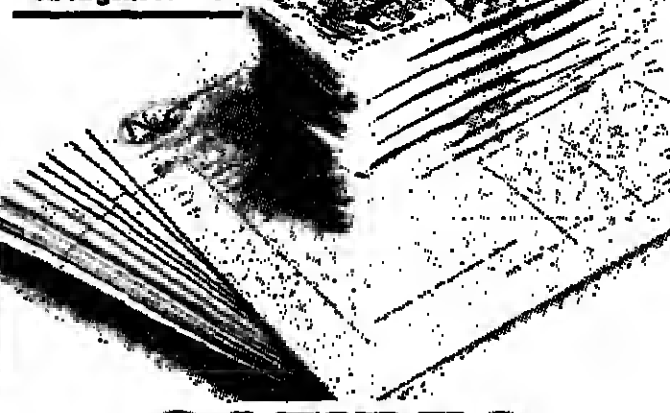
RENDONS A L'UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE...

Les performances de la France à l'exportation peuvent apparaître satisfaisantes si on s'en tient à des classements. Ainsi, sur dix ans (1973 comparé à 1984), la France reste-t-elle au quatrième rang des pays exportateurs, derrière les États-Unis, la RFA et le Japon. Mais alors que sa part en pourcentage de la valeur des exportations mondiales était de 6,3 % en 1973, elle n'est plus que de 4,9 % en 1984. Les États-Unis perdent 0,8 point et la RFA 2,8 points. Seul le Japon progresse, passant de 6,4 % à 8,9 %.

Un autre type de classement est parfois retenu, celui des exportations par habitant. La France, selon ce critère, se maintient au sixième rang (et non pas au troisième comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 3 mai). En tête des pays exportateurs per capita vient l'Union économique belgo-luxembourgeoise, suivie des Pays-Bas, du Canada, de la Suisse et de la RFA, pour s'en tenir aux pays qui, selon le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), ont exporté, en 1984, pour plus de 30 milliards de dollars.

F. S.

SOFIREC transforme vos factures en Argent Frais !



SOFIREC: Plus de risque d'impayés !

grâce à la clause de garantie du contrat d'affacturage

Toutes les entreprises ont besoin d'argent frais pour leur développement bien avant la date d'échéance normale de leurs factures clients. Il leur faut, en effet, payer « cash » les salaires, les charges fiscales et sociales, les frais administratifs et les frais divers. Sofirec vous propose la formule la plus souple et la moins chère car vous ne confiez à Sofirec que les factures concernant les clients de votre choix. La formule la plus simple et la plus rapide puisque Sofirec échange vos factures dans les 48 h. contre un paiement immédiat.

Sofirec vous aide à dépister les mauvais payeurs.

Sofirec assure, pour vous, toutes les tâches de recouvrement de vos créances, de la simple relance au contentieux, simplifiant ainsi les tâches de vos propres services de comptabilité-clientèle. Sofirec, grâce à son service d'information commerciale, vous aide aussi à dépister les clients suspects et peut vous mettre en garde contre les mauvais payeurs et les clients en difficulté.

Sofirec garantit vos créances

Sofirec garantit tous les risques d'impayés pour les créances qui lui sont confiées dans la limite des montants approuvés.

Le Club Sofirec Les clients de Sofirec forment, ensemble, un groupe d'amis : le « Club Sofirec ».

La Lettre du Club Sofirec les informe périodiquement des activités et des services du Club. Ce dernier offre à ses adhérents conseils, assistance comptable et juridique.

Sofirec coûte moins cher et respecte votre indépendance Sofirec n'exige de vous aucune exclusivité et ne traite que les clients que vous décidez de lui confier. Comparé à ce que coûterait l'affacturage de la totalité de vos factures, les services « à la carte » de Sofirec sont incontestablement les moins chers du marché.

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Sofirec, adressez-nous ce coupon. Merci.

Nom : Adresse : Tél :

Expliquez ce coupon au service commercial SOFIREC, 16, rue d'Aguesseau, 75008 Paris.

SOFIREC

PARIS 8 : 16, rue d'Aguesseau, Tél (1) 47.42.73.71 MARSEILLE : 24, rue F. Davis 13231 Cédex 01, Tél 91.54.92.76 LYON 6^e : 171, cours Lafayette, Tél 78.24.00.65

LA BAGAGERIE

Jean Maréchal La fantaisie de l'été 6501 Paris : 12, rue Tronchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine-Montparnasse Lyon : La Part-Dieu

DEA Economie de l'Energie

OUVERT AUX : ingénieurs des grandes écoles (scientifiques et commerciales), diplômés de l'université (maîtrise sciences économiques, maîtrise de gestion...)

THÈMES ABORDÉS : modélisation énergétique, planification énergétique, tarification de l'énergie, études de marchés énergétiques, évaluations de projets...

ORGANISÉ PAR l'Institut économique et juridique de l'énergie (IEJE) de Grenoble, laboratoire du CNRS 98 à l'Université des sciences sociales et à l'Institut national polytechnique, de Grenoble.

Demandes à adresser avant le 15 juin à l'IEJE UNIVERSITÉ DE GRENOBLE-II BP 47 X 38040 Grenoble Cedex Téléphone : 76-42-45-84

هكذا من الأصل

صكنا من الاصل

SOCIAL

LE RASSEMBLEMENT DE LA JOC A LA COURNEUVE Cent mille pour bâtir l'avenir

La Jeunesse ouvrière chrétienne a gagné son pari en rassemblant, dimanche de Pentecôte à la Courneuve (Seine-Saint-Denis), près de cent mille jeunes venus de toute la France, pour bâtir, l'espace d'un jour, la « Villaverne ». Ville de toiles, ville-symbole d'un monde où les jeunes veulent « exister », « créer » et « s'élever », pour reprendre les noms donnés aux trois quartiers de la fête.

« Ils sont venus là pour être ensemble, partager, dire leur angoisse et leur lutte dans une société qui les contraint à vivre au jour le jour et ne leur propose que le racisme, la précarité, le chômage », explique Daniel Faburel, président du mouvement. Dans les carrefours, il est question d'avenir des métiers manuels, d'emplois précaires, de nouvelles technologies, de TUC. Les jeunes ouvriers chrétiens ne se contentent pas de dénoncer leurs conditions de travail. Ils font des propositions et, sous les chapiteaux, l'imagination est au pouvoir.

La JOC entend « porter l'espérance des jeunes ouvriers face à une situation aggravée par le retour de la droite au pouvoir ». Loin de rester passive, elle a décidé de dénoncer, elle rappelle que « l'avenir ne se fera pas sans elle » et « qu'elle ne se contentera pas de promesses ». Aux organisations ouvrières, la JOC demande « d'être davantage branchée sur les préoccupations des jeunes ». A l'Eglise d'être plus accueillante aux exclus, car c'est avec et pour eux qu'elle doit grandir.

Un pas vers l'Eglise

Si la JOC de 1986 n'est plus celle de 1977, quand elle a été créée, en France, par l'abbé Guérin et que l'on chantait « Nous réjouissons chrétiens nos frères », elle n'est plus celle des années 70, crispée dans le débat chrétien-marxiste. Aujourd'hui, le mouvement chrétien de la jeunesse ouvrière ne renie nullement ses choix politiques. La

présence des syndicats et des partis de gauche à Villaverne est là pour le rappeler. Mais il procède avec la même vigueur son attachement à l'Eglise. Depuis 1978, quand le cardinal Etchegaray lançait en forme d'avertissement : « JOC, prends garde de perdre ton âme. Eglise, prends garde de perdre ta JOC », beaucoup de chemin a été parcouru. L'Eglise de France a mené une réflexion pour une meilleure compréhension du monde ouvrier, de ses valeurs, de ses solidarités, qui a abouti, en 1983, à un texte des évêques sur la mission ouvrier. Abandonnant sa méfiance systématique à l'égard de l'institution, la JOC a elle-même fait de grands pas vers l'Eglise. Quelques signes qui ne trompent pas sont les témoignages de cette évolution, comme les encouragements à la JOC du cardinal Piro, président de la commission pontificale pour les laïcs, et la présence dans ce rassemblement de nombreux évêques, dont le cardinal Decourtray, qui a présidé la célébration eucharistique.

F. D.

Le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne veut être un lieu d'éveil politique

Le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) a tenu, les 17, 18 et 19 mai, à Nancy, une assemblée générale d'orientation. Trois cent vingt délégués doivent y participer. Organisation de jeunesse catholique du monde rural, le MRJC s'appuie sur six mille groupes locaux, qui touchent environ quarante mille jeunes.

Le MRJC vit sur les orientations définies en 1981. Dépassant sa structure tripartite (scolaires, agriculteurs, salariés), il prend alors en compte la globalité du monde rural, à travers des actions telles que la contestation des centrales nucléaires ou de l'extraction de l'uranium. Il se voulait aussi un mouvement de propositions et non plus seulement de

revendications. D'où une participation active aux Etats généraux du développement, lancés par M^{me} Edith Cresson, ou des interventions dans les administrations, les ministères et les régions.

L'assemblée de Nancy devrait confirmer et préciser ces axes. Le MRJC a le souci de sortir de la marge dans laquelle sa contestation des modes du développement capitaliste l'avait confiné. Non pour mettre son drapeau dans sa poche, mais pour être mieux perçu par les acteurs du monde rural et les organisations professionnelles dans lesquelles ses militants entendent jouer un rôle. En ce sens, le MRJC se conçoit comme un mouvement de formation qui a une fonction d'éveil politique, par exemple sur les questions posées par le développement du tiers-monde. Il rencontre toutefois la difficulté classique de beaucoup d'associations : comment être à la fois un mouvement de jeunesse, état par définition passager, et un mouvement de transformation sociale, action qui demande une certaine durée ?

Opération de reprise en main

Concrètement, le MRJC entend investir plus encore sur le développement local, en participant aux travaux sur les chartes intercommunales ou les contrats de pays. Dans le domaine scolaire, ses militants devraient être plus actifs dans les conseils de classe ou les projets d'action éducatifs (PAE). Au plan social, il propose un minimum social garanti, la constitution de collectifs de chômeurs et la création d'un statut intermédiaire pour les jeunes en fin de formation et en attente d'emploi. Il envisage enfin d'investir dans la communication : journaux et radios locales, vidéo, etc.

Organisation catholique de gauche, le MRJC est sur ses gardes. Il craint, comme le montre l'exemple du CCFD, une opération de reprise en main par la hiérarchie de l'Eglise. Institutionnellement, le MRJC dépend de la Commission épiscopale du monde rural. Mais 70 % de son budget proviennent de subventions des ministères de la jeunesse et des sports, de l'agriculture, de la coopération et de l'Association nationale de développement agricole (ANDA). L'organisation est inquiète pour la reconduction de son budget. Déjà les coupes du collectif dans le budget jeunesse et sports ont atteint les associations. En second lieu, l'orientation politique du MRJC peut conduire le ministère de l'Agriculture à supprimer les crédits de promotion collective, tout comme l'ANDA à retirer son obole. De fait, en tant qu'organisme de développement, la situation du MRJC est fragile puisqu'il n'a obtenu, depuis 1981, qu'un agrément provisoire, renouvelé chaque année.

JACQUES GRALL

● La candidature de M. Yvon Chotard à la présidence du CNPF. — M. Yvon Chotard, ex-premier vice-président du CNPF et ancien président de la commission sociale de l'organisation patronale, qui avait démissionné de ses fonctions le 17 mai, au cours d'une émission de Radio-Fréquence Nord, que, selon le succès d'un livre sur son expérience qu'il écrit actuellement et qui doit paraître à l'automne, il décidera « soit de mettre fin à sa carrière de syndicaliste patronal, soit de tenter d'aller plus loin avec une éventuelle candidature à la présidence du CNPF ». Il a aussi indiqué qu'il ne faut pas « se faire d'illusions sur les délais de réponse » des employeurs aux mesures gouvernementales en faveur de l'emploi. — (Corresp.)

CONSOMMATION

DU TACAUD MASQUÉ

Connaissez-vous le surimi ? Ça se mange. Ce n'est plus du poisson, mais une pâte de poisson, et cela va se transformer, grâce à la magie des laboratoires alimentaires, en « fibres protéiques aromatisées » qui serviront à la fabrication de « produits d'imitation de crustacés ». Ainsi le vulgaire tacaoud, poisson voisin de la morue, à des bruns, va-t-il trouver ses lettres de noblesse, mais on ne sait pas encore s'il se déguisera en crabe, en homard ou en langoustine. C'est moins frime, mais ça fait chic. Les étiquettes de ces produits, qui devraient être mis en vente en 1987, mériteront sans doute d'être lues de près.

Au fait, il y a quelques années, on avait beaucoup parlé de biftecks qui ne devaient rien au bœuf mais tout au soja ou au pétrole. Le contenu de notre frigo va finir par ressembler à un bal masqué.

J. D.

PLUSIEURS CENTAINES DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ MOULINEX

Moulinex tire aujourd'hui les conclusions des mauvais résultats de 1985 et a annoncé 561 départs en préretraite (sur 9 500 employés) à la réunion du comité central d'entreprise de la semaine dernière. Ces départs constitueront les premières suppressions d'emplois d'une entreprise longtemps bénéficiaire, mais qui a subi 35 millions de francs de pertes l'année dernière, après un bénéfice de 54,3 millions de francs en 1984 (le Monde daté 4-5 mai). La situation s'est encore aggravée au premier trimestre, le chiffre d'affaires consolidé du groupe reculant de 7,6 % par rapport à la même période de 1985, en raison de difficultés sur certains marchés du Moyen-Orient et de l'Europe.

Ces suppressions d'emplois s'expliquent également par les importants investissements auxquels

avait procédé Moulinex (236 millions de francs pour la seule année 1985), dont 70 % étaient destinés à accroître la productivité, mais tout

licenciement avait jusqu'à été évité par le PDG et fondateur du groupe, M. Jean Mantelot. Seuls

quarante-trois jours de chômage technique avaient été annoncés en janvier. Les suppressions d'emplois témoignent donc d'une nouvelle poli-

tique, soutenue au comité directeur par le triumvirat constitué par MM. Miel, Vanourenbergh, Roland Darné et Gilbert Torelli. Agé de quatre-vingt-six ans, M. Mantelot a été, en effet, provisoirement écarté de la gestion de l'entreprise pour des raisons de santé.

On apprend, par ailleurs, une série de suppressions d'emplois dans plusieurs entreprises en difficulté :

● A la Société nouvelle des aciéries de Pompey (SNAP), en Meurthe-et-Moselle, la direction a annoncé le 16 mai l'arrêt, le 26 mai, du dernier haut fourneau du site, ainsi que la fermeture de l'aciérie électrique, le 25 juillet. Cette décision, qui entraîne 300 suppressions d'emplois sur un effectif de 1 084 salariés au 1^{er} mai, était prévue dans le plan élaboré en novembre dernier, le 15 mai, des dates d'arrêt de fermeture ont été avancées de plusieurs mois.

● A l'usine de produits chimiques Atocem, de Lantemezan (Hautes-Pyrénées), 300 emplois seront supprimés d'ici à 1987. La direction présentera au comité d'entreprise, convoqué le 21 mai, l'ensemble des mesures qui conduiraient à ramener l'effectif de l'établissement aux environs de 190 personnes.

● A la Société rouennaise de montage (SOROM), une ancienne entreprise d'intérieur reconstruite dans la construction métallique et la chaudronnerie, l'administrateur-syndic a établi un plan de redressement prévoyant le licenciement de 206 salariés, à-t-on appris le 16 mai de source syndicale. L'entreprise, dont le siège est à Darnétal, près de Rouen, avait déposé son bilan le 22 avril. La SOROM conservera une centaine de salariés.

LA CFTD VA ORGANISER DES COLLOQUES EN PROVINCE SUR LES « FONCTIONS DE L'ENCADREMENT »

« Une vision plus claire du devenir des fonctions est indispensable pour les cadres afin d'orienter leur propre devenir professionnel », estime l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFTD, qui souhaite qu'« un bilan professionnel soit réalisé par les sept ans pour chaque cadre ». Vouloir « donner à chacun les moyens de gérer soi-même sa propre évolution professionnelle », l'UCC va organiser dix colloques nationaux dans les régions sur le devenir des fonctions des cadres. Le premier, sur les cadres de l'informatique, aura lieu en novembre 1986 à Toulouse. Cette série de colloques s'achèvera en octobre 1987 à Paris par le congrès de l'UCC.

L'UCC-CFTD aborde cette campagne avec d'autant plus de confiance qu'elle vient de voir sa place renforcée au sein de la CFTD. Lors du dernier conseil national confédéral (le Monde du 29 avril), il a été décidé, à une très large majorité, la création d'un service d'accueil « pour de nouveaux adhérents ingénieurs et cadres, qui pourront y conclure leur adhésion et être aiguillés vers le syndicat de base de leur secteur » (avec un timbre d'adhérent « spécifique » pour les ingénieurs et cadres). Ce résultat

entre dans le cadre du « plan Sycomore » de l'UCC (« syndicalisation, communication, organisation, efficacité »). Pour M. Daniel Croquette, secrétaire général de l'UCC, le syndicalisme des cadres doit « éviter deux écueils : le repli catégoriel, sans perception d'ensemble, et la marginalisation au sein de syndicats multicatégoriels », ce qui passe par la reconnaissance d'un « syndicalisme pluraliste ».

MATIÈRES PREMIÈRES

La Côte-d'Ivoire prête à participer à l'accord cacao

La fin du cavalier seul ?

« La Côte-d'Ivoire est prête à participer à un quatrième accord sur le cacao ». Par cette déclaration conciliante faite récemment à Abidjan devant les représentants de l'alliance des producteurs, le ministre ivoirien de l'Agriculture, M. Bra Karon, a nettement assoupli le discours ivoirien qu'il réservait jusqu'ici, à l'accord international. C'est précisément son refus de participer à un nouvel arrangement sur le cacao qui avait précipité l'échec, en mars, des négociations entre producteurs et consommateurs, pour la quatrième fois en deux ans. A l'issue d'un entretien avec M. Mitterrand en février, le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, s'était déjà élevé contre l'accord cacao : « A partir du moment où les intérêts de nos planteurs ne sont pas sauvegardés, ne nous demandez pas de dire merci à ceux qui nous spolient », lançait-il avant de prévenir : « Si on continue à ne pas payer les produits, la Côte-d'Ivoire sera comme les autres et arrachera les cacaoyers ».

La volonté maintenant affichée par M. Bra Karon « de rechercher par une meilleure organisation des marchés, y compris des accords de produits, la concrétisation d'une plus grande solidarité », suscite donc certaines interrogations. Quel calcul a poussé les autorités ivoiriennes à vouloir reprendre le dialogue avec les consommateurs, dans le cadre d'un mécanisme si vivement critiqué par le président et le ministre de l'Agriculture ? S'agit-il d'une véritable volte-face ou d'un artifice utilisé pour ne pas avoir à endosser la responsabilité de l'échec des négociations ?

Ne pas « casser » les cours

L'actuelle faiblesse des cours mondiaux, qui sont tombés en mai à des niveaux inconnus depuis trois ans (1 300 \$ par quintal à Paris), incite probablement Abidjan à revoir sa position. Dans un marché alourdi par la surproduction, il peut paraître préférable aux Ivoiriens de défendre une fourchette de prix — même inférieure à leurs revendications, soit 110-160 cents par livre — plutôt que d'abandonner leur cacao au seul jeu de l'offre et de la demande.

Le premier producteur mondial de cacao (une récolte de 552 000 tonnes est attendue pour la campagne 1985-1986, commencée le 1^{er} octobre) voit surtout se profiler avec inquiétude la menace liée à l'expiration de l'accord international. Si aucun compromis n'est réalisé entre producteurs et consommateurs d'ici au 30 septembre, cet accord disparaîtra automatiquement, après deux prorogations, en

1984 et en 1985. Les 100 000 tonnes de cacao constituant le stock régulateur seront alors remises sur le marché.

Le mois prochain, à Londres, les parties prenantes aux discussions tenteront de rapprocher leurs vues sur les questions qui les séparent : le niveau des prix à garantir et le principe de révision de ces prix avec la durée de l'accord. Parallèlement, les membres de l'OIC (Organisation internationale du cacao) réfléchiront aux modalités de réintroduction du stock sur le marché, en cas d'échec définitif des débats. S'il est certain que l'écoulement des stocks sera progressif, afin de ne pas « casser » les cours, ce volume de réserves apparaît déjà comme une redoutable épée de Damoclès.

De là à considérer que ces dangers forceront les Ivoiriens à négocier sur de nouvelles bases un accord cacao, il y a un pas que les consommateurs n'osent encore franchir. « Les déclarations de M. Bra Karon ne doivent pas faire oublier que le dossier cacao est entièrement entre les mains du président », rappelle un observateur. D'aucuns estiment aussi qu'Abidjan ne croit pas aujourd'hui plus qu'hier à la réussite de l'accord ; mais qu'il refuse de perdre la face en passant pour son foyeur. « Jusque-là, la Côte-d'Ivoire s'est conduite comme l'OPEP en 1974. Mais elle a campé seule sur ses positions, et le produit qu'elle représente n'est pas de première nécessité », entend-on du côté des consommateurs.

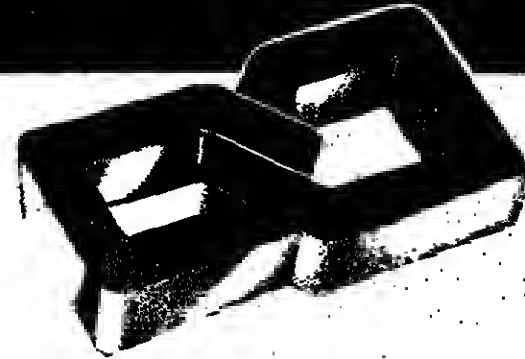
Compte tenu de la situation pléthorique du marché, la signature d'un nouvel accord (que les membres de l'Alliance ont réclamé, le 16 mai, à Abidjan) peut apparaître comme un moindre mal pour le leader mondial du cacao. A condition que ses exigences en matière de prix soient compatibles avec l'évolution des cours mondiaux. Paradoxe piquant : le sort de l'accord est maintenant entre les mains de son pourfendeur de toujours, le président Houphouët-Boigny. On verra bientôt si le « bétier de Yamoussoukro », comme certains l'appellent à Abidjan, a l'intention de sortir de son isolement. Lui seul le sait.

ERIC FOTTORINO.

L'ANGOLA
UN GRAND PAYS
24 x 30 cm - 240 p.
Editions DIP
Distribution : Berger-Levrault
et A. Carlier, Tournai, Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL



**EMPRUNT À TAUX VARIABLE TMO
1986-1994
F 1.200.000.000**

Caractéristiques de l'émission

Prix d'émission et de remboursement : le pair soit F 5.000
Date de jouissance et de règlement : 2 juin 1986
Intérêt : 95 % du TMO avec un minimum de 6 %

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE - SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE - CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE - SOCIÉTÉ NANCÉENNE ET VARIN-BERNIER - BANQUE SCALBERT DUPONT - CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST - BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST - SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL - COMMERCIAL - CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE - BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN - BANQUE BONNASSE FRÈRES - BANQUE TRANSATLANTIQUE - BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE - BANQUE TRANSATLANTIQUE DE MONACO.

Une note d'information (Visa COB n° 86-161, en date du 14.05.1986) est tenue à la disposition du public sans frais, au siège de la Compagnie - 66, rue de la Victoire 75009 PARIS - et dans les agences des banques du Groupe CIC Ballo du 19.05.1986.

AFFAIRES MARCHÉS FINANCIERS

TEXTILE, CHAUSSURE, BONNETERIE

L'inquiétante rentabilité

Comment un secteur en crise peut-il être rentable ? Tel est bien le paradoxe, relevé par la revue de l'INSEE, *Economie et statistique* de mars 1986, pour plusieurs biens de consommation traditionnels, dont la chaussure, l'habillement et la bonneterie. Nulle raison de se réjouir cependant : loin d'être au signe de bonne santé, le maintien de la rentabilité à tout prix par la réduction des effectifs plutôt que par l'investissement affaiblit encore l'industrie française, notamment par rapport à ses concurrents étrangers, analyse M. Michel Delattre, l'auteur de l'étude.

Plusieurs solutions s'offrent aux secteurs concernés pour remédier à la stagnation du marché observée depuis 1973 dans le vêtement, et depuis 1979 dans la chaussure. La première aurait été d'investir. Au contraire, la tendance traditionnelle des entreprises au sous-investissement s'est encore accentuée entre 1979 et 1984. Le taux d'investissement du secteur s'est réduit de deux ou trois points sur la période et n'a repris, à partir de 1984, dans l'habillement qu'en raison des mesures d'aides gouvernementales.

Ce n'est donc pas la modernisation de l'équipement qui explique les gains de productivité importants (1) observés, notamment dans l'habillement (plus de 4 %), supérieurs à ceux d'autres branches telles que le matériel électrique ou la machine-outil (moins de 1 %), mais l'ajustement rapide des effectifs, qui diminue de 4 % par an entre 1979 et 1984. L'habillement, précise l'INSEE, est, derrière l'automobile, le secteur qui perd le plus d'emplois (onze mille chaque année). De plus, les producteurs de biens de consommation traditionnels ont particulièrement réussi à modérer les coûts salariaux : employant en majorité des ouvriers non qualifiés, ils leur versent même des rémunérations relativement plus faibles qu'ailleurs. Le salaire moyen est de 29 000 F dans l'habillement, contre 48 000 F dans la chimie organique.

Il en est de même pour les autres coûts de production comme ceux du pétrole et des matières premières. Investissant peu, les entreprises considérées ont, en outre, moins souffert de la progression des taux d'intérêt. Au total, ces secteurs obtiennent donc une rentabilité (2,1 % dans l'habillement, 1,1 % dans la bonneterie et 1,3 % dans la

chaussure), globalement supérieure à la moyenne de l'industrie (-4,5 %), sur la période 1981-1983.

Pour autant, cette bonne santé financière n'a pas favorisé la compétitivité des produits français. Au contraire, les balances commerciales de ces anciennes spécialités de l'hexagone, dans les années 60 se sont effondrées devant la concurrence étrangère, tant des pays à bas salaires que des États européens. Le taux de couverture (pourcentage des importations financées par les exportations), notamment dans l'habillement, a perdu près de 16 points entre 1979 et 1984, alors qu'il régressait 1,3 point dans l'ensemble de l'industrie.

La poursuite de la rentabilité à tout prix n'explique pas l'ensemble de la dégradation des échanges. La première erreur stratégique des producteurs, note M. Delattre, a en effet été une erreur de « positionnement ». « Ils ont choisi, pour résister à la concurrence, de se spécialiser dans les produits haut de gamme, et de renforcer leurs liens privilégiés avec le commerce traditionnel ». Ce faisant, ils laissent ouverte la porte de la grande distribution — en pleine croissance — aux produits importés.

Mais c'est surtout, parce que les entreprises ont préféré réduire les effectifs plutôt que s'investir, que les entreprises se sont enfermées dans un cercle vicieux. « Sans effort sur les prix et la rentabilité des produits, sans modernisation des processus (...), le recul de la production risque fort de s'accroître », avertit M. Delattre.

L'ajustement à la crise s'est donc effectué « vers le bas ». Un processus bénéfique à court terme pour la rentabilité, mais désastreux pour l'emploi et inquiétant pour l'avenir. Les biens de consommation traditionnels illustrent bien le danger que courent certaines branches de l'industrie française, qui ont tendance à sacrifier leur compétitivité future, pour des apparences de santé à court terme. Au risque de démontrer que l'on peut mourir guéri.

D. B.

(1) Il s'agit d'une productivité par salarié, dont la croissance est plus lente que la productivité horaire, du fait de la baisse de la durée de travail.

ENTREPRISES

1985, année faste pour les sociétés d'assurances

1985 aura été un bon cru pour les sociétés d'assurances dans leur ensemble. Le bénéfice net consolidé (part du groupe) de Drouot-Assurances (filiale principale du groupe Axa) a ainsi progressé de 36,7 % l'an passé, pour s'élever à 350 millions de francs. Quant aux sociétés d'assurances du groupe Prénance (parmi lesquelles Providence, parées, en 1985, sous le contrôle d'Axa), elles ont enregistré, en 1985, un résultat net de 260,5 millions, soit un bond de 117 %. De leur côté, les trois sociétés principales du GAN (Groupe des assurances nationales) ont vu leurs bénéfices, avant consolidation, s'accroître de 19,6 %, à 699 millions de francs. De l'avis du Groupe, la consolidation de ces filiales ne devrait pas déboucher sur un chiffre « sensiblement différent ». Estimé à 17 milliards de francs en 1985, le chiffre d'affaires du GAN a plus que doublé en cinq ans.

Enfin, les sociétés d'assurances du groupe de Paris ont réalisé, pour l'année écoulée, un résultat net consolidé (part du groupe) de 496 millions de francs, contre 346 millions de francs en 1984 (+ 43 %). Ces sociétés appartiennent au groupe de la Compagnie du Midi.

Cadbury-Schwepes... s'intéresse à Canada Dry et Sunkist

Le groupe agro-alimentaire britannique Cadbury-Schwepes envisage d'acheter au groupe américain RJR-Nabisco Canada Dry et Sunkist.

Cadbury-Schwepes, qui a connu des résultats et un chiffre d'affaires en baisse en 1985, cède depuis quelques mois divers actifs pour se concentrer sur les confiseries, le chocolat et les boissons sans alcool. Il s'est séparé de sa division Jeyes (boissons, aliments) aux États-Unis et devait fusionner ses activités australiennes et néo-zélandaises au sein d'une filiale commune avec Coca-Cola. S'il reprenait Canada Dry et Sunkist, acquis par R.J. Reynolds en 1984, Cadbury-Schwepes deviendrait le numéro trois des boissons sans alcool aux États-Unis, loin derrière Coca-Cola et son rival Pepsi, passant de 0,7 % à 5,3 % d'un marché estimé à 30 milliards de dollars. Mais, avec ces produits, Cadbury-Schwepes

serait le leader, avec 45 % du marché des boissons à mélanger (« mixer drinks »). De son côté, RJR-Nabisco cherche à réaliser quelques actifs pour réduire sa charge financière, en l'issue de l'acquisition, en 1985, de Nabisco Brands par R.J. Reynolds.

Les appétits de British Caledonian

British Caledonian Airways, le numéro deux aérien britannique, négocie une fusion avec International Laisura Group, entreprise propriétaire d'une chaîne d'hôtels et d'une petite flotte de moyen-courriers, a déclaré, le 16 mai, Sir Adam Thomson, PDG de la compagnie aérienne. La décision finale doit être annoncée d'ici quinze jours, a-t-il ajouté. Sir Adam Thomson a, d'autre part, démenté un quelconque lien entre les négociations en cours et l'annonce faite la veille d'un plan de redressement qui prévoit la suppression de mille emplois et une réduction des dépenses de 30 millions de livres.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en millions de francs)

ACTIF	Au 7 mai	PASSIF	
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	417 469	1) BILLETTS EN CIRCULATION	209 941
Or	210 163	2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	12 963
Disponibilités à vue à l'étranger	124 680	3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	55 268
ECU	65 275	4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	87 724
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 390	Comptes courants des établissements assurant à la constitution de réserves	37 397
Concours au Trésor public	25 940	5) ECU À LIVRER AU FÉDÉRAL	62 882
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	161 243	6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 888
dont :		7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 129
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉDÉRAL	64 537	8) DIVERS	11 919
5) DIVERS	8 889		
Total	686 496	Total	686 496

FAITS ET CHIFFRES

● **Conflit au comité d'établissement de Renault-Douai.** — Le tribunal de Douai a déclaré, vendredi 16 mai, irrecevable l'action en référé engagée par les syndicats FO, CFDT et CGC de Renault-Douai, qui ont pris la majorité au comité d'établissement à la CGT, pour obtenir que celle-ci libère une partie des locaux qu'elle occupe toujours. Il a en effet jugé nécessaire au préalable une délibération du comité. Une nouvelle action va être engagée, M. Patrick Knyla (FO), nouveau secrétaire du CE, ayant été mandaté vendredi par celui-ci pour engager « toute action auprès des juridictions pénales et civiles » sur la situation financière du comité, sur « vols de documents » du CE et pour obtenir les clés de l'ensemble des locaux et « disposer pleinement » de ceux-ci.

● **Regroupement des écoles de la marine marchande.** — M. Guelloc, secrétaire d'État à la mer, a annoncé, le 14 mai, que les capacités de formation dans l'enseignement supérieur maritime seraient regroupées sur les écoles de Nantes, de Marseille, du Havre et de Saint-Malo. A Paimpol (Côtes-du-Nord), où sera fermé l'École nationale de la marine marchande, le gouvernement envisage d'installer un centre de traitement des prestations sociales des marins. M. Guelloc a précisé que la concentration des écoles et le « gel » du recrutement dans les écoles maritimes étaient la conséquence de la diminution du nombre des navigants (qui est passé de 23 000 en 1980 à 15 000 en 1986 et de 8 000 à 5 000 pour les seuls officiers) et, en conséquence, des besoins de formation.

(Publié)

STAGE CONFÉRENCE par JACQUES BESSIÈRES « TÉLÉINFORMATIQUE PERSONNELLE »

Communiquez avec le monde des affaires. Branchez vos PC sur les marchés nord-américains. 27 mai 1986 Sté ALLOCOMMS (11 30-51-15-00 St-GERMAIN-EN-LAYE)

ABIDJAN, DOUALA, LAGOS, BRAZZAVILLE, LIBREVILLE EN VOLS DIRECTS. PRENEZ LES RACCOURCIS UTA.

Entre la France et cinq des plus grandes villes d'Afrique il existe désormais un raccourci : les vols directs UTA.

En supprimant ses escales intermédiaires sur la plupart de ses lignes, UTA vous permet d'atteindre les principaux marchés de l'économie africaine, dans le minimum de temps et avec une diminution de fatigue appréciable.

Ces lignes, desservies par DC10 ou par le nouveau 747 Big Boss, bénéficient bien sûr du service 3 classes UTA : classe économique, super classe affaires Galaxy, Première de Luxe.

La prochaine fois que vous partez en Afrique, contactez UTA ou votre agence de voyages. Vous verrez qu'il existe sûrement un raccourci UTA.

UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.

Doyle Dane Bernbach

صكنا من الاصل

Le Monde

LE PÈLERINAGE A LA ROCHE DE SOLUTRÉ

M. Mitterrand se pose en « arbitre » mais n'exclut pas sa démission

De notre envoyé spécial

Solutré. — Le site préhistorique de la roche de Solutré, où se rend en famille chaque dimanche de Pentecôte, depuis quarante ans, a toujours inspiré à M. François Mitterrand diverses réflexions métaphysico-politiques sur le thème éternel de la relativité du temps et des choses. Depuis l'élection présidentielle de 1981, ce pèlerinage est donc devenu un classique de l'actualité.

Les méditations du chef de l'Etat, généralement distillées sous forme de « petites phrases » au milieu des vignes ensoleillées de Pouilly-Fuissé (Saône-et-Loire), y prennent désormais valeur d'oracles. Il était donc prévisible que M. Mitterrand profiterait de ce rendez-vous annuel pour déverser ses impressions après deux mois de cohabitation — pardon, de « coexistence » (il préfère ce terme) — avec M. Jacques Chirac.

Le président de la République, ce dimanche 18 mai, n'a pas déçu son auditoire journalistique. Pour la première fois, il s'est, en effet, longuement exprimé sur le nouveau fonctionnement des institutions et a dévoilé une partie — mais une partie seulement — de la stratégie qu'il veut développer pour essayer de transformer en atout politique ce qui est devenu la sienne dans l'exercice du pouvoir exécutif.

Puisque les Français apprécient positivement la courtoisie de bon aloi qui prévaut en ce moment dans les relations entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, ainsi que l'indiquent tous les sondages, il n'est pas question de les décevoir. M. Mitterrand réaffirme donc son souci de respecter la nouvelle règle du jeu imposée par les résultats des élections du 16 mars : « Mon premier devoir est de permettre à la majorité élue par le peuple de gouverner (...). La majorité parlementaire a parfaitement le droit, dans le domaine qui est le sien, de faire adopter ses vues (...). Je n'ai pas dans la tête d'empêcher le gouvernement de gouverner (...). Je n'ai pas à m'opposer à sa politique (...). Je respecte tout ce qui se passe (...). Je n'ai pas à faire la guérilla et je ne la fais pas ».

Pour rien au monde M. Mitterrand ne voudrait donner l'impression de mettre des bâtons dans les jambes de M. Chirac, et il apprécie que ses concitoyens, dans leur majorité, lui en sachent gré. Peu importe que cette reconnaissance se manifeste assez tardivement : « Les Français me trouvent plutôt sympathique. Ils ont mis du temps. Ils aiment le fait que je leur aie évité une crise plus grave. Ils ont souhaité que je leur épargne une crise majeure ».

Qu'on ne compte donc pas sur lui pour dégalérer le premier, même si l'exercice « n'est pas aisé » parce que, évidemment, « l'antagonisme des prises de position sur le fond est évidente ». Face à la situation, force tranquille le reste, dit ce président de la République. Voilà pour le « premier devoir » de sa charge.

Toutefois, il est un autre devoir, tout aussi impérieux à ses yeux, et c'est dans l'affirmation de celui-ci que réside pour l'essentiel l'apport nouveau des déclarations présidentielles faites ce dimanche à Solutré : un devoir de vigilance pour tout ce qui touche à la sauvegarde de l'unité nationale et à la protection de ceux des citoyens dont les droits élémentaires risqueraient d'être sacrifiés sous les effets du libéralisme ambiant.

Ce devoir, M. Mitterrand l'a déjà rempli, en plusieurs circonstances, au cours des deux mois écoulés, en intervenant au conseil des ministres pour dire ses craintes, formuler ses réserves, voire certaines mises en garde, chaque fois que les projets annoncés par le gouvernement lui inspiraient quelques inquiétudes. Mais il entend pas se borner à ces interventions formelles. Le gouvernement et la majorité sont maintenant prévenus : si la politique suivie dépassait un jour les bornes du tolérable — ce dont il est seul juge — le président de la République pourrait aller jusqu'à remettre sa démission au président de la République universel. M. Mitterrand a été extrêmement clair : « Je ne suis pas du tout quel sera le terme, dont je suis le

maître, de cette expérience, mais j'ai aussi pour devoir d'intervenir chaque fois qu'une décision pour laquelle l'unité des Français, pourrait apparaître injuste ou exclure du mouvement général une partie des Français. (...) Je n'ai pas de préjugé contre ce gouvernement mais il peut y avoir des points limites. (...) Je dois veiller à ce que les décisions du gouvernement ou de la majorité ne soient pas attentatoires à ce qu'il y a de sain, de bon et de nécessaire dans l'unité nationale ».

Trois exemples

Le chef de l'Etat a illustré sa pensée en prenant trois exemples. La suppression de l'autorisation administrative de licenciement : « Je ne voudrais pas qu'en plus d'un certain blocage des salaires, des millions de Français, ceux qui produisent, les travailleurs, se sentent comme en dehors du développement de la France ». La remise en cause d'un certain équilibre de Nouvelle-Calédonie : « Je ne voudrais pas qu'un groupe ethnique, une fraction de la population, une collectivité, se sente exclue et en souffre gravement parce que privé de ses propres droits ». Les dénationalisations : « Il y a un point limite : on ne peut acheter à l'Etat dans des conditions qui ne correspondraient pas aux conditions posées lorsqu'on a vendu à l'Etat. C'est une des raisons de refus de signer des ordonnances qui concerneraient les nationalisations d'avant 1981, surtout de la période 1945-1946, en particulier parce qu'il n'y avait pas eu de règles d'évaluation ». Et si les seuls qu'il juge infaillibles étaient dépeçés, le président de la République — c'est tout aussi clair — s'en remettrait au jugement du pays : « Il vaudrait mieux pour la France que l'Etat, c'est-à-dire la présidence, ait bien un terme prévu, dans deux ans, mais cela suppose que soient respectées les règles impératives de la République. Si c'est avant deux ans, je suis le seul à pouvoir en décider, on semble avoir oublié cette vérité première », tient-il à souligner.

M. Mitterrand se pose ainsi en commandeur de l'unité nationale et en protecteur suprême des catégories sociales les plus vulnérables par le changement de politique. Réduit à la portion congrue dans la pratique du pouvoir exécutif, il cherche à magnifier la fonction arbitrale que lui confère la Constitution : « Une idée nouvelle se dégage peu à peu : en 1958, les Français avaient donné un chef de l'exécutif, un pouvoir fort dans l'usage. Ils ont aujourd'hui l'impression d'avoir gagné avec moi un arbitre, d'avoir retrouvé une fonction arbitrale. Je dois à la fois marquer des domaines essentiels, ceux qui relèvent des pouvoirs du président de la République définis par la Constitution. (...) Et pour tous ceux qui sont minoritaires, je dois exercer ce pouvoir arbitral, représenter les catégories de Français qui pourraient souffrir d'un manque de justice ».

« Douze ans, c'est mieux... »

L'autre enseignement de ce Solutré 86 est que M. Mitterrand envisage de l'utiliser, au besoin, qu'une seule arme pour sanctionner les éventuels « manquements » : sa propre démission. Le président de la République a, en effet, expliqué pourquoi ses deux autres armes potentielles lui paraissent inadéquates. Organiser un référendum ? « C'est une arme très élimée », dit-il. A la rigueur, ajoute-t-il en substance, je pourrais reprendre à mon compte le projet de Georges Pompidou tendant à réduire le mandat présidentiel à cinq ans, mais ce projet soulève une autre question puisqu'il implique que le président en place aille au bout de son mandat de sept ans. « Ce n'est pas forcément l'idéal », souligne-t-il. M. Mitterrand veut surtout conserver la maîtrise du temps à venir et brandir son éventuelle démission. En outre, même si l'expérience de la cohabitation invite plus que jamais à réfléchir sur le fonctionnement des institutions et à prévoir de les améliorer, un sérieux toilettage n'est guère envisageable dans l'immédiat : « Je ne veux pas tordre les institutions et créer de grands débats dans ce pays, simplement parce que ça m'arrangerait... ».

Quant à l'arme de la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Mitterrand ne la considère pas comme appartenant à « Je l'ai dit à M. Chirac parce que je lui parle très librement. Je n'ai pas l'intention de dissoudre. Pourquoi je dissoudrais ? La dissolution n'est intéressante qu'après une élection présidentielle, jamais avant. Et puis pourquoi mener une bataille sur 577 circonscriptions alors qu'on peut la mener sur une seule ? ».

M. Chirac sait donc ce qui l'attend s'il donne à M. Mitterrand

l'occasion de mettre sa menace à exécution. Il sait que l'argumentation du président de la République cherchera à rejeter par avance sur le gouvernement et la majorité la responsabilité d'une éventuelle crise. Mais il devra attendre encore pour savoir si dans un tel cas de figure M. Mitterrand solliciterait le renouvellement de son mandat, quitte à assortir l'annonce de sa décision d'un programme de révision de la Constitution. En bonne logique la démarche de M. Mitterrand devrait le conduire, en pareille hypothèse, à faire à nouveau acte de candidature. Si le président de la République paye des attentes portées à l'unité nationale par la nouvelle majorité, cette décision n'impliquerait-elle pas, ipso facto, qu'il sollicite personnellement du suffrage universel le mandat nécessaire pour mettre fin à un tel dévoiement des institutions ? Il semble que les dirigeants du PS

aient eux aussi interprété de cette façon l'attitude de M. Mitterrand, si l'on en juge par les appels en faveur de sa candidature qu'ils ont multipliés au début de la semaine dernière, après un dîner en sa présence, le vendredi 9 mai, à Aulnay-sous-Bois.

Mais on n'a jamais vu M. Mitterrand brûler toutes ses cartes à la fois. Bien au contraire, dimanche à Solutré, le président de la République a tout fait pour qu'on ne tire aucune conclusion de son pragmatisme. Candidat, lui ? « C'est très sympathique de la part des diri-



Destin de CAGNAT.

geants socialistes, mais leurs affirmations sont indépendantes de moi. Il faudra bien un jour ou l'autre s'habituer à se passer de moi (...). Je n'ai jamais été préoccupé depuis 1981 par une éventuelle réflexion (...). Je n'ai jamais inscrit dans ma tête qu'il me faudrait être une deuxième fois président de la République (...). Il ne faut pas s'incruster. Au passage, le chef de l'Etat a même en un mot gentil pour M. Michel Rocard : « Si Rocard y allait, ce serait un très bon candidat. Je n'entends pas du tout le gêner. Comme d'habitude, cependant, M. Mitterrand a délibérément entretenu l'ambiguïté quand il a ajouté : « Il faut laisser un peu de souplesse à la vie (...). Quatorze ans, c'est trop (...). Douze ans, c'est mieux... ». Rendez-vous, pour la suite de l'émigration, à Solutré 87... ou avant.

ALAIN ROLLAT.

SELON UN SONDAGE IFOP

Le chef de l'Etat tire un plus grand profit que M. Chirac de la situation politique

M. François Mitterrand entre-t-il dans un nouvel « état de grâce » présidentiel ? Selon un sondage IFOP, effectué les 12, 13 et 14 mai auprès d'un échantillon national représentatif de 1012 personnes, que le *Journal du dimanche* a publié le 18 mai, la cote de popularité du président de la République augmente de huit points en passant de 44 % en avril à 52 % en mai. Le pourcentage des mécontents baisse de 36 % à 30 %.

Il faut remonter à mai 1982 pour retrouver un tel score de satisfaction de M. Mitterrand. Le chef de l'Etat, qui obtient un soutien quasi unanime dans l'électorat socialiste (89 % de bonnes opinions), progresse de douze points chez les communistes (55 %), de quatre points au RPR et de six points à l'UDF.

M. Jacques Chirac enregistre également une augmentation de sa cote de popularité en passant de 36 % à 43 % de satisfaits, le pourcentage de mécontents restant à peu près stable (28 % en mai contre 29 % en avril).

Le premier ministre gagne quatre points dans l'électorat socialiste (21 % de bonnes opinions), reste peu apprécié par les communistes (9 %), gagne dix points chez les sympathisants UDF (67 %) mais en perd neuf dans l'électorat RPR (80 % contre 89 % en avril).

Enfin, M. Mitterrand tire un plus grand avantage que son premier ministre de la « cohabitation » en passant, sur cette question du « plus grand bénéficiaire », de 25 % à 28 % en mai alors que M. Chirac recule de 35 % à 27 % ce mois-ci. Si toutes les personnalités de la majorité et de l'opposition enregistrent une hausse de leur cote de popularité — M. Rocard, 54 % contre 44 % ; M. Fabius, 49 % contre 39 % ; M. Delors, 50 % contre 42 % ; M. Veil, 49 % contre 40 % et M. Giscard d'Estaing, 40 % contre 35 % —, seul M. Raymond Barre stagne avec un pourcentage de 49 % de satisfaits et une légère augmentation des mécontents (37 % contre 35 % en avril).

La cohabitation selon M. Baudouin : « Ce n'est pas l'amour mais ce n'est pas la haine »

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré ce dimanche 18 mai sur CTVS, radio privée de Versailles, que la cohabitation se vit très bien et que « chacun y trouve son bénéfice ». « Elle se vit d'autant mieux », a ajouté M. Baudouin, que les sondages, unanimement, prouvent que c'est ce que souhaitent les Français.

« Dire que c'est l'amour, c'est faux », a déclaré le porte-parole du premier ministre, mais dire que c'est la haine aussi, c'est faux. Nous sommes des gens civilisés et nous vivons cela, de part et d'autre, d'une manière convenable : il y a de la méfiance, mais il n'y a pas de suspicion, et comme le président de la République et le premier ministre sont des hommes, chacun a le respect de la fonction de l'autre, chacun applique la Constitution (...). Il y a eu quelques transferts (...). Il semble bien que Matignon ait repris quelques pouvoirs à l'Elysée, mais cela, c'est le résultat des élections ».

M. Baudouin a expliqué qu'il y avait eu un « ajustement difficile à vivre », le sommet de Tokyo, mais qu'il s'est passé tout à fait correctement. « Cela a demandé des adaptations sur le plan du protocole, a-t-il dit. Il y a eu des prudenances. C'est vrai que, après tout, il y avait quelque chose de plus ancien dans le grade le plus élevé. (...) [mais] la France a parlé d'une seule voix, après une préparation très minutieuse et très pointilleuse de part et d'autre ».

« Cela dit, a continué M. Baudouin, quand M. Fabius dit : « C'est une paix armée », il y a aussi un peu de vrai. (...) Nous ne sommes ni dans un optimisme béat, ni, non plus, dans un pessimisme qui serait du mauvais aloi. La situation est différente de ce qu'il se passait avant le 16 mars mais, estime M. Baudouin, ce n'est pas le IV^e République, parce que le président a un certain nombre de pouvoirs ».

M. VIGOUROUX SUCCESEUR DE GASTON DEFERRÉ

L'opposition conteste pour la forme la légitimité du nouveau maire de Marseille

De notre correspondant régional

Marseille. — « Il m'est fort difficile de m'asseoir dans ce fauteuil », a-t-il dit samedi 17 mai, M. Robert Vigouroux, élu maire de Marseille. Celle qui fixe intensément une place vide. Celle qu'il occupait pendant trente-trois ans d'affilée son ami Gaston Defferre. Celle du maire de Marseille. Désormais la sienne. Le chapitre mouvementé de la « guerre de succession » socialiste est définitivement clos. Par 62 voix sur 63 suffrages exprimés (1), Robert Vigouroux est devenu le quarante-septième maire de Marseille depuis la Révolution.

L'histoire municipale marseillaise ne retiendra pas le discours d'introduction du brillant professeur de neurochirurgie — un bon usage convenu de Gaston Defferre — le serment prêt devant le conseil de poursuivre dans

la même voie, « afin de mettre en place la Marseille de l'an 2000 ».

Les joies politiques, déjà, ont repris. M. Jean-Claude Gaudin, le chef de file de l'UDF, a réitéré ses critiques à l'adresse des socialistes, complaisamment « tiré des la tunique ». « Les socialistes de Paris, a insisté le député (PR) des Bouches-du-Rhône, ont imposé le maire de Marseille. Quelle légitimité voulez-vous que nous vous accordions ? ».

Le nouveau président du conseil régional a même agité une menace. « Vous aurez souvent besoin, a-t-il averti, de l'appui de l'Assemblée régionale. Vous ne l'aurez que si vos projets sont conformes aux réels besoins de Marseille ».

M. Guy Herminier (PC) a rendu hommage lui aussi à Gaston Defferre, mais il a prévenu que le groupe communiste serait « particulièrement attentif à l'évolution de la situation et vigilant en ce qui concerne la stricte application des engagements pris ».

Les porte-parole des autres groupes de l'opposition — RPR, Renouveau libéral et Front de gauche — ont évoqué, comme M. Gaudin, la « véritable échec » des élections municipales de 1989, tandis que le leader du Groupe d'action municipale, économique et sociale (GAMES), allié de la gauche, M. Jean-Claude Gautier, a brossé à grands traits le programme auquel la municipalité devrait s'atteler dans la deuxième partie de son mandat.

M. Vigouroux a écouté les orateurs impassible et comme absent.

Surprise ! le nouveau maire de Marseille sait renvoyer les flèches de ses adversaires. M. Vigouroux a relevé l'appui apporté un député PR des Bouches-du-Rhône par l'avocat d'extrême droite Bernard Manovelli. « Conservez vos amis », a conseillé le maire à M. Gaudin, nous saurons conserver les nôtres », a-t-il répliqué, en revanche, la « rigueur politique » des communistes.

L'ordre du jour du conseil municipal comportait ensuite l'élection de vingt-neuf adjoints (un trentième poste étant laissé vacant).

M. Michel Pezet avait annoncé la veille qu'il abandonnerait son écharpe de troisième adjoint en même temps que la présidence du groupe socialiste. Il a été remplacé dans ces deux fonctions par le doyen du conseil, M. Irma Rapuzzi, sénateur. Comme prévu également, M. Jean-Victor Cordanier a retrouvé le poste de premier adjoint, avec 61 voix et quatre bulletins blancs ou nuls. Les autres postes ont été reconquis dans un ordre légèrement différent et en même temps que la présidence du groupe socialiste. Il a été remplacé dans ces deux fonctions par le doyen du conseil, M. Philippe Sanvoix, député. L'un des deux ex-dauphins présumés de Gaston Defferre avec M. Pezet, a été élu troisième adjoint, à la place de M. Vigouroux, par 55 voix, avec 9 bulletins blancs ou nuls.

GUY PORTE.

(1) L'opposition (37 élus) n'a pas participé au vote. Sur 65 votants, M. Pezet a recueilli une voix. Il y a eu un bulletin blanc et un nul.

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1986

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la dernière sélection à Lyon Vendredi 6 juin 1986

école supérieure de commerce de Lyon **cesma** Centre d'études supérieures du management

23, Av. Guy de Collongue - 69 174 - 69132 Ecully Cedex - Tél. 78 38 31 22

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Le numéro de « Monde » daté 19 mai 1986 a été tiré à 439 315 exemplaires

A B C D F G H